

## **Module 5 Community ICT Centres for the Social and Economic Empowerment of Women**

## Table of Contents

Introduction.....	4
1 Introduction aux concepts et au contexte .....	5
1.1 Qu'est-ce qu'un centre communautaire TIC? .....	5
1.1.1 L'objectif sous-jacent d'un centre communautaire TIC.....	5
1.1.2 Que suggère le nom? .....	6
1.2 Concepts et définitions liés à la sexospécificité.....	8
1.3 Pourquoi est-il important d'atteindre les femmes et les jeunes filles? .....	10
1.4 Note sur l'autonomisation des femmes .....	12
1.5 Note sur les changements technologiques.....	13
Chapitre 2: Comment les centres communautaires TIC peuvent-ils atteindre les femmes? .....	17
2.1 Environnement politique global .....	17
2.2 Principes directeurs pour une conception tenant compte des deux sexes.....	21
2.3 Eléments de conception, propres aux femmes, d'un centre communautaire .....	23
2.3.1 Données et archives à ventiler selon le sexe .....	23
2.3.2 La "réponse communautaire" du centre doit considérer et desservir les activités, les intérêts et les besoins d'information des jeunes filles et des femmes .....	25
2.3.3 Mise au point des contenus et des supports de formation avec et pour les femmes ..	27
2.3.4 Rendre le centre communautaire physiquement accessible aux femmes et aux jeunes filles .....	31
2.3.5 Problèmes de protection de la vie privée et de sécurité .....	32
2.4 Questions d'administration et de viabilité financière.....	34
2.4.1 Structures d'administration tenant compte de la problématique hommes femmes .....	34
2.4.2 Financement du centre communautaire TIC: capital et frais de démarrage.....	35
2.4.3 Modèles de financement et de recettes permettant d'assurer une tarification abordable et accessible.....	36
2.4.4 Note concernant les redevances utilisateur différenciées selon les sexes.....	41
2.5 Liens avec les documents de référence .....	41
3 Répondre aux besoins éducatifs des femmes: emploi des TIC pour l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie .....	43
3.1 Connaissances de base des TIC pour les femmes: apprentissage par la pratique .....	44

3.2 Liens entre les connaissances numériques et l'autonomisation socio-économique des femmes .....	46
3.3 Emploi des TIC pour promouvoir l'alphabétisation parmi les femmes .....	49
3.4 Liens entre l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes .....	59
3.5 Capacité de calculer et connaissances financières .....	63
4 Au-delà de l'alphabétisation: l'appui des applications TIC aux activités entrepreneuriales et professionnelles des femmes .....	65
4.1 Accès à l'information et à la formation: du niveau rural au niveau national .....	69
4.2 TIC et financement électronique: nouvelles possibilités et dimensions .....	74
4.3 Commerce électronique, marchés et développement des petites entreprises .....	76
4.4 Autonomisation grâce à la mise en réseau .....	79
4.5 Liens avec les documents de référence .....	80
5 Lignes directrices à l'intention des ministères, des autorités chargées de la réglementation et du secteur privé .....	82
5.1 Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes dans la mise en place d'un centre .....	82
5.2 Lignes directrices à l'intention des autorités chargées de la réglementation .....	85
5.3 Liste de vérification à l'intention des fournisseurs de contenus et des formateurs .....	87
5.4 Liens avec les documents de référence, les outils en ligne et les guides .....	91
6 Cadres politiques sexospécifiques internationaux et régionaux .....	93
6.1 Cadres politiques internationaux .....	93
6.2 Cadres politiques régionaux .....	96
7 Observations finales .....	98
Credits .....	100
References .....	101
Annex I: Données chiffrées concernant l'usage de la technologie .....	109
Annex II: Case Studies: Community ICT centers and ICT applications that cater to women's needs .....	116

## Introduction

Les deux premiers chapitres du présent module décrivent le contexte et soulignent la nécessité de disposer de centres communautaires TIC mieux adaptés aux femmes. Ils plaident en faveur de politiques dynamiques et indiquent étape par étape comment il faut procéder pour mettre sur pied des centres communautaires TIC qui soient ciblés sur les femmes. Les Chapitres 3 et 4 contiennent des notes thématiques et donnent des exemples des besoins des femmes en matière d'apprentissage et d'information, qui vont de l'alphabétisation à des formations plus sophistiquées. Ils montrent aussi comment ces utilisatrices s'approprient les outils TIC. Dans les deux derniers chapitres sont données quelques lignes directrices qui s'adressent aux décideurs et aux responsables chargés de la réglementation, tant au niveau local que dans les sphères politiques internationales.

Parallèlement, plusieurs sections des Chapitres 2, 4 et 5 renvoient à d'autres références et ressources documentaires, qui peuvent être téléchargées à partir du présent module pour de plus amples informations.

Les annexes sont scindées en deux parties, la première décrivant en grandes lignes des données sexospécifiques sur l'emploi des TIC et la seconde comportant un choix de neuf exemples d'emplois de logiciel et de centres communautaires TIC à travers le monde.

?

# 1 Introduction aux concepts et au contexte

Le Chapitre 1, par lequel débute le présent module, définit le centre communautaire TIC, introduit les concepts de sexospécificité et d'autonomisation des femmes et donne des informations sur l'accès mondial aux TIC et sur la fracture numérique entre les sexes.

## 1.1 Qu'est-ce qu'un centre communautaire TIC?

*Les technologies de l'information et de la communication (TIC) consistent en une large gamme de technologies employées pour la communication et le traitement des informations. Les centres communautaires TIC d'aujourd'hui disposent de locaux où est assuré un accès public collectif aux TIC, essentiellement au moyen d'ordinateurs, de la radiodiffusion par satellite, de téléphones (fixes et mobiles) et de télécopieurs.*

Au cours des deux dernières décennies, ces centres sont devenus importants en permettant d'amener concrètement les bienfaits des TIC jusqu'aux communautés dont l'infrastructure technologique est inappropriée et où le coût de l'accès individuel aux technologies est relativement élevé. Ils permettent d'accéder aux informations en surmontant les obstacles de la distance et du lieu. Ces centres peuvent, en facilitant cet accès, renforcer la cohésion sociale et les contacts sociaux.

On peut, dès le départ, concevoir ces centres pour fournir des services numériques et hertziens, ou, alternativement, intégrer la numérisation et la connectivité dans un centre d'information ou d'apprentissage existant. Idéalement, les centres communautaires TIC ne devraient pas fonctionner comme des stations d'informations isolées, mais devraient plutôt, comme leurs noms le suggèrent, être intégrés aux installations et aux institutions existantes, telles que les centres de santé, les écoles, les bibliothèques et d'autres centres, où sont fournis divers services à la communauté. Il existe de nombreux modèles différents pour ce genre de centres, et le présent module va tenter d'en décrire quelques-uns, en particulier ceux qui sont délibérément orientés vers les femmes.

### 1.1.1 L'objectif sous-jacent d'un centre communautaire TIC

?

Bien que les centres communautaires TIC diffèrent d'un endroit à l'autre, leur objectif commun est d'assurer le développement communautaire, en réduisant la fracture numérique et l'aide des technologies de communication et de calcul. En fournissant une connexion directe aux utilisateurs, ils peuvent jouer un rôle important dans le "renforcement communautaire". Les nouvelles TIC sont particulièrement utiles lorsqu'il s'agit de traiter des demandes groupées au niveau communautaire. Elles sont suffisamment polyvalentes pour répondre non seulement aux différents besoins des divers groupes sociaux mais aussi aux demandes variées des diverses personnes d'une communauté. La réussite de projets pilotes a permis de démontrer que divers modèles peuvent être adoptés pour répondre efficacement aux besoins en information et en communication d'une communauté entière. Pour rester pertinents et viables, ces centres communautaires TIC devront s'adapter à l'évolution des technologies.

Les centres de communication et les centres communautaires TIC associés peuvent devenir plus que de simples points d'accès à l'information, à la formation et au commerce. Le local lui-même peut devenir un lieu de communication et d'apprentissage beaucoup plus étendu. Notre vision des centres communautaires TIC doit évoluer en fonction de l'évolution des technologies. L'enjeu n'est pas uniquement une affaire de télécommunications, il concerne le renforcement communautaire et la fourniture d'un accès égal pour tous.

?

## 1.1.2 Que suggère le nom?

Les centres communautaires TIC sont désignés de diverses façons: télécentres ou centres de télétravail, centres d'accès publics à l'Internet, centres de savoir de village, centres d'information, centres communautaires techniques, centres communautaires multimédia, télécentres communautaires polyvalents, centres de services communs/publics et télécentres en milieu scolaire.

La perception par le public de ce qu'est un centre communautaire TIC peut dépendre du nom qui lui est donné. Les centres, qui sont avant tout des points d'accès publics, peuvent être considérés dans certains pays ou dans certaines cultures comme ne convenant pas aux femmes ou aux jeunes filles, et la façon de les désigner importe donc. Par exemple, l'emploi d'un mot tel que *café* pourrait éveiller l'envie aux femmes camerounaises de se rendre au *cybercafé* local parce que les femmes en général ne fréquentent pas les cafés. Le désigner sous le nom de *boutique* a plus de chance d'attirer les femmes,

donc *cyberboutique* est un terme employé ? Douala par les centres qui cherchent à attirer une clientèle des deux sexes. De même, l'emploi du terme *centre d'information*, plus neutre, peut être mieux accueilli par le public.

### **Pour information: La terminologie relative aux TIC-centres existant en Inde**

En Inde, le concept de TIC-centre, en tant que modèle d'accès public permettant de rendre divers services, fait l'objet d'un intérêt grandissant. Les TIC-centres répondent à de nombreux besoins en fournissant toute une gamme de services, notamment des services éducatifs, des services d'informations agricoles ou des services fournis par l'administration publique aux citoyens. Ils sont désignés sous les noms suivants: centres de TIC-travail, TIC-centres, kiosques d'information, *e-Sewa kendras* (centre de services électroniques), *e-Chaupals* (points de rassemblement électronique), *e-Haats* (marché électronique), centres de savoir de village (VKC, *village knowledge center*), centres de ressources de village (VRC, *village resource center*), *Mahiti Manthana*, centre d'informations communautaires (CIC), centres de services communautaires (CSC), centres multimédia communautaires (CMC), etc. Cette terminologie très diversifiée peut être dconcertante, mais elle rend compte de la pluralité et de la diversité de l'intérêt pour les TIC-centres.

L'infrastructure des TIC-communications s'étant développée à l'échelle mondiale, les centres communautaires TIC ont été de plus en plus nombreux. Telecentre.org, qui est une organisation engagée dans le soutien et l'amélioration des TIC-centres à l'échelle mondiale, a créé et appuyé des centaines de réseaux et d'organismes, représentant environ 80 000 TIC-centres et près de 40 millions d'utilisateurs de par le monde<sup>1</sup>.

L'analyse des utilisateurs montre systématiquement que, dans la plupart des pays, l'usage de l'Internet est le plus répandu chez les jeunes de moins de 24 ans et diminue avec l'âge<sup>2</sup>. Toutefois, cette tendance sera probablement moins marquée avec le temps et finira par disparaître, dès lors que les jeunes générations qui grandissent avec l'Internet continueront à en faire usage jusqu'à l'âge adulte.

<sup>1</sup>Telecentre.org a été créé en 2005 par le Centre de recherches pour le développement international du Canada, par Microsoft et par l'Agence suisse pour le développement et la coopération (<http://www.telecentre.org/notes>).

<sup>2</sup>Union internationale des t?l?communications (2010), Mesurer la soci?t? de l'information ([http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS\\_2010\\_without%20annex%204-e.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS_2010_without%20annex%204-e.pdf)).  
?

## 1.2 Concepts et d?finitions li?s ? la sexosp?cificit?

Le terme *sexosp?cificit?* renvoie aux r?les, aux responsabilit?s, aux relations et aux identit?s, qui sont d?finis pour ou qui sont attribu?s aux hommes et aux femmes au sein d'une culture, d'une soci?t? ou d'un contexte donn?. L'*egalit? des sexes* renvoie ? l'egalit? des droits, de la parole, des responsabilit?s et des opportunit?s pour les hommes et pour les femmes dans la soci?t?. Le *traitement ?quitable des sexes*, hommes et femmes, concerne leur acc?s aux ressources, aux bienfaits et aux opportunit?s dans la soci?t?. Les *disparit?s entre les sexes* renvoient aux diff?rences sociales entre les hommes et les femmes, qui sont jug?es non souhaitables.

Un ensemble complet de termes et de d?finitions de base, li?s ? la sexosp?cificit? et aux TIC, est donn? dans la brochure *M?thodologie d'?valuation du genre pour Internet et les TIC*. Il s'agit d'une ressource importante pour tous les lecteurs:

[http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding\\_gem/genderanalysis.htm#jump11](http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/genderanalysis.htm#jump11)

L'examen des r?les des sexes peut conduire ? une meilleure compr?hension des diff?rences entre les femmes et les hommes, s'agissant de l'emploi des TIC et de son impact. Quelques exemples de questions qui se posent en termes de sexes sont donn?s ci-apr?s:

- ????????????? Dans une communaut? donn?e, qui prend les d?cisions du m?nage? D'o? proviennent les informations?
- ????????????? Dans une communaut? donn?e, les femmes et les hommes, les jeunes filles et les jeunes gens utilisent-ils ? parts ?gales les ?quipements Internet situ?s dans une biblioth?que ou dans un t?l?centre?
- ????????????? Dans les centres TIC publics, les hommes visitent-ils des sites pornographiques et violents, rendant les femmes mal ? l'aise dans un tel environnement?



•???????????? Dans un organisme de d?veloppement, y a-t-il une diff?rence entre les sexes de ceux qui utilisent/s'approprient le courrier ?lectronique et de ceux qui ne le font pas? Existe-t-il une adresse ?lectronique publique commune attribu?e ? une cat?gorie inf?rieure de membres du personnel, g?n?ralement des femmes, en parall?le avec les adresses ?lectroniques priv?es de la direction, g?n?ralement des hommes?

**Pour information: Le manque d'informations peut contribuer ? une prise de d?cision du m?nage essentiellement masculine.**

Lors d'enqu?tes au Ghana et au Kenya, les chercheurs ont observ? que les femmes avaient moins tendance que les hommes ? dire qu'elles ?taient seules ? prendre des d?cisions concernant les questions du m?nage, notamment:

•???????????? L'?pargne ou l'emprunt.

•???????????? La vaccination.

•???????????? Les d?penses du m?nage.

•???????????? Les virements d'argent effectu?s ? des membres de la famille ou ? d'autres ou re?us d'eux.

•???????????? La consultation ? l'h?pital ou chez un m?decin.

•???????????? La contraception (au Ghana seulement; au Kenya, les femmes avaient plut?t tendance ? dire que la d?cision finale leur appartenait).

•???????????? Les soins de sant? personnels ou de la famille.

Lorsque les femmes acc?daient aux informations, c'?tait principalement par les journaux, la radio et le bouche ? oreille. Aucune donn?e sur l'emploi des TIC n'a ?t? recueillie au cours de l'enqu?te.

Source: [www.audiencescapes.org](http://www.audiencescapes.org).

Dans la section 5 de la brochure *M?thodologie d'?valuation du genre?* sont donn?s plus de d?tails sur la fa?on de mesurer et d'aborder ces types de diff?rence.?

## 1.3 Pourquoi est-il important d'atteindre les femmes et les jeunes filles ?

La réponse simple à cette question est que l'audience des femmes et des jeunes filles doit sciemment être recherchée, parce qu'elles représentent la plus grande partie des laissés-pour-compte, que ce soit en matière d'alphabetisation ou d'accès aux informations, de services de santé et de services financiers, ou d'autonomisation socio-économique en général. Les femmes et les jeunes filles forment la majorité de la population illettrée dans le monde et risquent davantage d'être fortement marginalisées dans des sociétés conservatrices qui limitent leurs déplacements et leur parole.

Outre la fracture numérique entre les régions développées et les régions en développement, il subsiste toujours des inégalités entre les sexes, faisant que les femmes et les jeunes filles ont un accès plus réduit aux TIC que les hommes et les jeunes gens. Les raisons en sont nombreuses, allant de la discrimination caractéristique envers les femmes aux restrictions de leurs mouvements ou au fait que concrètement les femmes ont souvent moins de temps libre ou de revenus à leur disposition. Les femmes et les jeunes filles de communautés marginalisées ont tendance à être particulièrement moins engagées. Des nombreux préjugés sociaux ou culturels existent encore de par le monde. La technologie est parfois considérée comme ne présentant un intérêt que pour les hommes et les jeunes gens. Ou bien, on pense à tort que les femmes ne sont pas intéressées ou sont incapables d'apprendre comment employer les techniques informatiques. Le plus souvent, les faibles niveaux d'alphabetisation et d'éducation générale présentent un obstacle important, tandis que le manque de liberté et de décision peut aussi restreindre leur accès. À l'Annexe I sont présentées diverses données montrant les différences qui existent entre les hommes et les femmes aux niveaux national et mondial, pour ce qui est de l'accès à l'Internet.

Si les femmes continuent à être exclues du savoir et des services TIC, elles seront de plus en plus marginalisées, la disparité entre les sexes s'aggravera et bien des avantages indirects liés à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes ne pourront se faire sentir. Les centres communautaires TIC peuvent faire obstacle à cette tendance négative actuelle. S'ils sont planifiés et réalisés comme il convient, ils peuvent efficacement aider les femmes à lire et écrire et à compter, à lancer et à mettre sur pied leurs propres affaires, à assurer leurs moyens d'existence et à devenir socialement et politiquement actives.

La promotion de l'égalité des sexes par le moyen d'un accès accru aux TIC peut améliorer l'accès aux informations des femmes et des jeunes filles et la communication d'informations par elles, malgré les restrictions de leurs mouvements et les contraintes culturelles auxquelles elles doivent faire face. Elles peuvent élargir leurs compétences et en conséquence leurs activités économiques. Ces compétences peuvent leur permettre de découvrir et d'exploiter de nouvelles opportunités commerciales, de créer leurs propres entreprises, d'accéder à de nouveaux marchés qui nécessitent des investissements en capitaux et d'accéder à une gamme de ressources, notamment le microfinancement. Les sections 3.2 et 3.4 ainsi que le Chapitre 4 détailleront ces liens.

?

### **Pour information: Les TIC et les atouts des adolescentes**

1. PLAN Canada<sup>3</sup> cite sept raisons pour lesquelles l'accès à la technologie peut contribuer à lutter contre les inégalités entre les sexes et donner des atouts aux filles:

1) Maintenir le contact avec les autres, ce qui réduit leur isolement dans les pays où c'est un problème.

2) Approfondir leur éducation et acquérir de nouvelles compétences.

3) Prendre une part active à la vie de leur communauté et de leur pays.

4) Obtenir les compétences nécessaires pour trouver un emploi.

5) Acquérir des compétences et des connaissances spécifiques sur des sujets dont elles auraient pu tout ignorer, tel que le VIH/sida.

6) Il a été démontré qu'apprendre à manier ces nouvelles technologies peut conforter la confiance en soi.

7) Enfin et surtout être en sécurité.

?

<sup>3</sup>Plan International (2010) Because I am a Girl

## 1.4 Note sur l'autonomisation des femmes

?

En rendant les femmes plus autonomes, on veut surtout renforcer leur capacité à gérer les décisions qui influencent leurs vies. Il s'agit pour elles d'accéder aux informations, aux ressources, aux prises de décision, à la répartition des bénéfices, et de les maîtriser. Pour les femmes qui peuvent accéder aux TIC et peuvent les employer, cela peut vouloir dire accéder aux informations sur l'éducation, sur la santé, sur les droits publics et privés, ainsi qu'aux informations sur les sources de revenus et sur les marchés. Les participants à la réunion de la Division de la promotion de la femme de l'ONU en novembre 2002<sup>4</sup> ont formulé cela en disant que lorsque l'environnement est favorable, les TIC peuvent conduire de diverses façons à l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes.

Même si l'on se rend mieux compte de la diversité des origines des changements sociaux, une hypothèse, sous-jacente à une grande part de la réflexion politique, est celle selon laquelle la croissance économique est la principale responsable du changement dans les relations hommes-femmes. Ceci n'est vrai qu'en partie. Tandis que l'évolution sociale qui a influencé la vie des femmes, peut être associée au développement économique, elle ne découle pas uniquement de la croissance économique. Certains pays, dont les revenus par habitant sont comparables, tels que la Suède et des États du Golfe, le Qatar, l'Arabie saoudite et le Koweït, présentent d'importantes disparités en ce qui concerne les droits et le statut des femmes. De même, les variations considérables du taux d'emploi des femmes ne sont pas toujours corrélées au produit intérieur brut, les taux les plus faibles étant enregistrés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Parmi les nombreux facteurs qui sont à l'origine du changement de statut socio-économique des femmes ou accélèrent celui-ci, il convient de mentionner l'action raisonnée, grâce aux réformes d'état et aux mouvements sociaux. Cela apparaît clairement lorsque nous examinons les dernières décennies du vingtième siècle, qui ont été marquées par d'importants progrès dans les politiques appliquées au niveau international à l'égard des femmes. Le mouvement féministe de la deuxième vague s'est joint aux efforts des organismes humanitaires et des organismes de développement à l'échelle internationale pour imposer d'importants changements dans les droits des femmes. Au début des années 90, la plupart des États avaient signé le **Programme d'action** et la **Convention sur**

l'élimination de toutes les formes de discrimination ? l'égalité des femmes (CEDAW) et avaient pris des engagements en faveur de l'égalité des femmes<sup>5</sup>.

<sup>4</sup>Information and communication technologies and their impact on and use as an instrument for the advancement and empowerment of women. Expert Group Meeting Republic of Korea, 11 - 14 November 2002

<sup>5</sup>Beijing Plus 10: An ambivalent record on gender justice by Maxine Molyneux and Shahra Razavi

## 1.5 Note sur les changements technologiques

Depuis l'avènement de l'ordinateur personnel il y a bientôt 30 ans ? l'explosion de l'Internet au cours de la dernière décennie, chacune des nouvelles avancées dans les technologies de l'information a changé la manière dont les personnes, les communautés et les organismes peuvent communiquer, se connecter et se coordonner entre eux.

Les prochaines avancées dans les changements technologiques vont continuer ? rendre les ordinateurs plus abordables, plus portables, plus puissants et plus simples d'emploi. Les obstacles tels que le coût, l'accès matériel et la connaissance de techniques spécialisées vont continuer ? être réduits, rendant ces technologies plus accessibles ? un plus grand nombre de gens. Sans doute, ces facteurs amélioreront-ils l'accès des utilisateurs femmes.

Au Forum sur les meilleures pratiques des TIC, qui a eu lieu en Afrique en avril 2008, le Président-Directeur général de Microsoft a résumé comme suit les tendances sur le plan technologique:

- une plus grande puissance de traitement dans des appareils plus petits;
- une augmentation spectaculaire des capacités de mémoire des appareils et des centres de données ? travers le monde;
- des réseaux hertziens ? large bande plus répandus, permettant aux gens d'exploiter de presque partout la puissance de traitement et le stockage d'informations;
- des interfaces utilisateur naturelles, plus courantes et plus conviviales, où il est tiré parti de la voix, de l'écriture et de la gestuelle;

•???????????? des ?crans et appareils de projection plus l?gers, meilleurs et plus abordables.

Tous ces d?veloppements technologiques pourraient avoir des cons?quences positives pour les centres communautaires TIC. En attendant, l'emploi accru des technologies hertziennes et mobile a d?j? une incidence consid?rable ? l'?chelle mondiale. La technologie mobile am?liore l'acc?s aux informations, en raison des co?ts d'entr?e relativement faibles li?s ? la possession et ? l'utilisation d'un t?l?phone portable, mais aussi en raison du niveau plus ?lev? des investissements dans l'infrastructure de t?l?phonie mobile dans les ?conomies ?mergentes. Les t?l?phones portables seront de plus en plus employ?s ? mesure que leur capacit? se rapprochera de celle des ordinateurs.

Partout, les villes et les r?gions s'orientent vers les technologies hertziennes. Kigali, au Rwanda, par exemple, est sur le point de devenir cette ann?e la premi?re capitale en Afrique ayant des points d'acc?s ? l'Internet sans fil<sup>6</sup>. Les technologies hertziennes permettent maintenant aux centres communautaires TIC d'?tre mobiles et d'atteindre un plus grand nombre d'utilisateurs, comme c'est le cas avec les motocycles ? trois roues (eTrike) aux Philippines<sup>7</sup>. Elles permettent aussi de r?duire les co?ts, dans certains cas, gr?ce au partage des connexions ? l'Internet. Les nombreux usages des applications hertziennes ne peuvent ?tre surestim?s et les ?tudes de cas dans les chapitres suivants illustreront ce point plus en d?tail.

?

#### **Pour information: Technologies hertziennes au service des moyens d'existence et des microentreprises – Rapport de la CNUCED**

Dans l'[Information Economy Report 2007-2008 de la CNUCED](#) (Rapport 2007-2008 sur l'?conomie de l'information), il est observ? que tant les t?l?phones portables que les t?l?centres contribuent aux moyens d'existence dans les pays en d?veloppement. Cette ?tude illustre, ? l'aide de deux exemples pr?cis, comment les TIC contribuent ? r?duire la pauvret?: 1) gr?ce aux t?l?phones portables qui permettent de diriger des microentreprises en Afrique; 2) gr?ce ? la cr?ation de t?l?centres au profit des communaut?s pauvres.

En Afrique, le nombre de nouveaux abonn?s ? la t?l?phonie mobile en 2006 s'?levait ? 50?millions et on estime qu'en 2007 le nombre total d'abonnements avait atteint 200 millions. Ces t?l?phones

portables sont devenus des points d'accès indispensables ? la société de l'information. La téléphonie mobile est un outil essentiel pour le partage de l'information et des renseignements et elle permet aux ménages et aux communautés d'être connectés.

Pour comprendre comment les télécentres contribuent aux moyens d'existence des pauvres, la CNUCED a enquêté sur un certain nombre de télécentres au Bangladesh et en Inde. L'enquête a permis d'évaluer quels étaient les services qui étaient assurés par les télécentres, qui bénéficiait de ces services et quels étaient les facteurs clés environnementaux et institutionnels qui permettaient aux télécentres d'aider les pauvres ? améliorer leur niveau de vie. Les résultats indiquent que la plupart des télécentres donnent la priorité ? la fourniture d'un accès aux TIC et ? l'acquisition des compétences de base en la matière. Les télécentres sont, dans le cadre du type de services offerts, avant tout employés ? des fins d'information et d'éducation<sup>8</sup>. Dans le rapport sont abordées, au moyen d'études de cas dans des pays tels que le Chili, les différences entre les sexes pour ce qui est de l'accès aux télécentres, ainsi que la difficulté d'enregistrer les données utilisateur ventilées par sexe et d'y accéder.

?

#### **Pour information: Enquêtes au moyen de téléphones portables, destinées ? la surveillance et ? la collecte de données**

Des téléphones portables de base, équipés d'une application sur mesure, l'EpiSurveyor, ont été utilisés lors d'une étude pilote menée en juin 2010 ? Mpika, en Zambie, ? laquelle participaient des volontaires locaux, tous des femmes. Les téléphones servaient ? recueillir des informations sur le bien-être des colères. En appuyant simplement sur les touches des téléphones, les femmes enregistraient les réponses qui étaient immédiatement transmises ? Lusaka, la capitale. Ayant appris ? se servir du logiciel rapidement, elles terminaient chaque questionnaire en tout juste 2 ? 3 minutes. Elles transféraient ensuite, au moyen de signaux cellulaires, les données pour analyse vers une base de données centrale.

Source: <http://news.camfed.org/us/2010/07/innovating-with-cell-phones-to-help-girls-stay-in-school/>

?

<sup>6</sup>Telecenter.org. (January 2010). Kigali to become a wireless city. (<http://www.telecenter.org/profiles/blogs/kigali-to-become-a-wireless>)

<sup>7</sup>Le tricycle à moteur (eTrike) est un centre hertzien, mobile, autonome, qui se déplace au sein des communautés urbaines à Manille et permet aux jeunes d'accéder aux nouvelles technologies TIC numériques, des leçons d'informatique de base et une introduction à l'Internet. *Mobile telecenters Philippines – eTrike* (<http://www.mobiletelecenters.com/>).

<sup>8</sup>[http://unctad.org/en/docs/sdteecb20071\\_en.pdf](http://unctad.org/en/docs/sdteecb20071_en.pdf)

?



## Chapitre 2: Comment les centres communautaires TIC peuvent-ils atteindre les femmes?

?

Dans ce chapitre sont étudiés certains aspects concernant les bonnes pratiques, qui s'articulent autour des quatre thèmes suivants:

- 1) Environnement politique global
- 2) Principes directeurs visant à tenir compte des deux sexes
- 3) Eléments de conception, adaptés aux femmes, d'un centre communautaire TIC
- 4) Questions d'administration et de viabilité financière du centre.

?

### 2.1 Environnement politique global

?

Le développement des TIC et les bienfaits dont peuvent bénéficier les femmes qui les emploient dépendent de la capacité des pays et des régions à appliquer des politiques efficaces, dynamiques et durables, qui favorisent l'intégration sociale des femmes dans toutes les sphères d'activités socio-économiques et dans la prise de décision.

En l'absence de politiques durables, la diffusion et l'utilisation des TIC et leurs bienfaits escomptés peuvent en fait exacerber les différences en matière de revenus et la fracture économique existantes, les couches les plus pauvres de la population étant davantage marginalisées, exploitées et appauvries.

La réussite d'un centre communautaire TIC exige plus qu'une infrastructure des télécommunications. Elle exige des programmes d'appui ciblés, appliqués par les gouvernements, par le secteur privé et par

les ONG, pour former les utilisateurs, les opérateurs et les fournisseurs de services<sup>9</sup>. Afin qu'ils puissent être pleinement mis à profit, les centres communautaires TIC ont besoin d'un environnement politique qui prenne en charge les systèmes et les politiques convenant à leur viabilité. Par exemple, ces politiques devraient assurer un traitement équitable des sexes au cours de la procédure de mise en œuvre, promouvoir des politiques de prix favorisant les services des centres communautaires et mettre en place des mesures d'incitation à l'investissement pour un accès universel. Si les décideurs souhaitent donner la priorité à l'accès universel, ils doivent se concentrer sur les demandes de leurs populations rurales et périurbaines.

Un centre communautaire parfaitement au point est aussi un outil inestimable pour le rôle que les gouvernements entendent jouer dans les économies d'aujourd'hui. En s'habituant à fréquenter ces centres et à employer les services et les informations disponibles sur le web, ces citoyens apprécieront de plus en plus les services publics fournis par le gouvernement au moyen des TIC.

Bien que des politiques à l'échelle internationale et nationale existent en faveur de l'égalité des sexes et de l'accès universel aux TIC, peu nombreuses sont celles qui considèrent ensemble, de manière coordonnée, les TIC et la problématique hommes-femmes. L'absence de projets et de programmes pour les TIC, fondés sur l'égalité des sexes, augmente le risque d'accroître la "fracture numérique entre les sexes". Les décideurs, conjointement avec les défenseurs de la cause des femmes et des TIC, doivent être conscients de l'impact profond (positif ou négatif) que peut avoir la gestion de la problématique hommes-femmes. Une approche des questions des TIC tenant compte de cette problématique est essentielle si l'on veut combler la fracture numérique. Puisque les TIC sont de plus en plus un élément central de la vie économique, politique et sociale, elles sont aussi un élément central de la promotion de l'égalité des sexes.

L'engagement politique, en ce qui concerne les mesures et les règlements à appliquer, joue un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de déterminer si et quand les TIC vont être mises à la disposition de toutes les couches de la société civile, et en particulier des communautés pauvres, rurales, dispersées ou marginalisées. Dans une mise en place progressive de l'accès aux TIC, où il est tenu compte de l'autonomisation des femmes, il faudrait considérer l'accès aux TIC comme étant un "droit à disposer des capacités offertes". Ces couches de la population peuvent, en s'appropriant les TIC, faire reconnaître le bien-fondé de leurs préoccupations, demander des comptes aux organismes publics et explorer de nouvelles plates-formes permettant de renforcer la solidarité, d'apprendre et de partager le

savoir. Les lignes directrices du Chapitre 5 donnent aux décideurs d'autres critères à employer lors de l'élaboration des politiques.

Une *démarche en termes de biens publics* est essentielle pour que les femmes et les groupes de femmes accèdent aux TIC, et mettent à profit les possibilités de la nouvelle technologie de l'information et de la communication pour poursuivre leur lutte, qu'elle concerne le droit à l'information, le droit aux moyens d'existence, le besoin d'éducation dans des langues locales, les initiatives actuelles de radiodiffusion communautaire ou l'accès aux services locaux. Les instruments de financement public et les accords institutionnels qui répondent frontalement à ces besoins fondamentaux sont essentiels pour que soit assuré, par l'intermédiaire de l'accès aux TIC, le droit des femmes à disposer des capacités offertes.

Le développement socio-économique dépend de la capacité à produire, à absorber et à diffuser le savoir et la technologie. Le savoir et la technologie sont susceptibles d'apporter des bienfaits à un grand nombre d'utilisateurs, les bienfaits dont bénéficie l'un quelconque d'entre eux ne diminuant en rien ceux dont bénéficient les autres. Le savoir est souvent considéré comme un bien public, mais la question est plus complexe qu'il n'y paraît de premier abord. Plusieurs conditions importantes doivent être remplies. Ces conditions sont essentielles lorsqu'il s'agit, tant au niveau national qu'international, d'élaborer des politiques appropriées permettant d'accélérer et d'orienter l'innovation<sup>10</sup>.

#### **Pour information: Définition de la viabilité et des biens publics**

La question fondamentale lorsque l'on veut atteindre les femmes pauvres n'est pas celle du profit, mais plutôt celle de la création d'un ensemble de services et de produits s'appuyant sur la technologie, qui leur permettront de s'engager dans de nouvelles voies. Se concentrer sur la viabilité financière plutôt que sur les capacités de transformation et de développement des TIC pourrait nuire à l'objectif de l'accès universel.

Les gouvernements et les ONG doivent pareillement considérer l'économie des centres de communication du point de vue de la justice et de l'équité. La fourniture des informations au public doit se faire sur une base comptable plutôt que sur celle du profit. Les investissements initiaux, nécessaires à la création d'un tel centre, commenceront à être rentables dès lors que les informations commenceront à avoir des influences positives sur la communauté, en termes de bien-être socio-économique ainsi que de transformation dans les relations sociales aux niveaux de la

communauté et du ménage, et que les femmes et les pauvres commenceront à tirer parti des informations et des infrastructures de communication.

Les chercheurs font une différence entre la viabilité économique (réalisée lorsqu'un niveau donné de dépenses peut être maintenu dans le temps), la viabilité sociale (réalisée lorsque l'exclusion sociale est réduite à son minimum et que l'équité sociale atteint son maximum) et la viabilité institutionnelle (réalisée lorsque les structures et les processus sont en mesure d'assurer leurs tâches dans la durée). La viabilité économique est un indicateur clé de la réussite d'un projet parce qu'elle est considérée comme rendant compte d'une véritable demande de service. En même temps, dans de nombreux projets de développement, les donateurs financent la diffusion d'informations comme un bien public. Comme <sup>11</sup>, la nature de la viabilité d'un télécentre est compliquée de par le fait qu'il peut initialement être un bien public, en particulier dans les zones défavorisées, et doit en dernier ressort être autosuffisant.

De nombreux travaux de recherche sur la viabilité économique ont été publiés, en particulier concernant les initiatives en matière d'accès aux informations, telles que les télécentres ou les kiosques d'information, dont les coûts de mise en place et de maintenance sont élevés et dont les clients disposent de peu d'argent liquide. Les objectifs compliqués que sont la fourniture de services d'information comme un bien public et le fait de les rendre autosuffisants se sont avérés très difficiles à concilier. Peu d'initiatives ont réussi à rentrer dans leurs frais, même lorsque des mécanismes de taxation viables avaient été mis au point.

?

Une coordination fonctionnelle entre les divers ministères publics et autorités locales est essentielle pour que puisse être créé un environnement politique propice. La mise en place d'une équipe spécialisée chargée de la politique des TIC peut aussi contribuer à rassembler les parties intéressées de tous les ministères concernés, tels que ceux de l'éducation, des télécommunications, de la condition féminine et de la jeunesse, de l'industrie et du commerce, etc.

<sup>9</sup>(...) la plupart des programmes d'accès universel qui donnent la priorité à la fourniture de l'accès à l'Internet dans les zones rurales se concentrent exclusivement sur le déploiement des infrastructures. Des études montrent, toutefois, que les programmes de centres communautaires Internet les plus aboutis sont ceux qui dès leur création sont liés à une vaste gamme de programmes de renforcement

des capacit?s et de programmes d'appui, mis en œuvre conjointement par les entit?s gouvernementales, par les communaut?s locales, par les entreprises et par les ONG. La r?ussite des programmes d'acc?s universel ne d?pend pas seulement de la disponibilit? et du caract?re abordable des infrastructures, mais aussi de la disponibilit? et de la qualit? des applications et du contenu appropri?s ainsi que du niveau de formation des utilisateurs, des op?rateurs et des fournisseurs de services. *Tendances des r?formes dans les t?l?communications 2007: La route vers les r?seaux de prochaine g?n?ration (NGN)*, Gen?ve, Union internationale des t?l?communications.

<sup>10</sup>See UNIDO's 2008 report "Public Goods for Economic Development" [http://www.unido.org/fileadmin/user\\_media/Publications/documents/Public%20goods%20for%20economic%20development\\_sale.pdf](http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Publications/documents/Public%20goods%20for%20economic%20development_sale.pdf)

<sup>11</sup>See Connecting the first mile: a framework for best practice in ICT projects for knowledge sharing in development for further discussion Surmaya Talyarkhan Best practice framework [http://practicalaction.org/docs/icts/ict\\_best\\_practice\\_framework.pdf](http://practicalaction.org/docs/icts/ict_best_practice_framework.pdf).

## 2.2 Principes directeurs pour une conception tenant compte des deux sexes

Deux principes fondamentaux devraient guider la mise en place d'un centre communautaire TIC int?grant les besoins des femmes et des jeunes filles: l'engagement communautaire participatif et le d?veloppement de partenariats.

### *Principe I: L'engagement communautaire participatif*

D?s le d?part, la participation active des femmes et ses jeunes filles au processus de conception et de mise en place d'un centre communautaire TIC, garantira que ses services, son emplacement et sa gestion tiennent compte des besoins de cette cat?gorie d'utilisateurs et y r?pondent. L'engagement participatif doit aussi donner aux femmes et aux jeunes filles la possibilit? r?elle que leurs id?es concernant la conception, la mise en place et l'exploitation du centre soient prises en compte ? part ?gale, et donc que leur sens de la "propri?t?" et de l'"appartenance" soit renforc?. Les m?thodes participatives peuvent inclure des entretiens en t?te-?-t?te ou en groupe, des discussions de groupe, des enqu?tes sur les besoins, des manifestations de proximit? ou la diffusion de communications (par radiodiffusion, par voie d'affiche, etc.). La concertation permanente avec la communaut? est

essentielle pour que le centre communautaire TIC soit adapté aux besoins de la communauté qu'il dessert.

Les principaux représentants de la communauté devraient aussi être impliqués afin que la participation de la communauté soit la plus forte possible. Devraient participer des enseignants, des directeurs d'école, des chefs religieux, des représentants des administrations locales et d'autres personnalités locales. Plus la participation sera forte, plus la communauté se sentira propriétaire du centre. Parmi d'autres parties prenantes possibles, on peut notamment citer les ONG, les coopératives agricoles et les entreprises.

### **Pour information: Un outil d'analyse rurale simple employé en Inde**

En Inde, l'organisme Change Initiatives a mis en place, à des fins stratégiques, un système d'information sur le web au profit des femmes pauvres de Baduria, une région rurale dans le district du 24 Parganas Nord de l'Etat indien du Bengale occidental. En 2002, préoccupé par le manque de pénétration des TIC au sein de la population rurale pauvre, Change Initiatives a observé que l'absence d'informations et d'un mécanisme de partage d'informations parmi les femmes pauvres avait diminué leur capacité à subvenir à leurs besoins fondamentaux, restreint leur prise de conscience et freiné leur désir de surmonter les obstacles qui limitaient leur participation dans la société.

Ces conclusions avaient été déduites d'une enquête menée au sein d'ONG de femmes et de groupes d'entraide dans les régions rurales du 24 Parganas Nord. Pour ce projet, qualifié "Nabanna", Change Initiatives a mis au point un nouvel outil d'analyse rurale participatif qui lui a permis de demander aux candidates de tenir un journal. Ces journaux ont été un moyen efficace pour évaluer les besoins, tout en étant un moyen de s'exprimer.

Le personnel, les formateurs et les administrateurs devraient être issus de la communauté. Confier la direction à ceux qui comprennent la communauté et son contexte (par exemple son histoire, ses besoins actuels, ses principales activités, son cadre culturel, etc.) ne peut qu'améliorer l'impact et l'intégration. Au Cambodge, par exemple, au début du projet **projet iREACH**, il a été très difficile d'attirer les femmes, et à plus forte raison de les encourager à se porter candidates aux élections intermédiaires de comités de gestion. Mais, après avoir participé au projet iREACH pendant un certain temps, les femmes se sont senties plus à l'aise et se sont portées candidates aux élections des comités, ce qui a conduit à une forte compétition pour le quota de sièges réservés aux femmes<sup>12</sup>.

*Principe II: Le d?veloppement de partenariats et l'?tablissement de liens communautaires*

L'"image publique" du centre communautaire TIC devrait ?tre accueillante pour les jeunes filles et les femmes. Le centre communautaire TIC devrait ?tablir et maintenir des relations de travail avec les agences qui travaillent avec et pour les femmes et devrait ?tre au service de ces agences. Les administrateurs du centre devraient conna?tre le fonctionnement des autres ?tablissements (par exemple les ?coles, les h?pitaux, les dispensaires) et des autres organismes au service de la communaut?, afin de d?terminer comment le centre TIC pourrait travailler de concert avec eux.

L'?tablissement de liens communautaires forts renforcera l'int?gration et la port?e du centre. Par exemple, si une formation est assur?e sur les techniques informatiques de base et sur la fa?on de trouver un emploi, le centre pourrait se mettre en rapport avec les organismes locaux pour l'emploi (tant gouvernementaux que non gouvernementaux) ou avec la Chambre de commerce.

<sup>12</sup>[Gender, Empowerment through ICTs, iREACH, Cambodia](#)

## 2.3 El?ments de conception, propres aux femmes, d'un centre communautaire

Un cadre de base pour la conception qui tienne compte du contexte socioculturel des femmes et de leurs besoins en informations pourrait inclure les ?l?ments suivants:

### 2.3.1 Donn?es et archives ? ventiler selon le sexe

Les centres communautaires TIC devraient tenir un registre d'?tail? et de bonne qualit? de l'utilisation par type de services et par type d'utilisateur, o? sont notamment indiqu?s l'?ge et le sexe. Ces donn?es sont essentielles pour recenser les lacunes dans l'utilisation, pour am?liorer le service et se rapprocher d'un public non atteint, et aux fins de pr?vision et de planification. Le PNUD et le Fonds de d?veloppement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ont publi? un utile guide en ligne, le [Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles ? la dimension de genre](#), qui peut s'appliquer ? la fourniture des services TIC.

Malgré une large reconnaissance de l'existence d'une fracture numérique entre les sexes, il est difficile de la prouver en raison du peu de données ou de statistiques ventilées selon les sexes concernant les TIC. En 2005, la Division des Nations Unies de la promotion de la femme a recommandé de ventiler selon les sexes les données sur l'utilisation des TIC et sur la participation des femmes aux processus de décision, ainsi que d'établir des cibles, des indicateurs et des repères permettant de suivre les progrès concrètement réalisés en matière d'accès et de bienfaits<sup>13</sup>. Des procédures et les processus de surveillance et d'évaluation tenant compte des différences entre les sexes fourniront des données de base et des comparateurs sur l'utilisation des TIC par les femmes.

### **Pour information: Méthodologie d'évaluation du genre (GEM) pour les centres**

L'Association pour le progrès des communications (APC) est un réseau international et un organisme sans but lucratif qui agit en faveur de l'accès à l'Internet. Elle a mis au point la Méthodologie d'évaluation du genre (GEM)<sup>14</sup>, un outil en ligne gratuit, conçu pour évaluer si les TIC contribuent à l'égalité des sexes et comment elles le font. Il s'agit d'une façon pratique de tenir compte de l'analyse du genre dans l'évaluation des initiatives qui font appel aux TIC en vue d'aboutir à un changement social. La méthodologie GEM permet de déterminer si les TIC améliorent réellement la vie des femmes et les relations entre les sexes, tout en garantissant que les problèmes liés à la disparité entre les sexes sont intégrés dans le processus de planification du projet. L'analyse de la sexospécificité à l'aide de la méthodologie GEM permet de promouvoir des changements positifs au niveau des personnes, de la communauté et des institutions. L'évaluation du genre pour les centres tire profit des enseignements collectifs issus de l'application de la méthodologie GEM à l'exploitation des centres en Colombie, au Mali, au Pérou, en Ouganda et aux Philippines. Le guide examine aussi ce qui est possible de faire face aux ressources limitées et présente des solutions réalistes à quelques problèmes courants auxquels les centres doivent faire face.

Toutefois, à titre de mise en garde, les statistiques sur l'accès aux TIC ne sont pas en elles-mêmes un bon indicateur de l'autonomisation des femmes. Par exemple, l'éducation comparativement supérieure des femmes, leur direction de petits commerces et leur accès aux TIC aux Philippines et en Thaïlande n'impliquent pas automatiquement que les femmes sont représentées de façon égale au niveau de positions dirigeantes ou gouvernementales. De même, le seul fait que plus de femmes pourraient être employées dans le secteur manufacturier des TIC ne veut pas dire que ces femmes bénéficient de



programmes d'alphabetisation ou d'apprentissage ou acquièrent des compétences en direction, en communication ou en négociation.

?

<sup>13</sup>United Nations. (2005). *Women 2000 and beyond: Gender equality and empowerment of women through ICT*. (<http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf>)

<sup>14</sup>Programme de soutien aux réseaux de femmes de l'Association pour le progrès des communications, *Méthodologie d'évaluation de genre* ([http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding\\_gem/index.htm](http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/index.htm)).

?

## 2.3.2 La "réponse communautaire" du centre doit considérer et desservir les activités, les intérêts et les besoins d'information des jeunes filles et des femmes

Les services et les programmes du centre doivent directement répondre aux priorités et aux besoins du développement de la société. Il peut notamment s'agir de dispenser des programmes d'alphabetisation et des programmes connexes d'apprentissage, d'étendre les capacités numériques (y compris la communication et l'accès aux informations), de promouvoir l'égalité des droits des minorités et des défavorisés ou de fournir du travail à distance, un apprentissage tout au long de la vie et des services publics et administratifs dans la communauté. Dans certains cas, on peut envisager d'assurer des sessions de programmes de formation aux TIC uniquement pour les femmes. On peut aller plus loin en recrutant des femmes à titre d'enseignantes, de mentors ou de modèles. Les femmes manquent parfois de confiance ou se font trop peu entendre dans des sessions de formation mixtes.

Presque toujours, les femmes se rassemblant pour la formation commenceront à formuler leurs besoins d'information et leurs intérêts. Quelques sites web simples peuvent être conçus, qui fourniront dans les meilleurs délais les informations dynamiques d'intérêt immédiat pour le groupe. De cette façon, les femmes peuvent être impliquées organiquement dans la mise au point de leur propre contenu web.

### **Exemple de contenu: L'intégration des TIC dans les activités du secteur parallèle par l'association SEWA**

Le syndicat **Self-Employed Women's Association** (SEWA) en Inde regroupe les femmes dans le secteur parallèle depuis 1972 et compte plus de 215 000 membres. Étant l'un des premiers organismes en Inde à exploiter les possibilités offertes par les TIC pour développer la production dans le secteur parallèle, il a organisé des programmes de sensibilisation à l'informatique et a fourni une formation informatique de base aux cheffes d'équipe et aux membres de l'association.

La SEWA applique un plan stratégique bien établi pour intégrer les TIC dans ses principales activités. L'organisme emploie des applications logicielles mises au point pour ses broderies, pour la mise en valeur des bassins hydrauliques, pour la production de sel et pour les projets d'épargne et de crédit. Le logiciel permet de produire des rapports personnalisés sur les artisanes membres et d'évaluer les produits, d'enregistrer les activités sur le marché et de consigner des informations précises et à jour pour une planification efficace de la production.

La SEWA a aussi employé la vidéo comme outil d'autonomisation des femmes. VIDEO SEWA a produit des enregistrements sur les nombreux problèmes qui affectent les moyens d'existence des femmes pauvres, employant ce support pour partager les informations et sensibiliser les membres. La vidéo est un outil de formation et d'acquisition de nouvelles compétences, qui permet aussi d'atteindre les décideurs, et ce support fait partie intégrante des activités de la SEWA. Le programme technique par satellite de la SEWA a permis à l'organisme de travailler dans plus de 10 districts du Gujarat, où il assure une formation interactive qui permet de mettre les femmes en relation avec les experts et les décideurs.

Le **Centre de facilitation du commerce de la SEWA** a connu un certain succès dans ses actions de soutien au commerce électronique, par l'intermédiaire de ses sites web [www.banascraft.org](http://www.banascraft.org) et [www.kutchcraft.org](http://www.kutchcraft.org). L'une des démarches innovantes visant à atteindre les productrices et les artisanes qui sont mal desservies en matière de connectivité consiste à mettre les femmes productrices en rapport avec un groupe d'opérateurs d'ordinateur qui, par diverses actions de soutien, rendent la vente en ligne possible. Les TIC peuvent donc améliorer le fonctionnement interne d'un organisme regroupant des membres, tel que la SEWA, notamment en renforçant l'identité et la solidarité, en établissant des liens avec les administrations publiques et en fournissant l'accès à celles-ci, en participant à la gestion interne et en la rationalisant.

SEWA's Trade Facilitation Center has had some success in its e-Commerce endeavours, supported by its websites [www.banascraft.org](http://www.banascraft.org) and [www.kutchcraft.org](http://www.kutchcraft.org). One innovative approach to reach producers and artisans who are under-served by connectivity involves putting women producers in touch with a cadre of computer operators, who perform a variety of supportive functions that enable on-line selling. ICTs can thus improve many organizational functions in a member-based organization like SEWA, including identity- and solidarity-building, linkages with, and access to, government offices, internal governance and capacity-building.

?

### 2.3.3 Mise au point des contenus et des supports de formation avec et pour les femmes

Les besoins en informations des femmes d?pendent fortement de leur environnement ?conomique et social (par exemple le fait d'habiter dans des zones rurales ou urbaines, leur niveau d'alphab?tisation, le fait d'?tre ind?pendante ou de travailler comme employ?e, etc.). En cons?quence, pour que le contenu soit pertinent, il faut ?valuer les besoins locaux des femmes et des jeunes filles dans le cadre de leur contexte social, ?ducatif et ?conomique, ainsi qu'en fonction des possibilit?s qui s'offrent ? elles de se d?velopper et de devenir autonomes ? l'aide des TIC. Les contenus mis ? leur disposition seront choisis s'ils sont en rapport avec les besoins sp?cifiques des femmes et des jeunes filles et s'ils sont dans une langue utilis?e dans la communaut?. L'Internet fournit de plus en plus d'informations sur les questions de sant?, sur les droits des femmes et sur les opportunit?s ?conomiques et les possibilit?s d'emploi, en mettant ? disposition une formation ou des services financiers. Mais si les femmes n'ont pas les comp?tences de base pour utiliser l'Internet et les ordinateurs, l'Internet restera en dehors de leur port?e.

Dans le cadre d'un programme visant ? am?liorer l'acc?s ? l'Internet, on peut:

- ????????????? mettre au point les nouveaux contenus en ligne o? sont employ?es les connaissances autochtones;
- ????????????? traduire les informations dans les langues et les dialectes locaux;

- ???????????? utiliser l'Internet pour diffuser des informations sur les traditions locales et les expressions culturelles;

- ???????????? fournir des informations sur les manifestations et les services locaux.

De nouveaux contenus peuvent être produits pour s'attaquer aux stéréotypes locaux qui stigmatisent les femmes et les jeunes filles. Dans le cas des femmes à faible revenu ou vulnérables, la production de nouveaux contenus ne peut pas uniquement être soumise aux besoins du marché. Ces contenus doivent être une source d'autonomie, d'émancipation et d'autodétermination, qui assure l'autonomisation des femmes, et ne doivent donc pas être seulement à disposition de celles qui peuvent se le permettre. Une formation continue devrait aussi être assurée pour que les femmes puissent développer elles-mêmes des contenus web. Les premiers pas pourraient se faire dans les langues locales et en incorporant une forte composante visuelle. On a observé que ces deux façons de faire amélioreraient l'engagement des femmes (et des hommes) dont les connaissances étaient limitées.

Un exemple de la région d'Uvira, en République démocratique du Congo, montre comment les femmes agricultrices emploient les TIC pour se familiariser avec l'agriculture. Un organisme local, l'IFDAP (Initiative des femmes pour le développement de l'autopromotion et la paix), a formé un groupe d'appui des femmes agricultrices. Au début de 2009, ce groupe a élargi l'accès aux informations agricoles en facilitant l'accès à l'Internet dans les zones rurales. Ceci, ainsi que l'inauguration récente du centre d'informations de l'IFDAP, a permis depuis à 150 hommes et femmes de bénéficier des informations sur l'agriculture dont ils avaient besoin.<sup>15</sup>

### **Pour information: Hommes et femmes peuvent avoir des intérêts différents en matière d'information**

?

Les APC Nouvelles de 2010<sup>16</sup> comportent une série d'études sur des initiatives TIC, qui ont été évaluées à l'aide de la méthodologie d'évaluation du genre. Le premier cas est celui du centre de Bumawa, situé dans une petite ville sur les rives ougandaises du Lac Victoria. Ce centre était rarement visité par les femmes. Une étude GEM<sup>17</sup> a révélé que les hommes et les femmes s'intéressaient à des informations différentes, les femmes s'intéressant à la santé, à la formation

professionnelle et ? la s?curit? alimentaire, tandis que les hommes s'int?ressaient ? des informations concernant la politique, l'?conomie et les affaires.

Les femmes lisaient moins bien l'anglais que les hommes et se sentaient souvent frustr?es lors de leurs recherches de contenus pertinents. Souvent, elles rentraient chez elles pour achever leurs t?ches domestiques et ne jamais revenir. En comparaison, si les hommes ne pouvaient pas trouver les informations qu'ils recherchaient, ils s'attardaient au t?l?centre, jouant ? des jeux et se familiarisant avec les installations. A la suite de l'?valuation, le t?l?centre a commenc? ? assurer une formation non discriminante, visant les femmes de plus de 30 ans et fournissant un contenu r?pondant ? leurs int?r?ts.

?

?

?

*Le contenu attire la circulation.* Un centre communautaire qui fournit des services et/ou des informations r?pondant aux besoins et aux int?r?ts des femmes attirera automatiquement les femmes. Par extension, un centre communautaire qui offre une gamme de services informatiques et d'informations destin?s aux femmes attirera les visites r?guli?res des femmes. Ces services peuvent ?tre tant priv?s ("de nature personnelle") que publics ("de nature collective"), et les contenus peuvent varier, allant d'un logiciel g?n?rique d'apprentissage ? des supports de formation sp?cifiques, avec qualifications ? la cl? (voir l'apprentissage en ligne de l'AMREF pour les infirmi?res), et des contenus propres ? un contexte particulier, mis au point localement par les femmes pour leur usage propre.

### **Pour information: Les t?l?centres aux Philippines attirent plus de femmes**

Aux Philippines, les t?l?centres publics ont tendance ? attirer beaucoup plus de femmes que d'hommes. Une ?tude employant la m?thodologie d'?valuation du genre de l'Association pour le progr?s des communications (APC) s'est pench?e sur deux t?l?centres ruraux. Cette ?tude a r?v?l? que, parce que les t?l?centres n'admettaient ni les jeux ni la pornographie, les hommes ?taient moins int?ress?s ? prendre place dans ces centres.

?

Ces outils sont profondément pluralistes, démocratiques et hyperindividualistes, tout en étant collaboratifs et interdépendants, et extrêmement puissants. A mesure que ces centres communautaires TIC s'intègrent aux réseaux, structurés ou non, d'écoles et d'établissements de formation professionnelle et deviennent un des "accessoires d'apprentissage" disponibles à tous les niveaux, les femmes devraient avoir plus de possibilités d'utiliser les installations et d'influencer la gamme de services et de formations offerte.

### **Pour information: Formation aux TIC et programmation intégrée en Inde**

?

Le **Centre communautaire TIC de Seelampur** utilise des solutions informatiques pour renforcer les compétences et fournit des programmes intégrés pour les femmes et les jeunes filles, dont les contenus concernent l'éducation et l'acquisition des compétences, la santé, les droits juridiques, la micro-entreprise et l'entrepreneuriat, le partage et la mise en réseau des informations et l'alphabétisation extra-scolaire. Il emploie des outils multimédias interactifs permettant de prendre en charge la formation professionnelle et pratique des jeunes filles et des femmes pauvres, en les sensibilisant notamment sur des questions de santé et de conservation des produits alimentaires, et en apportant un appui aux activités professionnelles telles que la confection sur mesure et la fabrication d'étrépons. Les programmes de formation professionnelle portent notamment sur la création de mode, le développement de médias et les connaissances informatiques de base, les soins esthétiques, ainsi que les arts, l'artisanat et la peinture. En outre, le Centre de ressources en faveur des femmes organise tous les mois des camps de santé (avec accès aux médecins, aux médicaments et à l'orientation), des camps de nutrition et de sensibilisation au SIDA, et des sessions de sensibilisation juridique deux fois par semaine.

Un centre d'informations dispense aussi des informations sur les retraites pour personnes âgées, sur les prêts et sur les aides financières. Le service d'assistance organise chaque semaine des réunions sur les régimes de soutien, les groupes d'entraide, les compétences pratiques et les programmes de sensibilisation, et il dispose de la connexion à l'Internet. Le centre aide aussi les femmes qui rencontrent des problèmes tels que le fœticide, la pratique de la dot, les violences familiales et l'injustice. En partenariat avec les autorités gouvernementales de Delhi, il fait en sorte que le régime de protection sociale atteigne les femmes les plus marginalisées de la communauté.

?

<sup>15</sup>Women in the Democratic Republic of Congo: Confidence and a competitive edge through ICTs  
January 7, 2010 <http://genardis.apcwomen.org/en/node/135>

<sup>16</sup><http://www.apc.org/>

<sup>17</sup>[http://www.apcwomen.org/gemkit/en/gem\\_tool/index.htm](http://www.apcwomen.org/gemkit/en/gem_tool/index.htm)

?

## 2.3.4 Rendre le centre communautaire physiquement accessible aux femmes et aux jeunes filles

?

L'emplacement est important lorsque l'on conçoit un centre communautaire TIC où sont intégrés des besoins sexospécifiques divers, et le contexte social doit être précisément évalué. Certaines croyances culturelles peuvent limiter ou empêcher l'accès aux centres et les questions de sécurité personnelle et de protection de la vie privée doivent être aussi prises en compte.

Un centre communautaire TIC peut être situé dans un espace autonome ou il peut être intégré à d'autres espaces qui pourraient fréquenter les femmes et les jeunes filles, tels que des écoles, des temples, des mosquées, des pagodes ou des églises, des dispensaires, des bureaux de poste, des marchés couverts ou d'autres administrations publiques ou ministères. L'emplacement d'un centre communautaire TIC peut empêcher les femmes d'y venir s'il est proche de bars et de boîtes de nuit ou d'autres lieux jugés non convenables ou non sûrs pour les femmes. On devrait aussi sérieusement envisager d'autres lieux publics, en gardant toujours à l'esprit qu'ils doivent être accessibles aux femmes, dans les limites du cadre culturel de la société dans laquelle le centre est créé. Il arrive souvent qu'un petit groupe de femmes se décide à franchir les obstacles initiaux et qu'avec le temps elles encouragent d'autres à les rejoindre.

**Pour information: Emplacements en zone rurale dans les bureaux de poste en Malaisie**

Les **Centres Internet ruraux** (RIC) en Malaisie ont été créés par le Ministère de l'énergie, des communications et du multimédia (actuellement le Ministère de l'information, de la communication et de la culture) dans les bâtiments abritant les bureaux de poste. Le bureau de poste est un endroit idéal, parce qu'il assure la liaison avec des lieux distants, parce qu'il est sûr et que c'est un lieu fréquemment visité par la communauté en tant que centre unique où l'on paie les factures d'eau ou d'électricité et où l'on fait de nombreuses autres opérations. Chaque centre comporte de cinq à huit ordinateurs reliés à l'Internet. L'utilisation des ordinateurs pour naviguer sur l'Internet est gratuite pour les membres; les non-membres doivent s'acquitter d'une petite redevance.

*Heures d'ouverture* - Une meilleure compréhension des emplois du temps et du contexte culturel et social de la communauté contribuera à établir un horaire qui soit sexospécifique. Dans certains cas, l'ouverture du centre à certaines heures réservées aux femmes pourrait aussi les inciter à participer. Les heures d'ouverture doivent tenir compte des moments où les femmes et les jeunes filles sont plus susceptibles de venir au centre et doivent prévoir des tolérances quant à la durée. Dans de nombreuses cultures, les femmes ont des obligations de famille et de ménage, leur laissant peu de temps libre. La meilleure façon d'agir est de déterminer, à partir d'un échantillon représentatif de femmes, quelles sont les heures d'utilisation idéales pour les différents groupes. Dans beaucoup de cas où les femmes finissent par participer, des heures spéciales pour les sessions sont réservées aux femmes, ou bien la formation est assurée dans des écoles ou des collèges, les femmes y ayant accès pendant les heures de classe réservées à cet effet.

## 2.3.5 Problèmes de protection de la vie privée et de sécurité

Les femmes peuvent exiger une protection supplémentaire de leur vie privée pour se sentir à l'aise avec les TIC. Dans une société conservatrice, cela pourrait nécessiter un espace réservé aux femmes. Les femmes et les jeunes filles devraient pouvoir avoir leur propre courrier électronique et devraient pouvoir accéder librement aux informations, sans surveillance, tout en ayant accès à des espaces sécurisés en ligne, sans harcèlement ni exploitation.

Les femmes doivent être mises au courant de l'"étiquette" à respecter lorsque l'on utilise l'Internet, ainsi que des risques potentiels que présentent les "arnaqueurs", les virus logiciels et les autres



inconvenients liés à l'utilisation de l'Internet. Elles doivent bénéficier d'une protection de base contre la cybercriminalité. La technologie évolue et la cybercriminalité aussi. Les cyberinfractions peuvent revêtir différentes formes, telles que le vol d'informations personnelles, l'exploitation de la vente de victimes innocentes (comme dans le commerce sexuel) et les atteintes à la sécurité personnelle. Les femmes et les jeunes filles doivent être averties et comprendre quels sont les risques impliqués et comment atténuer le danger. Par exemple, les mots de passe pour accéder au courrier électronique ne devraient pas être enregistrés sur un ordinateur public et les utilisateurs devraient fermer leur courrier électronique avant de libérer l'ordinateur public. Cette formation devrait faire partie de tout cours de culture numérique.

L'UIT a mis en ligne un ensemble de [Lignes directrices pour la protection de l'enfance en ligne](#)<sup>18</sup> en six langues, recensant les risques auxquels les enfants peuvent être confrontés en ligne et les comportements qui sont recommandés pour qu'ils soient en sécurité. PLAN Canada<sup>19</sup> a aussi énoncé des règles de sécurité pour la protection de l'enfance en ligne, applicables aux adolescentes:

#### **Exemple de contenu: Règles de sécurité de PLAN Canada pour les adolescentes**

- Pas de données personnelles telles que son adresse ou son école
- Ne pas envoyer de photographies
- Ne pas donner son mot de passe
- Ne jamais accepter de rencontrer quelqu'un en personne
- Ne pas poursuivre une conversation où ont été tenus des propos qui vous mettent mal à l'aise ou vous inquiètent
- Ne pas répondre à des mails malséants, suggestifs ou malpolis
- Ne pas croire aux messages électroniques publicitaires (spams)
- Ne pas ouvrir de documents de personnes que vous ne connaissez pas
- Toujours signaler un langage ordurier, insultant et des images déplacées
- Rester toujours soi-même
- Ce qui est affiché en ligne va devenir public et ne peut pas toujours être enlevé. Donc, ne rien afficher sur des amis, la famille ou des professeurs.
- Si quelqu'un insiste pour vous parler, vous harcèle de questions ou vous menace, signalez-le à quelqu'un de confiance et demandez de l'aide

?

<sup>18</sup><http://www.itu.int/osg/csd/cybersecurity/gca/cop/guidelines/index.html>

<sup>19</sup>From Plan Canada BIAG site

?

## 2.4 Questions d'administration et de viabilité financière

?

Dans cette section est examinée comment la problématique hommes-femmes peut être intégrée dans les structures de gestion et d'appui du centre communautaire TIC.

### 2.4.1 Structures d'administration tenant compte de la problématique hommes femmes

?

L'intégralité de la structure d'administration des centres communautaires doit refléter la problématique hommes-femmes, notamment la composition des conseils d'administration et le choix des cadres supérieurs et des directeurs de projet. La description des emplois ou des mandats doit préciser l'importance de la compréhension et de la formulation des questions de développement et des impacts des TIC d'un point de vue sexospécifique. Des conseillers en sexospécificité auprès des conseils et du personnel devraient participer à la politique générale d'administration. Tandis que la propriété et les structures d'administration des centres communautaires TIC peuvent être diverses et variées (allant de la micro-entreprise à l'exploitation communautaire, de l'organisme sans but lucratif à l'administration publique), certains principes fondamentaux s'appliquent à tous les modèles de propriété, notamment:

–Le Conseil des directeurs ou le Comité consultatif devraient convenir d'un quota de femmes membres. En donnant l'exemple à ce niveau de gestion, l'équilibre entre les sexes pourrait se propager à l'équipe technique, aux formateurs et au personnel féminin en général.

–??????????? La "propriété communautaire" du centre devrait comporter des représentants des intérêts des femmes. Les structures de prise de décision de ces centres doivent faire en sorte que les femmes intéressées soient impliquées dès le début de la conceptualisation et de la conception, tout au long des processus de planification et de mise en œuvre. Cela doit comprendre la mise en place d'un processus de consultation auquel toutes les parties intéressées participent régulièrement. La contribution et le point de vue des femmes peuvent aider à décider de l'emplacement, des questions de sécurité, des heures d'ouverture, du contenu, des programmes et des services.

–??????????? Mettre au point des critères d'attribution de licences qui tiennent compte de la sexospécificité. Cela pourrait notamment concerner l'attribution de licences aux entreprises qui satisfont à certaines conditions: par exemple, le nombre de techniciens femmes au sein du personnel, la collecte et l'enregistrement de données ventilées selon les sexes et le nombre de femmes occupant des positions de gestion.

## 2.4.2 Financement du centre communautaire TIC: capital et frais de démarrage

?

Une étude de l'association APC, intitulée **Unbounded Possibilities: Observations on sustaining rural information and communication technology (ICT) in Africa**<sup>20</sup>, a porté sur deux différents types de centres en Tanzanie. Pour l'un, on a fait valoir l'idée des entreprises "bouillonnantes", l'environnement étant approprié, tandis que l'autre a plutôt été conçu en suivant une démarche selon laquelle les communautés économiquement pauvres ont besoin d'une "grande poussée", c'est-à-dire de grands projets et de grands changements. Selon le rapport, les deux démarches sont valables, mais la démarche du "bouillonnement" pourrait conduire à un développement des TIC plus durable.

Le premier cas est celui de **Family Alliance for Development and Cooperation** (FADECO), une petite association dont le siège est situé dans une petite ville proche des frontières du Burundi et de l'Ouganda, qui s'emploie à fournir des informations devant aider les familles à améliorer leurs niveaux de vie. Grâce à divers dons, l'organisme a créé un petit type de centre équipé d'un réseau hertzien. Le centre a été mis sur pied, surtout par tâtonnements, par un technicien autodidacte et il n'a bénéficié

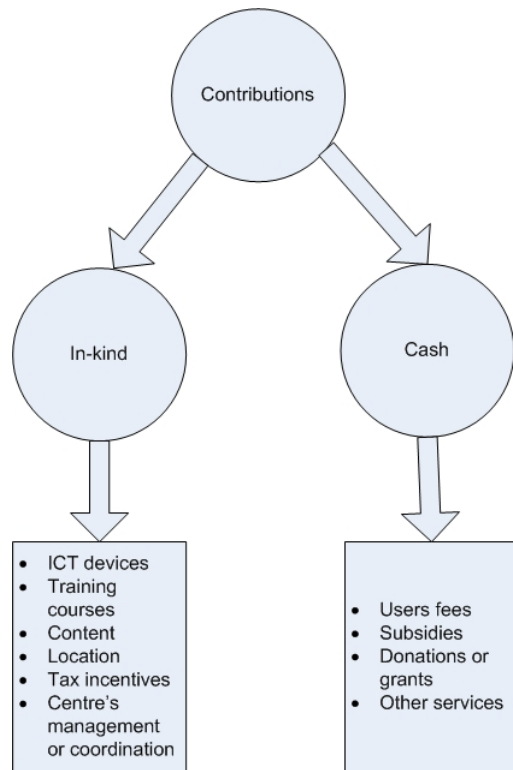
d'aucun financement par des tiers. La technique de l'apprentissage par la pratique, sans assistance active, a conduit ? une compr?hension plus profonde de l'autosuffisance.

Le second cas s'int?resse ? **Sengerema?**, un t?l?centre rural b?n?ficiant de donateurs, situ? au Nord-Est de la Tanzanie et h?berg? dans un immeuble construit ? cet effet, dot? d'une salle de conf?rence, d'une salle r?serv?e aux serveurs, d'un laboratoire de formation ? l'informatique, d'un caf? Internet, de bureaux et d'une salle de cours. Tandis que, selon l'auteur, il est viable dans le sens g?n?ral du terme, il repose sur le financement continu par des tiers. Le rapport conclut que, m?me si les deux mod?les sont valables, la d?marche anim?e de l'esprit d'entreprise de l'association FADECO peut ?tre ?tendue ? grande ?chelle. Mais l'accent n'a ?t? que tr?s peu mis sur la conception ?conomique de ce type de t?l?centre. La mise en place d'institutions prenant en charge ces entreprises pourrait conduire ? un d?veloppement en milieu rural des TIC bien meilleur et v?ritablement plus durable.

Unbounded Possibilities: Observations on Sustaining Information and Communication Technology (ICT) in Africa Ian Douglas Howard, October 2008, APC

### **2.4.3 Modèles de financement et de recettes permettant d'assurer une tarification abordable et accessible**

Plusieurs facteurs, tels qu'une faible densit? de la population, des revenus bas et des frais de fonctionnement ?lev?s, ont ?t? identifi?s comme autant de d?fis ? relever en vue de p?renniser les programmes communautaires TIC. Les co?ts les plus g?n?ralement sous-estim?s des centres communautaires TIC sont ceux de la formation du personnel, de la s?curit? (s?curit? physique et s?curit? des donn?es) ainsi que les co?ts de remise ? niveau et d'entretien de l'?quipement. Le centre communautaire TIC tourn? vers le futur doit examiner comment le mieux ?quilibrer ses co?ts en capital et ses recettes potentielles, tout en assurant une tarification abordable pour les utilisateurs.



*L?gende:*

Contributions

En nature

En liquide

A droite:

- ???? Dispositifs TIC
- ???? Cours de formation
- ???? Contenu
- ???? Emplacement
- ???? Incitations fiscales
- ???? Gestion ou coordination du centre

A gauche:

- ????????????????? Redevance des utilisateurs
- ????????????????? Subventions
- ????????????????? Donations ou dons
- ????????????????? Autres services

?

Le financement d'un centre communautaire TIC peut se faire au moyen de contributions en nature et/ou de financements et de recettes. Les recettes et le financement peuvent comporter les postes suivants:

?

•????????????????? Subventions – Les gouvernements peuvent décider d'accorder des subventions (pour tout ou pour partie) ? un centre communautaire TIC, en particulier dans les zones pauvres o? demeurent des groupes de population vuln?rables qui ne peuvent pas payer de redevance. L'initiative du gouvernement peut ?tre n?cessaire pour lancer le processus, pour ?tablir le cadre juridique et institutionnel, pour d?marrer des projets pilotes ou pour mettre en place un soutien national et r?gional. Lorsque l'id?e prend forme, le gouvernement peut limiter son r?le de soutien ? une fonction d'appui.

•????????????????? Donations/dons – Les institutions publiques et priv?es, ainsi que les organisations nationales et internationales peuvent faire des donations ou des dons pour les projets TIC.

•????????????????? Services payants – La fourniture d'autres services ou produits par le centre communautaire TIC peut aussi engendrer des ressources permettant de payer les frais. Dans certains cas, la recette provient surtout de la vente de temps sur ordinateur et sur l'Internet, alors que dans d'autres cas, elle provient de la t?l?phonie, de la photocopie et du divertissement. D'autres sources potentiellement importantes de recettes sont le service t?l?phonique national et international et la vente de cartes t?l?phoniques. La question de savoir s'il faut ou non exiger une redevance de l'utilisateur d?pendra de plusieurs facteurs et elle doit ?tre examin?e au cas par cas. Une redevance minimale pour assister ? un cours de formation motive souvent plus les gens ? y assister et ? en tirer profit que s'il avait ?t? gratuit. Toutefois, dans certaines circonstances, m?me une redevance minimale peut d?passer les moyens des femmes et des jeunes filles pauvres, ce qui constitue un frein ? la participation.?

### Pour information: Un modèle de partage des coûts en Ouganda

En Ouganda, un réseau de centres dans les écoles (SBT) à l'échelle de la nation, établi par l'association World Links avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates, relie 15 centres. Parmi ceux-ci, 11 centres font appel à la technologie par satellite à microstations (VSAT) pour relier à l'Internet au moins huit ordinateurs en réseau local (LAN). Le coût est réparti en conséquence entre les écoles, le paiement étant de 200 USD par mois. (World Links ajoute encore 200 USD par mois et par site pendant une période de deux ans)<sup>21</sup>. L'abaissement du coût utilisateur pour l'apprenant est l'un des principaux objectifs. Les écoles lèvent des fonds en faisant payer aux apprenants des frais de scolarité et des redevances utilisateur communautaire. En moyenne, chaque apprenant paie 18 USD par an. Une école secondaire type est fréquentée par 800 à 1 000 apprenants par an.

?

Les contributions en nature pourraient inclure:

- L'équipement TIC, y compris son entretien technique et son remplacement.
- La formation du personnel de direction et du personnel technique. L'un des principaux objectifs lors de l'établissement d'un centre communautaire TIC est qu'il soit géré par la population locale. Les contributions permettant de former des formateurs et des administrateurs du centre sont donc utiles et nécessaires à la fois.
- Le contenu. La production de contenu est généralement coûteuse et elle peut prendre beaucoup de temps. Toutefois, la duplication et la fourniture de contenu peuvent se faire pour un coût relativement faible<sup>22</sup>.
- L'emplacement et l'infrastructure. Il est important de choisir un emplacement et une infrastructure pour le centre communautaire TIC qui tienne compte des contraintes pesant sur les femmes et les jeunes filles. Une école peut par exemple proposer un laboratoire informatique ou une pièce où peuvent être installés les appareils TIC employés par le centre.

•???????????? Des incitations fiscales. Les gouvernements peuvent offrir des incitations fiscales aux entreprises ou aux personnes qui créent un centre communautaire TIC et donnent des cours de TIC visant à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Les gouvernements peuvent aussi accorder des exonérations fiscales sur l'équipement TIC fourni aux écoles.

#### **Pour information: Fonds rural d'innovation en Inde**

L'association Telecentre.org et Microsoft India ont lancé conjointement le fonds **Mission 2007 Rural Innovation Fund**, avec pour but de rendre autonome l'industrie locale de logiciels, en encourageant les initiatives individuelles ou les initiatives des organisations qui visent à mettre au point des applications innovantes à bas coût, adaptées aux besoins des communautés locales. Un comité, établi dans le cadre de l'initiative Grameen Gyan Abhiyan de la fondation MSSRF<sup>23</sup> et comprenant des représentants des secteurs industriel, universitaire et gouvernemental, gère le fonds.

?

?

<sup>21</sup>[http://www.wougnet.org/Events/IARW/SchoolBasedTelecenter\\_MMayanja.pdf](http://www.wougnet.org/Events/IARW/SchoolBasedTelecenter_MMayanja.pdf)

<sup>22</sup>Voir par exemple une base de données en ligne gérée par l'Educational Software Selector (EPIE Institute). Cette base de données consultable contient la liste de 19000 ensembles logiciels didactiques, que l'on peut consulter selon le type d'ordinateur, le sujet, le niveau de classe, la méthode d'enseignement/d'apprentissage employée, les mots clés et les prix, à l'adresse: [http://www.epie.org/epie\\_tess.htm](http://www.epie.org/epie_tess.htm). De la documentation a aussi été élaborée par le Commonwealth of Learning – voir: <http://www.col.org/resources/publications/Pages/listing.aspx?CID=9>.

<sup>23</sup>M S Swaminathan Research Foundation <http://www.mssrf.org/>



## 2.4.4 Note concernant les redevances utilisateur différenciées selon les sexes

Le nombre de membres de la communauté qui sont en mesure de dépenser de l'argent pour des services de télécommunications varie fortement en fonction du contexte. Le coût peut dissuader l'accès aux TIC. Un cadre politique global, tenant compte des besoins de ceux qui trouveraient les coûts difficiles à supporter, pourrait inclure les considérations suivantes:

– Reconnaître les écarts entre les salaires/revenus en fixant les redevances, tant en termes de sexes que de zones géographiques (rurales, urbaines).

– Promouvoir des politiques de prix orientées vers le consommateur/l'utilisateur pour des services spécifiques et des programmes orientés vers la communauté, tels que:

- Obligations pour les transporteurs de fournir des services d'accès/universels abordables.

- Rabais des tarifs pour les fournisseurs de services de télécentre.

• Cadres réglementaires qui assurent des prix abordables pour tous les utilisateurs, notamment:

- Concurrence en matière de prix entre tous les fournisseurs de services TIC.

- Programmes d'incitation pour renforcer l'accès (par exemple, fonds de développement des télécommunications, qui peut être employé pour couvrir les coûts).

– Elaborer des stratégies provisoires permettant d'augmenter progressivement les redevances des membres, ou des structures de redevance à échelle mobile.

## 2.5 Liens avec les documents de référence

?

[Connecting the first mile: a framework for best practice in ICT projects for knowledge sharing in development](#)

GEM: Gender Evaluation Methodology for Women and ICTs - A Learning Tool for Change and Empowerment?

International Taskforce for Women and ICTs?

Wikibook: Gender and ICT

AFRICAN WOMEN AND ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment

?

### 3 Répondre aux besoins éducatifs des femmes: emploi des TIC pour l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie

?

Les principaux volets concernant les TIC et l'alphabétisation sont au nombre de deux. L'un s'articule autour de l'enseignement des connaissances de base, telles que la lecture, l'écriture et le calcul, destinées aux "analphabètes". Les TIC peuvent être employées pour produire le matériel pédagogique interactif et audiovisuel à utiliser dans les salles de classe et comme aide à l'enseignement en classe et à l'apprentissage à distance.

Le deuxième volet concerne les connaissances numériques fonctionnelles en tant qu'instrument du développement socio-économique. Ici, la technologie est mise entre les mains des apprenants afin qu'ils utilisent, adaptent et forment des applications ayant un sens dans le cadre de leur vie quotidienne.

Dans le présent chapitre sont examinés les deux volets. Commencé par les connaissances numériques, ce chapitre met en vedette des initiatives où la formation technique est directement donnée aux femmes, puis il décrit comment elle influe sur leur autonomisation socio-économique. Les TIC y sont ensuite examinées en tant qu'outils permettant de dispenser des programmes d'alphabétisation de base. Les deux volets sont également importants et vont souvent de pair lors du renforcement des capacités et de la formation des femmes.

Le fait que les TIC peuvent être employées pour compléter et compléter le système éducatif conventionnel doit être reconnu de façon plus systématique et plus extensive afin que ces TIC deviennent des outils de choix pour l'apprentissage et l'enseignement. Plutôt que de les considérer comme accessoires, la politique doit les intégrer dans une gamme de programmes d'alphabétisation pour adultes. Afin que les femmes y participent pleinement, une politique d'alphabétisation pour adultes doit inclure les deux aspects fondamentaux suivants:

- Une approche fondée sur les droits de l'alphabétisation – Cela aura des conséquences positives majeures pour les femmes, en renforçant leur autonomisation et leurs capacités.

•????????????? Une approche orient?e sur la pauvret? de l'alphab?tisation – Puisque le probl?me de l'analphab?tisme est inextricablement li? ? celui de la pauvret?, il faut prendre en compte l'alphab?tisation dans tous les secteurs, minist?res et institutions qui s'attaquent aux probl?mes de la pauvret?.

### 3.1 Connaissances de base des TIC pour les femmes: apprentissage par la pratique

L'apprentissage des ?l?ments fondamentaux du clavier et de l'utilisation d'un navigateur peut ouvrir la porte ? un nombre infini d'exp?riences d'apprentissage. Des programmes syst?matiques et sp?cifiques qui s'adressent aux utilisateurs adultes n?ophytes, en particulier les femmes, doivent ?tre con?us, pris en charge et dispens?s de telle sorte que ce public d'utilisateurs puisse franchir le seuil num?rique. Souvent, les simples actions de r?ception et d'envoi de courriers ?lectroniques, d'utilisation d'un moteur de recherche et de lecture de?contenus web sont les points de d?part d'une formation ? l'emploi des TIC. La d?monstration de l'utilit? qu'il y a, dans leurs vies, ? ?tre famili?res avec les TIC, incitera les femmes ? participer activement et ? utiliser leurs connaissances nouvellement acquises.

#### Exemple de contenu: Passeport de comp?tences informatique dans les pays arabes

Le bureau de l'UNESCO au Caire d?livre le **Passeport de comp?tences informatique international** (ICDL) dans huit pays arabes, ? savoir l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne, la Palestine, le Soudan, la R?publique arabe syrienne et le Y?men. L'ICDL est une version internationale du Passeport de comp?tences informatique europ?en (PCIE) qui s'emploie dans les pays en dehors de l'Union europ?enne. Le programme regroupe les notions cl?s de l'informatique, leurs applications pratiques et leur emploi sur le lieu de travail et dans la soci?t?. Il contient les sept modules suivants: notions de base de la technologie informatique, utilisation de l'ordinateur et gestion des fichiers, traitement de texte, tableurs, bases de donn?es, pr?sentations, et information et communication.

En pr?parant un cours sur les TIC, il est important:

•????????????? de conna?tre les besoins sp?cifiques des femmes au sein de la communaut?. S'il y a plusieurs groupes de femmes ayant des besoins diff?rents, les cours devraient en tenir compte. Lors

de la planification de la formation, il faut dialoguer avec les femmes de la communauté pour obtenir leur point de vue et mener une enquête sur leurs besoins;

- de prévoir des exercices de manière que chaque femme ou chaque jeune fille puisse s'exercer dans le centre ou dans le centre informatique, pendant son temps libre;

- de choisir des exemples et des exercices qui conviennent au contexte et s'appliquent aux réalités vécues par les femmes au quotidien;

- de collaborer avec les institutions et les organismes des femmes et avec les autres principaux organismes de formation.

Dans de nombreuses cultures, l'enseignement de la science et de la technologie est souvent perçu comme étant réservé aux hommes. La formation concernant les TIC tient rarement compte de la problématique hommes-femmes ou n'est que peu souvent adaptée aux besoins des femmes, et elle peut être dispensée par un formateur qui a des préjugés sur les capacités des femmes, préjugés qui sont incompatibles avec ce que la recherche nous a appris sur les compétences et les contributions des femmes dans ces domaines<sup>24</sup>. La formation et la prise en charge d'un réseau de femmes formatrices sont une façon de lutter contre ces idées préconçues.

### **Exemple de contenu: Formation dispensant les connaissances informatiques de l'Internet ? Bato aux Philippines**

La formation pilote qui dispense les connaissances informatiques de l'Internet, un cours mis au point par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Asia-Pacific Women's Information Network Center (APWINC) pour le projet "Development and Delivery of ICT Training Tools for the Promotion of Livelihood of Women in Rural Areas", se tient au centre informatique communautaire Leyte ? Bato. Des femmes de la communauté de tous âges participent à cette formation. Le cours sur les connaissances de base de l'Internet sera suivi d'une formation adaptée, axée sur l'utilisation par les participants des informations disponibles sur le web. Les cours se concentrent sur l'emploi informatique des applications des réseaux sociaux par les femmes des zones rurales de la communauté, en particulier les applications qui apportent une aide dans les domaines de la production agricole et des petites exploitations agricoles. Voir [http://www.connectaschool.org/itu-training/3/159/en/Training\\_Remote\\_Rural\\_Users\\_ICT\\_Economic\\_Activities\\_](http://www.connectaschool.org/itu-training/3/159/en/Training_Remote_Rural_Users_ICT_Economic_Activities_)

Education\_Government\_Services/Basic\_ICT\_Literacy en ce qui concerne le matériel didactique.

?

Information and communication technologies for women's socio-economic empowerment. World Bank Group Working Paper Series, June 2009

## 3.2 Liens entre les connaissances numériques et l'autonomisation socio-économique des femmes

?

Dans les mains des femmes, les TIC peuvent être la source du développement de l'autonomie et de l'autodétermination, qui font souvent défaut dans leur vie. En d'autres termes, l'accès aux voies d'information et de communication permettra aux femmes d'influer davantage sur les décisions qui affectent leurs vies. C'est une forme importante d'autonomisation. La disposition de connaissances sur les TIC peut avoir un effet positif pour les femmes dans de nombreux domaines, notamment:

- Formation et apprentissage tout au long de la vie: Les TIC sont une aide à l'apprentissage et un outil pour le développement des compétences. Les femmes peuvent accéder à des cours éducatifs élémentaires et avancés ou à un apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'à différents cours de formation par l'intermédiaire de l'Internet. Elles peuvent aussi accéder à des livres, à des articles et à des informations gratuites dans les librairies électroniques et sur le web, et sont en mesure de pouvoir, où qu'elles soient, se mettre en relation avec d'autres, quel que soit le lieu où elles sont, en vue de mener à bien des projets communs.
- Services d'information: Les femmes peuvent accéder aux informations importantes concernant presque toutes les activités qu'elles exercent, allant des soins de santé jusqu'à la gestion de petites entreprises. Si elles ont besoin d'informations sur les prix de leurs produits afin d'en tirer un meilleur prix ou sur les prévisions météorologiques, par exemple, elles peuvent apprendre comment les obtenir de sources fiables. Cela peut contribuer à assurer aux femmes et à leur famille une vie plus longue et plus saine.
- Communication et établissement de réseaux: Dans de nombreux pays, les femmes entrepreneuses sont souvent des entrepreneuses sociales d'abord et avant tout. Leur motivation

commerciale repose moins sur le profit que sur la nécessité ou le souhait d'avoir un revenu, de manière qu'elles puissent assurer la santé et le bien-être de leur famille et de leur entourage proche. La majorité des femmes entrepreneuses à petite échelle assument souvent plusieurs responsabilités dans la communauté, au-delà de leur maison, par exemple, dans l'orphelinat local, dans l'institution religieuse locale, dans des groupes de sensibilisation à l'environnement, dans des groupes d'information et de défense. Ces femmes doivent s'appuyer sur les modes de travail en réseau existants, en vue d'atteindre plus d'intermédiaires commerciaux et des marchés plus larges, et de tenir tête à leurs concurrents, afin de sécuriser leurs moyens d'existence commerciaux. Cela veut dire que les femmes ont besoin de toutes sortes d'aides pour inscrire leurs objectifs commerciaux dans le tableau d'ensemble, pour utiliser les ressources de gestion à des fins d'exploitation efficace et pour relier la communication et le travail en réseau stratégiques avec la mise en œuvre. Lorsque les femmes ont des connaissances sur les TIC, elles peuvent faire partie de réseaux sociaux en ligne, garder le contact avec les membres de leur famille et leurs amis et organiser et défendre leurs droits par l'intermédiaire de mouvements de la société civile.

• **Connaissances, valeurs et culture autochtones:** Les femmes peuvent transmettre leurs propres valeurs et traditions culturelles par le biais des TIC et préserver ainsi leur héritage culturel. Elles peuvent produire des contenus web dans leur langue maternelle et les mettre en ligne. Les femmes migrantes peuvent rester en contact et établir des liens avec leurs communautés dans leurs pays d'origine. Les femmes peuvent aussi accéder aux musées, écouter des concerts et regarder des programmes culturels par l'intermédiaire des TIC. Les TIC ont aussi joué un rôle important dans la préservation et l'identification des œuvres d'art et des traditions menacées ou marginalisées. Les visiteurs du site <http://www.maori.culture.co.nz/>, par exemple, peuvent lire des histoires sur le peuple maori, voir des images d'œuvre d'art culturelles et les exceptionnels motifs de tatouage, courants chez les hommes maori, obtenir des recettes maori et commander des produits culturels dans un magasin en ligne. Les communautés ont des quantités considérables de connaissances autochtones qui sont "inexploitées" et non partagées. Ces connaissances sont transmises de génération en génération par le bouche à oreille et ne sont pas consignées. L'engagement des communautés dès le début du projet et au cours de la production du contenu peut conduire au partage des connaissances autochtones et à leur mariage avec les connaissances scientifiques, en vue de s'attaquer aux problèmes pratiques de ces communautés. L'engagement communautaire à cet égard a un autre avantage: les communautés autochtones assument la responsabilité et la propriété partagée du processus d'élaboration de contenu<sup>25</sup>.

•????????????? Acc?s aux possibilit?s d'emploi: Les TIC offrent une large gamme de possibilit?s permettant d'accro?tre le revenu des femmes. Les femmes ayant des comp?tences en mati?re de TIC auront de meilleures chances de trouver un emploi int?ressant et bien r?mun?r?. Les TIC peuvent aussi servir ? acheter et ? vendre des produits. En outre, les femmes peuvent travailler de chez elle, ? la maison, en employant les TIC, ce qui peut r?duire leurs probl?mes d'emploi du temps.

•????????????? Participation politique: Les TIC permettent de donner aux femmes des informations sur les activit?s gouvernementales, les partis politiques et les candidats aux postes ?lectifs. Lorsque les femmes peuvent avoir librement acc?s aux informations concernant les activit?s de leurs communaut?s et du gouvernement, elles peuvent plus facilement participer pleinement au processus politique.

•????????????? Droits de l'homme: Les femmes et les hommes ayant des comp?tences en mati?re de TIC peuvent plus facilement (et, s'ils le souhaitent, de fa?on anonyme) faire ?tat de violations des droits de l'homme. Gr?ce aux TIC, la communaut? internationale a ?t? sensibilis?e aux violations des droits fondamentaux des femmes.

**Exemple de contenu: Emploi des TIC en vue de rendre les femmes p?cheuses ma?tres de la conservation et de la gestion des r?cifs coralliens en Inde du Sud-Est**

?

En vue de r?duire la pression sur les ressources des r?cifs coralliens et de diminuer la vuln?rabilit? ?conomique des communaut?s c?ti?res, des groupes d'entraide des femmes p?cheuses locales se sont donn? les moyens d'agir, gr?ce aux TIC et ? une formation pour adultes, dans cinq villages c?tiers du district de Tuticorin du golfe de Mannar en Inde du Sud-Est. Des meilleurs niveaux de connaissance, une ?ducation environnementale et une formation et du mat?riel informatiques ont permis aux villageoises d'?tre mieux ? m?me de rechercher des moyens d'existence alternatifs et d'am?liorer leurs conditions de vie.

Le projet a permis de d?montrer l'int?r?t des groupes d'entraide comme m?canisme s?curisant, permettant de mobiliser des ressources et d'assurer aux femmes p?cheuses pauvres un financement abordable et des avantages sociaux. Les groupes d'entraide encouragent aussi l'autosuffisance, la sensibilisation, le d?veloppement des capacit?s, la solidarit? sociale et l'autonomisation. Des



coordonnatrices dans les cinq villages ciblés ont été formées et chaque village a été équipé d'un ordinateur, d'une imprimante, d'un téléphone portable et de l'accès à l'Internet. Les membres des groupes d'entraide dans les villages ciblés ont aussi été formés à des activités procurant d'autres moyens d'existence, telles que le compostage et les méthodes hygiéniques de séchage du poisson.

La sensibilisation à l'environnement, ainsi que la formation pour adultes, la formation informatique et la formation à d'autres moyens d'existence, ont aidé les femmes pécheresses à avoir un revenu supplémentaire pour leurs familles. Cette démarche a joué un rôle déterminant dans la lutte contre les pratiques destructrices de pêche et l'amélioration des conditions de vie dans les zones côtières du golfe de Mannar.

Source: <http://www.nova.edu/ncri/11icrs/proceedings/files/m23-15.pdf>

?

<sup>25</sup>Local Voices Enhance Knowledge Uptake: Sharing Local Content in Local Voices David Grimshaw and Lawrence Gudza 2010 The Electronic Journal on Information Systems in Developing Countries <http://www.ejisd.org/ojs2/index.php/ejisd/article/viewFile/649/312>

?

### 3.3 Emploi des TIC pour promouvoir l'alphabétisation parmi les femmes

Les grandes tendances en ce qui concerne l'emploi des TIC dans les programmes d'alphabétisation ressortent de recherches récentes et d'études de pays réalisés pour le compte de l'UNESCO. Ces études indiquent:

- ???????????? que de nombreux pays n'emploient pas les TIC dans les programmes d'alphabétisation et n'ont pas élaboré de politique visant à intégrer les TIC dans les programmes d'alphabétisation pour adultes;
- ???????????? que de nombreux pays doivent faire face au manque de ressources financières et au manque d'infrastructure technologique;

- ???????????? que lorsque les TIC sont employées, il s'agit généralement de technologies de base telles que la radiodiffusion et la télévision. Que lorsque des ordinateurs ou l'Internet sont en jeu, ils ont tendance à attirer des utilisateurs ciblés;
- ???????????? que l'emploi des TIC pour la formation dans les écoles est relativement plus fréquent. Que l'emploi des TIC dans les centres d'apprentissage communautaires est toujours limité;
- ???????????? que la plupart des projets TIC pour l'alphabetisation des adultes sont des projets pilotes qui sont souvent financés par des institutions internationales et ne disposent d'aucune méthode particulière permettant d'assurer la viabilité;
- ???????????? que peu d'attention est accordée à la problématique hommes-femmes. Qu'aucun effort n'est fait en vue d'aborder les questions de l'accès, du contenu et de l'impact de la technologie sur les femmes<sup>26</sup>.

#### **Pour information: Qui sont les analphabètes?**

De nombreuses personnes sont insuffisamment alphabétisées. L'aptitude à l'expression et à la compréhension écrites, qui leur permettrait d'apprendre, leur fait défaut. Certaines personnes ne sont pas alphabétisées parce qu'elles n'avaient pas les moyens de fréquenter une école ou parce que leur apprentissage a été interrompu ou était de mauvaise qualité. Ces personnes sont presque toutes pauvres, vivent presque toutes dans des ménages à faibles revenus dans des pays en développement, et nombre d'entre elles appartiennent à des minorités linguistiques et culturelles. Dans la plupart des pays, l'accès à l'éducation continue est un obstacle plus grand pour les femmes que pour les hommes. On estime que deux tiers des personnes analphabètes dans le monde sont des femmes.<sup>27</sup>

Les programmes d'alphabetisation traditionnels doivent s'attaquer à de nombreux défis, notamment:

- ???????????? les coûts élevés;
- ???????????? la pénurie d'enseignants;
- ???????????? les forts taux d'abandon en raison du manque de motivation;

- un manque d'accès aux matériels éducatifs;

- les longs délais nécessaires pour atteindre les objectifs d'alphabétisation.

Un apprentissage assisté par ordinateur peut offrir de nombreux avantages à l'apprenant numérique, notamment l'emploi des jeux informatiques et les activités interactives qui rendent l'apprentissage plus facile et plus attrayant. Le contenu numérique élaboré dans les langues locales peut être téléchargé par les apprenants au moment qui leur convient le mieux. De même, en présentant les leçons de lecture et de calcul sous la forme d'un jeu, les programmes d'ordinateur encouragent les apprenants à concourir contre eux-mêmes, à recommencer et à s'exercer sans se lasser. Ces programmes d'ordinateur répètent les mots et corrigent les erreurs d'un grand nombre d'apprenants en même temps, diminuant ainsi la pression exercée sur les enseignants surchargés de travail.

Les possibilités des applications employant les TIC sont considérables, s'agissant de promouvoir la lecture, l'écriture et le calcul de par le monde. On peut en particulier faire appel aux TIC pour surmonter les nombreux obstacles énumérés ci-dessus en s'intégrant avec souplesse dans la vie des personnes. L'emploi des TIC pour promouvoir la lecture, l'écriture et le calcul peut prendre les formes suivantes:

*Radiodiffusion:* Elle permet de franchir les obstacles géographiques. En facilitant l'apprentissage à distance, la lecture et l'écriture peuvent être enseignées aux personnes qui vivent dans des zones reculées. Même si la radiodiffusion ne jouit pas de l'intérêt visuel, elle est néanmoins divertissante, facilement accessible et abordable. La radiodiffusion, employée avec le matériel didactique imprimé, peut rendre les leçons de lecture et d'écriture plus réalistes et plus intéressantes. Les stations locales de radiodiffusion ont généralement des liens étroits avec la communauté et sont donc au courant des préférences, des langues et des cultures locales et peuvent adapter la formation en conséquence. Un désavantage évident de l'emploi de la radiodiffusion (et de la télévision) pour l'alphabétisation est que les programmes sont habituellement diffusés à des heures fixes que les apprenants ne peuvent pas modifier. Les apprenants ne peuvent donc pas apprendre à leur propre rythme et à leur propre convenance.

**Pour information: Radiodiffusion communautaire: un outil d'autonomisation en milieu rural au Mozambique<sup>28</sup>**

Les stations locales de radiodiffusion communautaires qui diffusent ? partir de t?l?centres sont certainement les TIC les plus employ?es, de l'avis de toutes les femmes interrog?es dans cette ?tude. Les ?missions radiodiffus?es sont gratuites pour celui qui les ?coute et l'acc?s se fait avec ou sans ?lectricit? et avec ou sans poste r?cepteur personnel. Les gens les ?coutent dans des lieux publics et ? la maison. Les frais de fonctionnement sont g?n?ralement faibles, faisant de la radiodiffusion la TIC la plus abordable dans les zones rurales, en particulier l? o? existent des postes ? manivelle.

Il y a toutefois des gens qui ne peuvent se permettre d'avoir un poste r?cepteur. Par exemple, une cheffe de m?nage ? Manhi?a a dit qu'elle ne faisait jamais appel ? une quelconque technologie et qu'elle n'aimerait pas avoir de poste r?cepteur ou de t?l?phone parce que cela entra?nerait des frais suppl?mentaires. "Les piles des postes r?cepteurs sont ch?res" a-t-elle dit. Elle voulait juste avoir de quoi manger tous les jours. Lorsque nous l'avons interrog?e, elle ?tait au t?l?centre pour r?cup?rer sa carte d'identit? perdue. Quelqu'un l'avait trouv?e et l'avait apport?e au t?l?centre, et une annonce avait ?t? radiodiffus?e. Des voisins de la femme l'ont entendue et lui en ont parl?. Sans la radiodiffusion, jouant le r?le d'un point de ralliement fiable, elle n'aurait pas d?couvert o? ?tait sa carte.

Environ 95% des personnes interrog?es ont confirm? qu'elles ?coutaient les ?missions radiodiffus?es et beaucoup nous ont dit qu'elles connaissaient les horaires des programmes. Les programmes les plus populaires concernent les informations ? destination du public, en particulier les avis de d?c?s. Dans ce cadre socioculturel f?minin, la participation au deuil des membres de la communaut? et de leurs familles constitue une partie essentielle de la trame de la soci?t?, et la radiodiffusion est le moyen le plus rapide et le plus ?conomique d'atteindre un grand nombre de personnes. Les nouvelles et les programmes sp?ciaux pour les femmes ?taient aussi populaires. Les nouvelles permettaient aux femmes d'obtenir des informations qui r?duisaient leur isolement, tant au sein de leurs communaut?s qu'aux niveaux national et international. Les programmes des femmes, de leur c?t?, abordaient une gamme de sujets, tels que le comportement des adolescents au sein de la famille, les pr?cautions de s?curit? ? adopter ? la maison, le VIH/SIDA, la cuisine, la sant? des enfants et les comportements sociaux.

*T?l?vision:* Ce m?dia associe les mots aux images et permet le mouvement et l'animation tout en diffusant des sons, et par cons?quent:

- ????????????? il facilite les exercices de compr?hension ? la lecture;

- ????????????? il est plus divertissant et donc incite l'audience cible ? regarder et ? apprendre;
- ????????????? il donne les moyens de stimuler les discussions et la pens?e critique;
- ????????????? il facilite la diffusion de mat?riel audiovisuel d'alphan?tisation.

*Cassettes audio, CD-ROM, DVD, VCD:* Ces supports ont en g?n?ral les m?mes avantages que la radiodiffusion et la t?l?vision. Mais un avantage ?vident est l'acc?s aux cours d'alphan?tisation au moment et avec la fr?quence choisis par les apprenants. En outre, ces formes de TIC peuvent ?tre employ?es ? la maison, ce qui aide ? surmonter les contraintes sociales, culturelles, financi?res et logistiques auxquelles de nombreux apprenants peuvent ?tre confront?s, s'agissant d'assister aux cours d'alphan?tisation.

Les CD-ROM en particulier offrent:

- ????????????? un support d'un bon rapport co?t/efficacit? permettant de diffuser les contenus facilement et ? bas co?t;
- ????????????? une ressource int?ressante et divertissante pour les cours de lecture et d'?criture;
- ????????????? la concentration de gros volumes d'information sur un support l?ger et petit, contrairement aux manuels encombrants.

*Appareils photographiques num?riques:* Ils peuvent ?tre employ?s pour cr?er des contenus locaux et, en particulier, pour utiliser des images locales pendant les cours d'alphan?tisation. Les techniques pourraient permettre:

- ????????????? aux apprenants, de disposer davantage du contenu, en les laissant prendre des photographies et pr?parer les le?ons d'alphan?tisation avec ce mat?riel;
- ????????????? de faire concorder les mots (dans la langue locale) avec les images qu'ils ont prises au moyen des appareils photographiques num?riques;
- ????????????? de classer les photographies afin que les apprenants puissent former leurs phrases et inventer leurs histoires, tout en renfor?ant leurs comp?tences en lecture et en ?criture.

*T?l?phones portables et technologie SMS (texto):* Les t?l?phones portables et en particulier la technologie des SMS (short message service) font dor?navant partie de la vie quotidienne, que ce soit

dans les pays en d?veloppement ou dans les pays d?velopp?s. Malheureusement, ils servent aussi ? rappeler en permanence leur analphab?tisme aux personnes analphab?tes. Cela peut toutefois ?tre une motivation pour qu'elles surmontent cet analphab?tisme. En outre, pour les nouveaux apprenants, l'utilisation r?guli?re des pav?s de num?rotation et l'envoi de texto permettront de renforcer leurs connaissances nouvellement acquises des lettres et des chiffres.

*Formation employant l'ordinateur:* L'Internet offre une grande quantit? de contenus num?riques, accessibles aux apprenants qui peuvent les utiliser ? leur convenance. En outre, la nature dynamique de l'Internet donne des pouvoirs aux femmes parce que, contrairement aux technologies plus anciennes telles que la t?l?vision et la radiodiffusion, l'Internet est interactif. Il transforme les utilisateurs d'observateurs passifs en participants actifs. Avec les forums de discussion, le courrier ?lectronique et les sites des r?seaux sociaux, l'Internet encourage et renforce la lecture et l'?criture.

Par l'interm?diaire de l'Internet, les femmes peuvent transformer leur statut de m?nag?res en celui de personnes en apprentissage, et elles peuvent employer l'Internet comme outil pour mettre ? profit leurs connaissances nouvellement acquises en lecture et en ?criture:

- ???????????? en l'employant comme plate-forme pour d?velopper des comp?tences commerciales suppl?mentaires, prendre en mains leurs carri?res, effectuer des transactions commerciales et gagner de l'argent;
- ???????????? en pratiquant leurs activit?s habituelles ? l'aide des applications en ligne (par exemple pour joindre les services publics, soumettre des demandes d'emploi, payer des factures, etc.);
- ???????????? en tirant profit des sites des r?seaux sociaux.

?

### **Exemple de contenu: Le projet d'alphab?tisation du Commonwealth of Learning (COLLIT)**

Le Commonwealth of Learning (COL) a re?u l'appui du D?partement pour le d?veloppement international (DFID) du Royaume-Uni pour entreprendre un projet pilote en Zambie et en Inde dans le but de d?terminer comment renforcer les programmes d'alphab?tisation en employant les technologies appropri?es. Ce projet pilote de trois ans, qui a d?but? en juillet?1999, a ?t? r?alis? selon le mod?le des "centres d'apprentissage communautaires technologiques". Un centre

d'apprentissage communautaire implique, de par son concept, le d?ploiement de divers types d'?quipement TIC qui seront g?r?s et utilis?s par les membres de la communaut?. Il vise aussi ? faciliter l'apprentissage et ? fournir un lieu o? du mat?riel didactique pertinent ? l'?chelle locale peut ?tre mis au point. Tout ceci ?tait au centre du projet COLLIT.

L'impact du projet ?tait le plus visible sur les personnes qui participaient ? l'exploitation des centres d'apprentissage, dont la plupart n'avaient jusqu'alors pas eu de contact avec les ordinateurs et autres TIC. Avec l'ach?vement du projet, les animateurs et le personnel des centres d'apprentissage, dans les deux pays, ?taient devenus de respectables instructeurs de lecture et d'?criture, form?s aux TIC et forts d'une exp?rience de l'emploi de l'?quipement pour mettre au point du mat?riel didactique pertinent ? l'?chelle locale. Le projet COLLIT a aussi permis de d?montrer que, lorsque la possibilit? leur en est donn?e, les apprenants peuvent ma?triser des mani?res d'employer les TIC qui non seulement les aident ? atteindre leurs objectifs en mati?re d'?ducation mais qui sont aussi tr?s motivantes et applicables ? d'autres facettes de leurs vies.

Source: Commonwealth of Learning 2004: ICT and Literacy: Who Benefits? <http://www.col.org/resources/publications/consultancies/Pages/2004-09-ICT.aspx>

L'apprentissage en ligne est l'une des mani?res d'employer l'Internet pour lutter contre l'analphab?tisme. L'[International Commission on Workforce Development](#)<sup>29</sup> (ICWD) (lien hypertexte) a reconnu plusieurs avantages de l'apprentissage en ligne, notamment:

- L'apprentissage en ligne est non s?lectif: Les m?thodes d'apprentissage en ligne tiennent compte des besoins des apprenants, des styles et des aptitudes ? apprendre de chacun. Les apprenants peuvent se concentrer sur leurs progr?s et leur performance et sont continuellement r?compens?s par leurs r?sultats. L'apprentissage en ligne lib?re les apprenants de la tension nerveuse qu'ils ressentent g?n?ralement dans une classe en pr?sence de leurs homologues.

- La formation en ligne peut ?tre moins intimidante que les cours dispens?s par un instructeur: L'environnement de l'apprentissage en ligne est consid?r? comme sans risque, en ce sens que les erreurs commises par les apprenants ne sont connues que d'eux et du syst?me qu'ils emploient. L'apprentissage en ligne ?vite donc l'embarras dans lequel seraient les apprenants s'ils ?taient dans un environnement d'apprentissage en groupe. En outre, les syst?mes d'apprentissage en

ligne donnent aux apprenants la possibilité de corriger leurs erreurs et d'essayer d'améliorer leur performance, tout en apprenant à leur propre rythme.

- Le contenu est à jour: Les systèmes d'apprentissage en ligne bénéficient généralement de modules de gestion du contenu qui permettent d'actualiser le contenu et de le maintenir à jour avec les nouveaux matériels didactiques et les cours.

- L'apprentissage en ligne est cohérent: Les systèmes d'apprentissage en ligne dispensent les cours de la même manière à chaque fois et pour chacun des participants. Les apprenants ne doivent donc pas s'adapter aux modèles et aux démarches d'apprentissage changeants. Ils peuvent se concentrer sur le contenu central, efficacement et sans s'éparpiller.

- L'apprentissage en ligne est souple et facile d'emploi: L'apprentissage en ligne nécessite un ordinateur et l'accès Internet, mais avec ces outils, les cours peuvent avoir lieu à tout moment, partout et quelle que soit la disponibilité des enseignants.

- L'apprentissage ouvert, la formation à distance et les TIC: Certains pays, notamment l'Australie, les Etats-Unis et la République sudafricaine, ainsi que des organisations internationales telles que l'UNESCO, ont mis au point des modules d'apprentissage ouvert avec du matériel didactique. Les contenus peuvent être téléchargés et imprimés, puis distribués pour un emploi aisé dans les cours d'alphabetisation. Ces matériels pourraient être utilisés pour compléter les autres TIC, telles que la radiodiffusion ou la télévision, et pourraient être employés par les communautés nomades ou éloignées, où les taux d'analphabétisme sont hauts, en particulier chez les femmes.

- La visioconférence et la téléconférence: En assurant la communication sur de longues distances, la visioconférence et la téléconférence permettent d'amener les cours d'alphabetisation jusque dans des zones très reculées. En conséquence, les femmes, qui, pour des motifs sociaux ou financiers, sont susceptibles de ne pas voyager sur de longues distances, peuvent accéder aux cours d'alphabetisation. Ici, ces technologies servent à surmonter des obstacles clés liés aux coûts et à la commodité, qui s'opposent à une élimination rapide de l'analphabétisme.

Les livres audio (c'est-à-dire les livres qui sont enregistrés et disponibles en cassettes audio et en CD) peuvent être un outil précieux, s'agissant de promouvoir l'alphabetisation. Ils peuvent être employés avec des textes écrits de manière à améliorer la compréhension et la facilité de lecture de l'apprenant. Les livres parlants sont, comme leur nom le suggère, des textes électroniques convertis en mots



prononc?s. Ils aident les apprenants en leur faisant entendre les mots tandis qu'ils les lisent, et en leur indiquant en m?me temps la prononciation des mots. Les livres audio peuvent aussi ?tre ?quip?s d'un syst?me de d?codage et de suivi des mots dont la prononciation pose probl?me. Cela peut permettre aux enseignants d'identifier les mots qui sont difficiles pour un certain apprenant. De ce point de vue, les livres audio, en tant qu'outils ?lectroniques, sont d'une meilleure aide que les livres ?lectroniques.

Les livres ?lectroniques sont des textes ?lectroniques qui sont disponibles sur l'Internet et sur CD-ROM. Ils sont semblables ? des manuels en ce sens qu'ils ajoutent au texte des d?finitions, des explications et des images. Les avantages des livres ?lectroniques sont les suivants:

- ????????????? Il est facile de circuler d'une section ou d'un chapitre ? l'autre du livre, ainsi que de consulter les r?f?rences en suivant les liens.
- ????????????? Les livres ?lectroniques peuvent ais?ment ?tre modifi?s de mani?re ? correspondre aux aptitudes des apprenants, en modifiant par exemple la casse des caract?res.
- ????????????? Des informations suppl?mentaires telles que des d?finitions et d'autres pr?cisions y sont en outre g?n?ralement int?gr?es.

### **Exemple de contenu: Le programme d'alphab?tisation fonctionnelle employant l'ordinateur du groupe Tata en Inde**

Dans ce programme, les ordinateurs d?livrent les le?ons sous une forme multim?dia, compl?t?e par des manuels. Une voix hors champ explique comment combiner les lettres pour donner aux divers mots leur structure et leur signification, et elle prononce les mots. L'accent est mis sur les mots plut?t que sur les lettres. Les le?ons sont con?ues pour ?tre visuellement stimulantes et divertissantes, au moyen d'?l?ments tels que des pantins. Les le?ons qui sont fond?es sur les documents ?labor?s par la Mission nationale d'alphab?tisation sont ax?es sur les diff?rents dialectes et langues.

Gr?ce au projet, un certain nombre de centres d'apprentissage ont ?t? ?tablis. Chaque centre dispose d'un ordinateur et d'un instructeur. Parce que le projet repose sur des programmes d'ordinateur, il a moins besoin d'enseignants tr?s qualifi?s, ce qui est un avantage dans des zones o? il y a p?nurie d'enseignants. Un cours type se tient dans la soir?e pour 15 ? 20?personnes.

Source: <http://www.tataliteracy.com>

### Exemple de contenu: Emploi des TIC pour l'élimination de l'analphabétisme (ICT4IE) en Egypte<sup>30</sup>

Selon les statistiques officielles fournies par l'Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques (CAPMAS), le nombre de personnes analphabètes en Egypte s'élève à 17 millions, les femmes représentant environ 70% de ce nombre. L'importance de l'analphabétisme chez les femmes, en particulier dans les zones rurales très conservatrices et reculées, et l'inconfort visible chez de nombreux apprenants plus âgés dans les salles de classe traditionnelles servant à l'alphabétisation, ont donné l'idée de faire appel à la technologie multimédia. Les CD éducatifs sont au nombre de trois, deux CD servant à l'alphabétisation tandis que le troisième contient un cours d'orientation pour l'école préparatoire. L'ensemble peut s'employer dans l'intimité du domicile du stagiaire, dans un centre de développement communautaire ou dans le bureau d'une ONG. (Voir: [http://www.youtube.com/watch?v=avtrTyZ-\\_HE](http://www.youtube.com/watch?v=avtrTyZ-_HE))

Le cours sur CD est semblable aux cours officiels de l'Autorité générale pour l'apprentissage et la formation pour adultes (GALAE), qui permet aux apprenants de se présenter aux examens GALAE sanctionnés par le certificat IE (non analphabète). La durée du cours multimédia est de quatre mois (à comparer aux 10 mois du cours traditionnel). L'un des groupes visés comprend les femmes des zones rurales et celles des zones défavorisées. En raison des coutumes sociales et des traditions, certaines femmes, qui ne sont pas autorisées à quitter le domicile pour assister aux cours d'alphabétisation, n'ont pu être atteintes.

Pour surmonter cet obstacle, des solutions innovantes ont été élaborées, qui tiennent compte des traditions locales. L'une d'elles, nommée "Tabluter", était fondée sur la table en bois traditionnelle, désignée sous le nom de tablya. C'est un ordinateur ergonomique spécialement conçu, qui est incorporé dans une table. Cet ordinateur consiste en une unique unité centrale de traitement qui dessert quatre utilisateurs indépendants. Chaque utilisateur/utilisatrice dispose de son propre écran, de son clavier, de sa souris et de sa carte son. Le Tabluter est situé dans une maison individuelle où les cours d'informatique et d'alphabétisation ont lieu, atteignant donc les femmes qui ne sont pas autorisées à quitter le foyer.

?

<sup>26</sup> See UNESCO Bangkok. "ICT and Literacy." ICT in Education. 2007 for further information, country research studies were conducted in China, Bangladesh, India, Pakistan, Egypt, Mexico and Brazil.

<http://www.unescobkk.org/education/ict/online-resources/features/ict-and-literacy>

<sup>27</sup> Source: <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921e.pdf>

<sup>28</sup> See: Women's use of information and communication technologies in Mozambique: a tool for empowerment? By Gertrudes Macueve et al, in African Women and ICTs: investigating technology, gender and empowerment edited by Ineke Buskens and Anne Webb – available on <http://www.idrc.ca/openebooks/399-7>

<sup>29</sup> <http://www.icwfd.org>

<sup>30</sup> Lina Zalut: Effective Practices for Engendering the Digital Divide, Egypt ICT4D Journal 2009  
<http://www.i4donline.net/articles/current-article.asp?Title=Effective-Practicesfor-Engendering-the-Digital-Divide,-Egypt&articleid=2322&typ=Features>

?

### 3.4 Liens entre l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes

?

L'analphabétisme entrave le développement de l'être humain et son élimination est la pierre angulaire de tout processus de développement des femmes et des hommes de tous âges. Le mot *analphabétisme* signifie avant tout l'incapacité d'une personne de lire ou d'écrire. L'amélioration des niveaux d'alphabétisation de 50% d'ici 2015, en particulier parmi les femmes, a été fixée comme l'un des objectifs du Forum mondial sur l'éducation de l'UNESCO à Dakar en 2000<sup>31</sup>.

On estime que les femmes forment les deux tiers de la population analphabète. L'analphabétisme est un obstacle majeur à l'autonomisation des femmes. L'impact négatif de l'analphabétisme se traduit par une fracture énorme entre les femmes alphabètes et analphabètes dans presque tous les aspects de la vie: vie personnelle et familiale, état de santé, vie sociale, vie économique et vie politique.

Réciproquement, les programmes d'alphabétisation peuvent avoir un grand impact sur les vies personnelle, familiale, sociale et politique des femmes pauvres.

La combinaison de l'alphabétisation avec l'acquisition de connaissances commerciales de base peut être un moyen efficace pour rendre un programme d'alphabétisation des femmes plus proche de leur vie de tous les jours. L'alphabétisation est importante pour le développement social, tant en termes de production que de consommation. Comme ils peuvent mieux participer aux processus démocratiques et politiques, les adultes alphabètes sont plus susceptibles de comprendre et de défendre les droits de l'homme. Au moins une étude relie l'alphabétisation à une taille plus réduite des familles. En effet, en permettant aux femmes d'employer la contraception plus efficacement, l'alphabétisation leur permet de contrôler leurs vies sexuelles<sup>32</sup>.

L'alphabétisation joue un rôle déterminant dans la vie d'une femme et en conséquence dans la vie de sa famille, en particulier pour ce qui est des questions de santé<sup>33</sup>. Les femmes sachant lire sont plus motivées à participer au processus électoral, que ce soit en tant que candidate électorale, membre de l'équipe d'un candidat ou comme votante. Il existe de nombreux exemples pratiques de communautés devenant économiquement et socialement plus engagées dès lors qu'elles sont alphabètes:

- La communauté Vagla au Ghana du Nord a commencé à voir la participation à la vie politique de la communauté augmenter.
- Les Bimoba, également au Ghana, ont commencé à s'organiser en coopératives et à assurer une planification économique à long terme.
- Les Pez de Colombie ont organisé leur propre comité d'éducation pour assurer une planification de la formation à long terme.
- Aux Philippines, les femmes nouvellement alphabètes utilisent leur connaissance de la lecture et de l'écriture pour ouvrir des comptes bancaires et gérer leur argent en connaissance de cause.
- En Inde, les femmes nouvellement alphabètes remplissent les conditions requises pour occuper des emplois intéressants.

Les femmes analphabètes sont désireuses de devenir alphabètes et de maîtriser les TIC. Une étude portant sur 40 femmes (participantes au projet IKRAA, voir les études de cas) ayant nouvellement acquis des compétences en lecture et en écriture a révélé que les femmes analphabètes souhaitaient pouvoir lire et écrire pour plusieurs raisons:

- ???????????? pour leur amour-propre. L'alphab?tisation voulait dire qu'elles deviendraient les ?gales de leur mari et m?me de leurs enfants;
- ???????????? afin d'acc?der ? l'Internet. Elles se sentaient exclues d'un nouveau monde dont elles savaient qu'il existait mais auquel elles ne pouvaient acc?der;
- ???????????? afin d'?tre en mesure de lire et d'envoyer des messages SMS;
- ???????????? afin de se sentir autonomes en devenant alphab?tes. Cela voulait dire qu'elles pouvaient lire la signalisation et trouver leur chemin, apposer leur signature au bas des documents officiels ou commerciaux et acqu?rir un emploi;
- ???????????? pour pouvoir mieux contr?ler leur avenir.

L'UNESCO reconna?t qu'une personne instruite est mieux arm?e pour relever tous les d?fis de la vie, du d?fi de rechercher un emploi ? celui d'?viter les maladies<sup>34</sup>. Lorsqu'une femme analphab?te devient alphab?te, ses possibilit?s de voir sa situation s'am?liorer sur le plan individuel et social augmentent de fa?on dynamique. Ces femmes voient par la suite s'am?liorer leurs possibilit?s de travail et d'emploi et se renforcer leur autonomie au sein de leurs communaut?s.

L'impact n?gatif de l'analphab?tisme sur les familles des femmes analphab?tes est aussi une question cl?. Les familles des femmes analphab?tes sont enferm?es dans un cercle g?n?rationnel de sous-d?veloppement, en termes de manque d'?ducation, de mauvaise sant? et de pauvret?.

Les programmes d'alphab?tisation pour adultes dans la "langue maternelle" d'une femme peuvent commencer ? briser ce cercle. En outre, d?s lors qu'elles sont alphab?tes, les femmes peuvent envisager de b?n?ficier d'autres possibilit?s de formation. Cela est particuli?rement vrai pour les femmes pauvres dans les zones rurales, dont les taux d'analphab?tisme sont parmi les plus ?lev?s<sup>35</sup>.

Les m?res nouvellement alphab?tes:

- ???????????? sont motiv?es pour apprendre plus;
- ???????????? ont tendance ? rechercher et ? accepter des emplois qui ne leur ?taient auparavant pas ouverts parce qu'ils exigent des comp?tences en mati?re de lecture et d'?criture, ce qui leur permet de mieux prendre en charge leurs familles;

- ???????????? font comprendre l'importance de l'alphab?tisation ? leurs enfants en les motivant ? poursuivre s?rieusement leur ?ducation;

- ???????????? deviennent des mod?les pour les autres femmes, les incitant ? suivre des cours d'alphab?tisation et ? acqu?rir des connaissances.

L'alphab?tisation s'est r?v?l?e avoir des incidences positives sur le statut ?conomique des femmes. Le fait d'?tre alphab?tes permet aux femmes:

- ???????????? de prendre des d?cisions ?conomiques plus sages concernant leurs vies quotidiennes;

- ???????????? d'entreprendre des activit?s commerciales simples, qui vont de soi pour beaucoup de personnes alphab?tes;

- ???????????? d'accro?tre leur satisfaction personnelle et la confiance en leurs transactions commerciales.

<sup>31</sup>[UNESCO - Education World Forum, Dakar April 26 -28, 2000](#)

<sup>32</sup>[http://www.sil.org/literacy/wom\\_lit.htm](http://www.sil.org/literacy/wom_lit.htm)

<sup>33</sup>Un rapport sur Literacy & Women's Health par l'ONG Proliteracy Worldwide (<http://www.proliteracy.org/NetCommunity/Document.Doc?id=36>) conclut, ? la suite d'un travail avec un million de femmes sur les programmes d'?limination de l'analphab?tisme aux Etats-Unis et dans 48 pays en d?veloppement en Afrique, en Asie et en Am?rique latine, que les taux ?lev?s d'alphab?tisation s'observent g?n?ralement dans des r?gions o? le taux de mortalit? infantile est ?lev?, o? l'esp?rance de vie est faible et o? s?vit la malnutrition.

<sup>34</sup>2006-2015 Initiative pour l'alphab?tisation: savoir pour pouvoir (LIFE), UNESCO, 2007, p.?3 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921f.pdf>).

<sup>35</sup>Pour plus de pr?cisions, voir l'advocacy brief pour le Mother Tongue-based Teaching and Education for Girls and Women de l'UNESCO (2005):<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001420/142079e.pdf>. Voir aussi le rapport sur les Mother Tongue-based literacy Programmes in Asia Region de l'UNESCO (2007):<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001517/151793e.pdf>.

?

## 3.5 Capacité de calculer et connaissances financières

?

La capacité de calculer a tendance à être reléguée au second plan derrière les capacités de lire et d'écrire. L'élimination de l'incapacité de calculer chez les femmes est essentielle pour plusieurs raisons, la plus importante étant le lien entre la capacité de calculer et des connaissances financières plus larges. Ces connaissances sont importantes pour que les personnes puissent prendre des décisions rationnelles, tant à court qu'à long terme, concernant leur sécurité sur le plan économique.

- Sans les compétences en calcul, les femmes ne peuvent pas lancer leurs propres commerces (même chez elles), parce que les activités commerciales les plus élémentaires exigent ces compétences.
- L'incapacité de calculer exclut les femmes de la plupart des possibilités d'emploi bien rémunérées.
- Il est peu probable que les femmes ouvrent un compte bancaire, parce que toute relation bancaire qui implique un crédit, une épargne ou un prêt exige la capacité de pouvoir faire de simples calculs.
- Les mères vont transmettre leurs valeurs à leurs enfants, y compris leur avis sur l'importance d'être capable de lire, d'écrire et de calculer. Des études indiquent que les connaissances financières découlent souvent d'un comportement acquis et que les parents ont un rôle à jouer en faisant en sorte que leurs enfants soient familiers de ces questions.
- Les femmes tiennent souvent les comptes du ménage, consacrant du temps à la gestion financière quotidienne, et notamment en payant les biens et les services de base, tels que les provisions, l'électricité et l'eau. Sans compétences en calcul, elles ne peuvent assumer ce rôle efficacement.
- Les femmes sans compétences en calcul sont vulnérables face à la fraude et peuvent être dupées plus facilement.

Les mathématiques font partie intégrante de toute formation. La capacité de calculer les pr?c?de et son acquisition est essentielle pour tout effort d'?limination de l'analphab?tisme. Dans le prochain chapitre sont examin?es diverses applications pratiques.?

### **Exemple de contenu: Programme d'alphab?tisation et d'acquisition de la capacit? de calculer de l'UNESCO**

L'UNESCO a int?gr? ? travers le monde ses programmes d'alphab?tisation et d'acquisition de la capacit? de calculer, destin?s ? la formation des adultes. Par exemple, au Cap-Vert, le projet "Training for the Design and Implementation of an Integrated Adult Distance Learning and Training System (ECCA System) for the Economic Development of Cape Verde and Related Curricular Design" (2006-2009) est financ? conjointement par le Gouvernement du Cap-Vert, le Gouvernement r?gional des Iles Canaries et l'Agence espagnole pour la coop?ration internationale. Il fait suite au projet "Adult Distance Learning (ECCA System) for the Economic Development of Cape Verde" (2002-2005). Ces projets ont ?t? mis en place en vue d'appuyer le Programme national de formation pour adultes, qui combine la formation ? distance avec l'enseignement ?l?mentaire pour adultes, l'enseignement secondaire, l'enseignement professionnel et la formation pour adultes, ainsi que l'apprentissage communautaire pour le d?veloppement<sup>36</sup>.

?

<sup>36</sup>For more on the importance of numeracy, see: <http://www.unesco.org/uil/literacyprogrammes/programmes.html>

<http://www.tda.gov.uk/teachers/professionalstandards/standards/knowledgeunderstanding/litnumict/core.aspx>

[http://www.planotes.org/documents/plan\\_03225.PDF](http://www.planotes.org/documents/plan_03225.PDF)



## 4 Au-delà de l'alphabétisation: l'appui des applications TIC aux activités entrepreneuriales et professionnelles des femmes

?

*Pour 60% des femmes employées dans le secteur agricole en Asie du Sud, l'accès à un enseignement de qualité, la formation qualifiante et les outils de création d'entreprise ne sont pas seulement un moyen pour elles de sortir de la pauvreté, mais leur donnent aussi la possibilité de devenir autonomes dans le monde de la technologie<sup>37</sup>. Enfant, Shantabai rêvait de devenir photographe professionnelle. Elle était née au sein d'une famille nombreuse de petits agriculteurs et n'avait reçu qu'un enseignement primaire dans son village avant d'être mariée à l'âge de 13 ans. Hormis le travail sur le lopin de terre de la famille de son mari, elle devait s'occuper de ses enfants et des vieux parents de son mari.*

*Elle s'est inscrite à plusieurs cours de formation dispensés par Srujan, une organisation partenaire du Programme des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT. Non seulement ces cours, dont plusieurs étaient numériques, lui ont permis d'acquies de nouvelles compétences, mais ils l'ont aussi motivée à rechercher de nouvelles possibilités pour améliorer ses revenus. L'un des cours auxquels Shantabai a participé portait sur la photographie et elle a décidé d'en faire sa profession<sup>38</sup>. De par son action, Shantabai est devenue source d'inspiration pour de nombreuses femmes dans son village et dans les communautés avoisinantes.*

Il a été démontré que les TIC étaient étroitement liées au renforcement de la participation et du développement sur les plans social, économique et politique. Les TIC peuvent rendre autonomes les femmes et les jeunes filles en améliorant leur accès direct à l'information, à la formation et aux services. Les technologies de communication permettent aussi d'accroître les possibilités d'entrer en contact et de mieux se faire entendre, non seulement au niveau de la communauté locale, mais éventuellement au niveau mondial. Les TIC contribuent à ce que les idées et les points de vue des femmes et des jeunes filles soient entendus et pris en compte par les décideurs. Cela inclut l'accès à l'école, une des raisons pour lesquelles un certain nombre de projets sont axés sur l'accès des jeunes

filles aux ordinateurs et à l'Internet, et l'enseignement aux jeunes filles de connaissances dont elles ont besoin pour utiliser la technologie à plus grande échelle. Tandis que divers projets de constitution de réseaux d'écoles encourageant l'accès à l'Internet ont été mis en place dans un certain nombre de pays africains, tous ne tiennent pas compte de la problématique hommes-femmes. Pour y remédier, [SchoolNet Uganda](#) (lien hypertexte) a choisi d'installer des centres informatiques dans des écoles pour filles<sup>39</sup>.

### **Pour information: Sexospécificité et TIC/communications au Bangladesh**

Une estimation dans le cadre du programme Village Phone de Grameenphone au Bangladesh a révélé que non seulement les femmes opératrices des services téléphoniques des villages se voyaient offrir une opportunité avantageuse de faire commerce, mais qu'elles disposaient aussi d'un accès facile et abordable au service téléphonique (Richardson, 2000, p. 31). Trois facteurs contribuaient à améliorer le statut social des opératrices de Village Phone au sein de leurs villages: 1) de meilleurs revenus; 2) le fait que des femmes plus aisées venaient utiliser les téléphones de femmes qui l'étaient moins; 3) le fait que leur maison était maintenant devenue le centre de l'activité locale dans le village.

?

Comment les TIC peuvent-elles contribuer à rendre les femmes autonomes sur le plan économique?

- ???????????? en donnant aux femmes plus de moyens de travailler chez elle;
- ???????????? en améliorant les possibilités d'emploi pour les femmes dans le secteur informatique;
- ???????????? en donnant aux femmes du secteur parallèle plus de moyens de trouver un emploi structuré;
- ???????????? en améliorant l'accès des artisanes au marché mondial par le biais du commerce électronique;
- ???????????? en faisant évoluer les rôles traditionnels des sexes;

- ???????????? en am?liorant l'acc?s des femmes, en particulier les femmes dans les zones rurales, aux programmes d'apprentissage ? distance et de travail ? distance;
- ???????????? en am?liorant la possibilit? de partage des exp?riences entre les organisations de femmes, militant pour le bien-?tre ?conomique des femmes dans le secteur parall?le;
- ???????????? en ?vitant mieux les pr?jug?s sexistes par l'utilisation de moyens neutres en ce qui concerne le sexe.

Outre les moyens num?riques d'information et d'apprentissage, l'?tablissement de petits commerces et l'acc?s au march? sont aussi d'importants moyens d'autonomisation des femmes. L'Internet est pour cela un moyen qui permet de r?duire le co?t de l'acquisition des informations sur les produits et sur les prix. Le pr?sent chapitre d?crit comment des TIC peuvent ?tre employ?es pour atteindre les objectifs de l'autonomisation des femmes. Il donne aux d?cideurs des exemples de contenus de formation, des applications commerciales des TIC et des nouvelles possibilit?s qui s'offrent aux femmes travaillant dans le secteur des TIC et dans des domaines qui y sont li?s (voir encadr?).?

### **Pour information: D?finitions du secteur des TIC**

?

D?finition de l'instruction assist?e par les TIC<sup>40</sup>

Par *instruction assist?e par les TIC*, on entend les m?thodes d'enseignement ou les mod?les de dispense de l'instruction qui emploient les TIC pour aider, am?liorer ou assurer la dispense du contenu du cours. Il s'agit de l'instruction assist?e par (pour tout ou pour partie) la radiodiffusion, la t?l?vision, l'ordinateur et l'Internet.

Quels sont les domaines li?s aux TIC?

Les *domaines li?s aux TIC* sont les programmes d'enseignement et de formation dans les domaines suivants:

*Techniques audiovisuelles et production ? l'intention de m?dias*: ?tude des techniques et acquisition des comp?tences n?cessaires pour produire des livres, des journaux, des programmes de

radiodiffusion ou de télévision, des films ou des vidéos, de la musique enregistrée et de la reproduction graphique au moyen des TIC. Sont compris des programmes sur les méthodes de reproduction en couleur, de photographie et d'infographie, ainsi que sur la mise en page d'images, de mots et d'illustrations lors de la production de livres, de revues, d'affiches, de publicités, etc.

*Informatique*: étude de la conception et du développement des systèmes et des environnements informatiques, y compris l'étude de la conception, de la maintenance et de l'intégration des applications logicielles.

*Usage de l'ordinateur*: étude de l'utilisation des ordinateurs et des logiciels et applications informatiques employés à des fins diverses. Ces programmes sont généralement de courte durée.

*Electronique et automatisation* (ingénierie et métiers de l'ingénierie): étude de la planification, de la conception, du développement, de l'entretien et du suivi de l'équipement, des machines et des systèmes électroniques, y compris la conception des ordinateurs et de l'équipement de communication.

?

<sup>37</sup>Derrière le voile, la photographie: favoriser l'émancipation des femmes grâce à la formation qualifiante (rapport en ligne de l'OIT, novembre 2008) ([http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/insight/WCMS\\_100398/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/insight/WCMS_100398/lang--fr/index.htm)) Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and GENDER DIVIDE, mars 2009 (<http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT>)

<sup>38</sup>Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and GENDER DIVIDE March-2009 <http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT>

<sup>39</sup>Shafika Isaacs, "IT's Hot for Girls! ICTs as an instrument in advancing girls' and women's capabilities in school education in Africa", Réunion du Groupe d'experts de la Division de la promotion de la femme de l'ONU sur les "Information and Communication Technologies and their impact on and use as an instrument for advancement and empowerment of women", Séoul, République de Corée, novembre 2002.

<sup>40</sup>World Telecommunication/ICT Development Report 2010 [http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr\\_10/material/WTDR2010\\_Target7\\_e.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr_10/material/WTDR2010_Target7_e.pdf)

## 4.1 Accès à l'information et à la formation: du niveau rural au niveau national

?

Les rôles des TIC sont multiples lors de la formation, du renforcement des capacités, de l'apprentissage par la pratique et du développement des communautés, toutes ces activités pouvant se faire par l'intermédiaire des centres communautaires TIC. Divers outils fournissent des moyens efficaces pour dispenser des cours de formation parallèle, un apprentissage qualifiant plus sophistiqué, un apprentissage par la communication avec d'autres ou en se mettant au courant de ce que les autres font. Comme l'a écrit l'expert en gestion et auteur Peter Drucker, l'apprentissage est un processus permanent au moyen duquel on se tient à jour des changements tout au long de la vie et l'une des tâches les plus pressantes est d'apprendre aux gens comment apprendre.

Un exemple intéressant de formation scolaire en ligne est la formation diplômante assurée par l'école virtuelle d'infirmières de l'African Medical Research Foundation (AMREF), qui forme des milliers d'infirmières à travers le Kenya. Depuis 2008, l'apprentissage en ligne est devenu le mode préféré en raison de son interactivité, de son rapport coût/efficacité, de la facilité de révision et de son aptitude à atteindre l'objectif plus rapidement et à meilleur coût que le programme dispensé en établissement. Il permet aussi la fourniture en continu du service, l'application sur-le-champ des notions apprises et l'amélioration de la qualité des soins. Le deuxième exemple (Maarifa) illustre bien la nature multicouche de l'emploi des TIC pour l'apprentissage.

?

### **Exemple de contenu: Diplômes dans le secteur de la santé pour les infirmières au Kenya**

En juillet 2008, le Kenyatta National Hospital et AMREF <sup>41</sup> ont signé un mémorandum d'accord pour appuyer les efforts de mise à niveau de la certification de 500 infirmières inscrites au Registre des



*Prov. de la vall?e du Rift*

*Prov. occidentale*

*Prov. centrale*

*Prov. nord-orientale*

*Prov. de Nyanza*

*Prov. de la c?te*

*R?gion de Nairobi*

*Ecole*

*Centre*

?

Il s'agit d'un partenariat public-priv? avec le Nursing Council of Kenya (NCK), AMREF, Accenture, les Kenya Medical Training Colleges, plusieurs ?coles d'infirmi?res priv?es et religieuses et le Minist?re de la sant?, collaborant ensemble en vue de dispenser un programme d'apprentissage en ligne aux infirmi?res ? l'?chelle du pays. Le programme a d?but? en septembre 2005 avec quatre ?coles et 145 ?tudiants et avec l'objectif de mettre ? niveau 22?000 infirmi?res de sant? communautaires inscrites (KECHN), les faisant passer du niveau "inscrites" au niveau "immatricul?es" dans les cinq ans. Les infirmi?res inscrites constituaient 70% de la main d'œuvre infirmi?re et 45% de la main-d'œuvre de sant? au Kenya. Elles sont le premier point de contact des communaut?s, mais ne sont pas form?es comme il convient pour g?rer de nouvelles maladies ou des maladies r?mergeantes telles que le VIH/SIDA. Cela a n?cessit? un perfectionnement professionnel continu devant permettre d'am?liorer la qualit? des soins infirmiers, en accord avec les objectifs (4, 5 et 6) du Mill?naire pour le d?veloppement li?s ? la sant?, et de faire en sorte que ces soins r?pondent efficacement ? la diversit? et ? la complexit? des maladies.

Se fondant sur les r?sultats positifs, en avril 2010, l'AMREF, l'Universit? de Californie ? Los Angeles (UCLA) et Johnson and Johnson (J&J) ont lanc? un programme d'apprentissage en ligne pour renforcer les capacit?s de gestion des organisations de lutte contre le VIH et le SIDA au Kenya. Ce

programme sera employé en partenariat avec le National AIDS Control Council (NACC) du Kenya pour renforcer les capacités des 7000 responsables NACC et leur permettre d'assurer une direction et une gestion efficace du secteur de la santé.

(Voir [www.amref.org](http://www.amref.org), <http://multimedialearning.posterous.com/amref-african-medical-and-research-foundation> et <http://kenya.amref.org/what-we-do/upgrading-20000-nurses-in-kenya> pour de plus amples informations.)

### Exemple de contenu: Agriculture et autonomisation en zone rurale en Afrique de l'Est

?

Lancés en 2007, les Centres Maarifa<sup>42</sup> (maarifa signifie savoir en swahili) font partie d'un projet laboré par l'Arid Lands Information Network (ALIN), une organisation dont le but est de faciliter l'échange d'idées, d'expériences et de connaissances entre les communautés afin d'améliorer l'apprentissage et d'aboutir à une meilleure autonomisation socio-économique à l'aide d'outils multimédias. Le projet comprend l'établissement de centres communautaires de savoir (CKC, *community knowledge center*) dans les zones rurales du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, qui, en partenariat avec d'autres institutions, ont pour but d'amener les TIC jusque dans les communautés rurales afin que celles-ci puissent consigner et partager les connaissances locales, en particulier les connaissances ayant trait à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles.

Les Centres Maarifa sont au nombre de 10, dont huit au Kenya, un en Tanzanie et un en Ouganda. Ils ont été créés pour renforcer l'accès aux informations d'une partie des communautés rurales, leur permettant de transformer leurs expériences en connaissances et en enseignements. Chaque centre est équipé d'outils TIC de base (ordinateurs et accès à l'Internet) servant à produire des informations, à y accéder et à les diffuser. Les centres disposent d'un espace de documentation contenant du matériel tel que des journaux, des revues, des livres, des rapports de recherche, des informations enregistrées électroniquement (CD-ROM), du matériel audiovisuel (DVD), des recueils et tous types de ressources en ligne. Dans les Centres Maarifa, les membres des communautés peuvent accéder aux informations, et partager des informations sur la façon d'améliorer leurs moyens d'existence au moyen des nouvelles technologies applicables à l'agriculture, à l'élevage, à la lutte contre les changements environnementaux et climatiques, ainsi que des informations courantes sur la



commercialisation. Les centres diffusent aussi des informations liées à la santé, aux questions sexospécifiques et au VIH/SIDA.

Les centres proposent une formation de base sur les TIC aux membres de la communauté, parmi lesquels de nombreux jeunes diplômés de l'enseignement secondaire ainsi que des élèves de l'enseignement primaire, dont beaucoup ont formé des groupes d'information. Les centres servent aussi de point d'accès aux informations pour les agents de développement communautaires qui fournissent des services agricoles et des services de développement agricole dans la région. Ceux-ci emploient les centres pour obtenir gratuitement des informations (en ligne) sur le développement, pour envoyer leurs rapports hebdomadaires à leurs ministères ou à leurs organismes et pour bénéficier de services de bureautique de base tels que la dactylographie, la photocopie et l'accès gratuit à l'Internet.

Un Centre Maarifa type est dirigé par un comité consultatif d'environ 5 à 8 membres sélectionnés parmi les parties intéressées de la communauté locale. Selon l'ALIN, la procédure de sélection des membres garantit qu'il y a un équilibre entre les sexes, que les intérêts des groupes particuliers sont représentés et que les compétences sont diverses. Le programme des volontaires de l'ALIN prend en charge le fonctionnement des centres. Les volontaires travaillent au centre pendant un an sous la supervision d'organismes partenaires hôtes locaux. Ce sont en général de jeunes diplômés en communication de masse, en agriculture, en sciences environnementales ou en développement communautaire. Ils gèrent les activités du centre, coordonnant la collecte des connaissances et des expériences locales orientées vers le développement et formant les communautés locales à l'emploi des outils TIC. Les Centres Maarifa soutiennent aussi la participation active des femmes. Afin de renforcer la capacité des femmes à jouer un rôle actif dans l'élaboration d'initiatives et de lutter contre leur implication insuffisante, en particulier dans les zones arides, l'ALIN œuvre en faveur de l'intégration des femmes dans le développement et l'appui à l'information.

?

<sup>41</sup>African Medical Research Foundation see <http://www.amref.org/info-center/amref-courses--training-programmes/elearning-programme/>

<sup>42</sup>[http://www.alin.net/?maarifa\\_centers](http://www.alin.net/?maarifa_centers)

## 4.2 TIC et financement électronique: nouvelles possibilités et dimensions

Le secteur financier intermédiaire qui dessert les petites entreprises s'efforce d'étendre sa portée aux groupes les plus démunis de la communauté économique et aux clients qui sinon n'auraient pas accès aux services de financement. Les TIC sont d'aide au service des petites entreprises:

- en adaptant et simplifiant la comptabilité, et en mettant à disposition un logiciel de comptabilité et de suivi des profits;
- en informatisant les rapports financiers et les mesures de performance, les rendant rentables, sûrs et accessibles tant aux emprunteurs qu'aux prêteurs;
- en fournissant aux emprunteurs individuels un accès sûr et convivial à un compte par l'intermédiaire d'un guichet dans les banques locales, les bureaux de poste et d'autres centres communautaires;
- en élaborant des mécanismes d'épargne et de crédit, par le biais d'opérations bancaires par téléphone portable, de cartes à puces, d'appareils portables et de distributeurs automatiques de billets, de façon à éviter les méthodes traditionnelles de fourniture de services bancaires. Au fur et à mesure que les services bancaires deviendront une fonctionnalité intégrée à la téléphonie mobile, ces façons d'effectuer et d'enregistrer les transactions seront étendues.

### Exemple de contenu: SWAT Youth Front au Pakistan

Créé en 1997, le **Swat Youth Front (SYF)**<sup>43</sup> est une organisation non gouvernementale (ONG) et sans but lucratif, orientée vers les jeunes, qui fait appel à la communication, à la mobilisation, à la formation et à la fourniture de services pour promouvoir la réduction de la pauvreté, le traitement équitable des sexes, l'alphabetisation, l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes et la gestion des catastrophes dans le secteur du Malakand, dans la province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP) au Pakistan. Le SYF travaille en partenariat avec des organismes communautaires, publics et de la société civile, dans le but:

- de renforcer l'autonomisation socio-économique des personnes marginalisées:

- d'accroître la sensibilisation en faveur de l'égalité des sexes;

- de réduire les disparités entre les sexes pour ce qui est de l'éducation et de la participation économique;

- de promouvoir le volontariat et de faciliter l'emploi des jeunes.

Les démarches relationnelles sont essentielles, s'agissant des efforts fournis par le SYF pour développer les compétences et les perspectives d'avenir des enfants, des jeunes et des femmes en particulier. Par exemple, en partenariat avec la Commission d'alphabetisation du Pakistan, le SYF a formé 63 femmes aux méthodes d'enseignement, puis a créé 63 écoles libres dans diverses régions du district de Swat.

Le SYF se concentre aussi sur l'alphabetisation des adultes. Son Programme fonctionnel d'alphabetisation, lancé en mars 1999, est conçu pour les adolescents et les femmes adultes qui travaillent dans divers secteurs de la région de Mingora. En outre, en février 2000, le Projet de développement des compétences des femmes (WSDP) a été lancé avec l'objectif de renforcer leurs compétences et de créer des possibilités de revenus au niveau local. Une formation professionnelle a été dispensée et des comités d'épargne de femmes ont été formés. Dans le but de protéger l'environnement en encourageant l'utilisation et la réutilisation des déchets ménagers, le SYF a organisé diverses formations pour apprendre aux femmes comment fabriquer des produits finis tout en touchant un revenu.

Pour encourager l'autonomisation financière des femmes, le SYF a aussi organisé pour les étudiantes et les femmes entrepreneuses des circuits de promotion/d'étude à destination de lieux historiques et du pôle industriel du pays. Ces activités ont pour principal objet de recenser de nouvelles voies et de nouveaux marchés pour les produits swati. Le SYF est allé au-delà de ces initiatives locales en facilitant la participation de plusieurs femmes entrepreneuses à des expositions nationales et internationales afin de se faire connaître et d'acquérir des connaissances sur la manière de commercialiser leurs produits. L'organisme a aussi établi des liens entre ces entrepreneuses et les fournisseurs de matières premières. Le SYF a organisé plusieurs campagnes pour défendre des causes telles que celles des droits et des problèmes socio-économiques des femmes et des enfants.

?Lorsque les travailleuses ne sont pas en mesure d'aller ? la banque apr?s le travail pour y d?poser leur paie, les transactions bancaires par t?l?phone portable leur permettent soit de rembourser leurs pr?ts soit d'accro?tre leur ?pargne. De m?me, il se peut que les femmes n'aient pas acc?s aux informations sur les avantages sociaux auxquels elles ont droit. Lorsque les services publics communiquent ces informations sur l'Internet, les m?mes outils TIC qui permettent aux femmes de g?rer leur cr?dit et leur ?pargne peuvent ?tre employ?s pour acc?der ? leurs avantages.

### Exemple de contenu: Logiciel de microcr?dit

Le **logiciel Loan Performer** (lien hypertexte) a commenc? modestement en Ouganda et est maintenant employ? dans les ?tablissements de microfinancement de 50 pays. Plusieurs ensembles logiciels permettent de renforcer l'efficacit? des institutions de microfinancement. HISAAB, par exemple, est un logiciel de microfinancement au niveau des groupes, con?u pour les utilisateurs analphab?tes et illettr?s. Le logiciel est couramment employ? par les organismes suivants:

- ????????????? Sero Business Women (Tanzanie)
- ????????????? Mara Women Empowerment Assistance (Tanzanie)
  - ????????????? Women's Finance House (Botswana)
- ????????????? National Association of Business Women (Malawi)
- ????????????? Tanzania Women Entrepreneurship (WEDTF) (Tanzanie)
- ????????????? Pamoja Women (Kenya)

?

<sup>43</sup><http://www.comminit.com/en/node/133630/307>

## 4.3 Commerce ?lectronique, march?s et d?veloppement des petites entreprises

?

Les TIC sont modulées et employées pour renforcer les capacités économiques des femmes. Les femmes sont formées en vue d'employer l'Internet pour acheter et vendre des produits locaux, pour accéder aux informations sur les cours des matières premières, pour utiliser les services de microfinancement et pour employer les logiciels de gestion financière et commerciale.

Le commerce et le développement dans le cadre de la mondialisation sont autant une affaire de femmes qu'ils sont une affaire d'exportation. De plus en plus, les décideurs mais aussi les responsables commerciaux reconnaissent les bénéfices qu'engendre la participation des femmes aux petites entreprises. Les responsables commerciaux ne peuvent pas se permettre de ne pas tenir compte de cette part essentielle de la main-d'œuvre productive. Beaucoup de grandes sociétés produisent, s'approvisionnent ou distribuent de plus en plus dans les pays en développement, ce qui les oblige souvent à travailler avec des partenaires locaux et des petites ou moyennes entreprises (PME) dans le cadre de leur chaîne de valeur<sup>44</sup>.

Le **Women's World Banking** (WWB) est un exemple de réseau international qui s'emploie tant à faire adopter les programmes de crédit pour les femmes qu'à les appuyer. C'est une institution mondiale, sans but lucratif, spécialement conçue pour garantir l'accès des femmes pauvres au financement, aux informations et aux marchés. Le réseau comporte des établissements de détail qui fournissent des services financiers pour plus de 5 milliards USD à plus de 10 millions de femmes entrepreneuses à faible revenu, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord. Les membres du réseau sont notamment des établissements de microfinancement, des banques et des associations qui servent de modèles aux autres:

- ???????????? en incorporant des principes communs;
- ???????????? en fournissant des services financiers qui répondent à des normes de performance;
- ???????????? en mettant en commun les meilleures pratiques et expériences;
- ???????????? en employant les résultats obtenus sur le terrain pour modifier les politiques dans leurs pays et de par le monde.

Les organismes dirigés par les femmes et leurs filiales sont au centre du réseau. Les membres du réseau se soutiennent les uns les autres, en employant une responsabilisation croisée en vue d'aboutir à des résultats.

**Exemple de contenu:??Tortas Peru – women cake sellers**

Lancée en 1996, Tortas Peru est une entreprise appartenant à une femme, qui emploie les TIC pour atteindre et desservir un large marché, en utilisant l'Internet pour prendre commande des tartes. Tortas Peru vend beaucoup au 2 millions et plus de Péruviens qui vivent en dehors du pays et font appel au site web pour les atteindre. Les clients à San Francisco ou en Nouvelle-Zélande peuvent envoyer une tarte faite maison à des amis ou à la famille dans plusieurs grandes villes. Les tortas (tartes) sont préparées et livrées par l'une des membres du réseau. Les clients peuvent commander une tarte choisie dans un catalogue et payer au moyen d'une carte de crédit, d'un chèque, d'un mandat ou par voie électronique. Pour assurer des prix modérés, la société fonctionne essentiellement par l'intermédiaire de l'Internet, obligeant les membres du réseau à être familières avec les ordinateurs et l'Internet.

**Content example: Shea Butter Sales in Burkina Faso**

Lorsque les femmes de l'association Songtaaba, un organisme qui commercialise au Burkina Faso les produits de soin pour la peau au beurre de karité, ont commencé à utiliser les TIC, leurs profits ont plus que doublé. L'emploi de téléphones portables et d'ordinateurs les ont aidés à diriger leurs entreprises plus efficacement. L'association procure actuellement un emploi à plus de 3000 femmes réparties dans 11 villages. Afin de leur assurer l'accès régulier aux TIC et d'améliorer la commercialisation et la vente de leurs produits, l'association a établi des télécentres dans deux villages. Ces installations sont entièrement gérées par les femmes des zones rurales, qui sont formées par Songtaaba. L'organisme a aussi créé un site web géré par les femmes. Celui-ci a réussi en particulier à accroître la visibilité des productrices. Depuis que le site a été placé en ligne il y a deux ans, les commandes ont augmenté de presque 70% ([voir également une expérience similaire au Mali](#)).

?

<sup>44</sup> Le **World Business Council on Sustainable Development** ([www.wbcsd.org](http://www.wbcsd.org)) donne plusieurs exemples de grandes sociétés travaillant en partenariat avec des petites entreprises, notamment

Pentland et Nike au Viet Nam, SC Johnson et la culture du pyr?thre au Kenya, et Delta Corporation (alimentation et loisirs) qui sous-traite ? des PME au Zimbabwe.

## 4.4 Autonomisation gr?ce ? la mise en r?seau

Les TIC sont aussi devenues des outils efficaces pour la mise en r?seau des femmes et des groupes de femmes, leur permettant de mettre en commun les ressources, les informations et les num?ros afin de former des coop?ratives, ou plus simplement, de faire conna?tre leur souhait de changement.

L'importance de la mise en r?seau ne peut ?tre sous-estim?e, parce que les femmes se tournent souvent au-del? de leurs fronti?res nationales vers le mouvement international des femmes, en faveur de la solidarit? et des changements de politique.

### Exemple de contenu: R?seaux ALEAP rassemblant les femmes pour le changement

?

Dans l'?tat d'Andhra Pradesh en Inde, de petites usines emploient presque un tiers de la population (22 millions) de cet ?tat. Plus d'un million de femmes dirigeaient leurs propres usines dans la ville, et tandis que chacune d'elles r?ussissait bien, elles ?taient d'avis qu'en se rassemblant, les d?fis commerciaux quotidiens seraient plus faciles ? g?rer. Beaucoup d'entre elles travaillaient dans le m?me secteur: l'industrie alimentaire, notamment celle des tomates, des ?pices, des fruits, du bl? et de la poudre de cacao.

En 1993, les femmes ont form? l'**Association of Lady Entrepreneurs of Andhra Pradesh (ALEAP)** ? pour r?pondre aux besoins des femmes entrepreneuses dirigeant de petites entreprises. Elles ont mis leurs ressources en commun et ont contact? le gouvernement de l'?tat pour obtenir 30 hectares de terrain. Elles ont ?t? aid?es par le fait que le gouvernement appliquait une politique visant ? d?velopper les petites entreprises, les entreprises appartenant aux femmes b?n?ficiant d'une attention toute particuli?re. L'ALEAP a r?ussi ? obtenir un don de 55?000 USD, qui ont ?t? employ?s pour construire les infrastructures communes, telles que le r?seau routier, le r?seau de distribution d'eau, le r?seau de drainage et une sous-centrale ?lectrique. Le groupe a r?ussi ? se construire un environnement innovant d'exploitation des entreprises. Maintenant, l'ALEAP est un centre unique pour les femmes entrepreneuses, qui leur offre motivation, conseils, informations sur les projets, avis

sur les prescriptions statutaires et réglementaires, formation, et qui gère leur financement et leurs alliances de marché et réalise l'infrastructure et les projets.

En 2005, l'ALEAP a annoncé le lancement de sa nouvelle initiative "**EU-India Network of Women Entrepreneurs**", un projet financé par la Commission européenne dans le cadre du Fonds pour les petits projets de l'Union européenne et de l'Inde et par le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement. D'autres partenaires sont notamment InWEnt-Internationale Weiterbildung und Entwicklung gGmbH et Capacity Building International, à Cologne en Allemagne. Dans le cadre du projet, les entrepreneuses bénéficient d'une formation dans les secteurs de l'industrie alimentaire et du prêt-à-porter, qui leur permet de produire, sans nuire à l'environnement, des produits concurrentiels à l'échelle mondiale. Ce projet permet aux productrices, en leur facilitant la mise en réseau avec des organismes dans l'Union européenne, d'accéder aux marchés mondiaux.

Le projet concerne deux secteurs importants: le secteur de l'industrie alimentaire et celui du prêt-à-porter. Avec la suppression des quotas dans le secteur du prêt-à-porter à compter du 1er janvier 2005, des efforts supplémentaires ont été nécessaires pour conserver les parts de marché existantes et accéder à de nouvelles parts. Dans le secteur de l'industrie alimentaire, l'augmentation de la faible part de l'Inde sur le marché mondial est susceptible d'accroître l'emploi rural et de donner un coup de fouet à la croissance économique.

?

## 4.5 Liens avec les documents de référence

Un manuel en deux parties pour les praticiens - La promotion de l'entrepreneuriat féminin (Direction suisse du développement et de la coopération)

Développement de l'entrepreneuriat féminin (WED) de l'OIT et (WED) Capacity Building Guide

IFC's Women in Business Program et Exemples de cas WIN (La Société financière internationale et Women In Business)



[DFID/IDPM's Women's ICT Based Enterprise for Development](#) manuels d'orientation pratique  
(Department for International Development et University of Manchester's Institute of Development  
Policy and Management)

[World Bank ICTs for Women's Socio-economic empowerment](#)

<http://www.womenictenterprise.org/manworkshop.htm> pour un certain nombre d'études de cas  
présentées à l'atelier de 2006 sur Women's ICT-based enterprise for development

Journal of Community Informatics (<http://ci-journal.net>) sur Gender in Community Informatics (juillet  
2010)

## 5 Lignes directrices à l'intention des ministères, des autorités chargées de la réglementation et du secteur privé

?

Dans le présent chapitre est donnée une série de listes de vérification dont le but est de garantir que les hommes et les femmes ont les mêmes chances d'employer les TIC, d'en bénéficier et de participer aux centres communautaires TIC. Le chapitre présente une liste récapitulative que les planificateurs de projets peuvent employer en vue d'examiner les opportunités qui auraient pu leur échapper. La première partie de ces listes de vérification contient des questions liées à l'intégration de la sexospécificité dans le cycle des projets de mise en place d'un centre communautaire TIC. La deuxième partie passe en revue les questions sexospécifiques qui apparaissent dans les projets et les éléments employant les TIC. La troisième partie donne des liens avec un choix d'outils et de lignes directrices accessibles en ligne.

### 5.1 Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes dans la mise en place d'un centre

#### *Identification des besoins et conception*

- ????????????? Quels sont les besoins spécifiques des hommes et des femmes, s'agissant des TIC liées au projet? Les besoins tant des hommes que des femmes ont-ils été pris en compte lors de la définition des objectifs du projet? Ont-ils tous deux, les hommes comme les femmes, participé à l'établissement des objectifs et des attentes?
- ????????????? Quelle est la répartition du travail en fonction du sexe dans la population visée par le projet? Les TIC employées dans le projet peuvent-elles renforcer la productivité et l'apprentissage des hommes et des femmes, ou leur accès aux ressources et le contrôle de celles-ci?
- ????????????? Quelles sont les contraintes qui pourraient empêcher les hommes ou les femmes de participer équitablement au centre? Y a-t-il des obstacles ou des contraintes qui pourraient influencer sur l'accès des hommes ou des femmes aux opportunités, aux ressources et à la prise de décision?

•????????????? L'incidence du projet sur la s?gr?gation sexuelle dans la population vis?e a-t-elle ?t? examin?e? Le projet pourrait-il nuire ? la situation des femmes? Si des retomb?es n?gatives sont escompt?es, le projet peut-il ?tre adapt? de fa?on ? les ?viter?

#### *Pr?paration du projet*

•????????????? Les repr?sentants des femmes, les organismes et les membres de la communaut? œuvrant pour l'?quit? entre les sexes ont-ils ?t? consult?s au cours du processus de planification du projet?

•????????????? L'?quipe de conception du projet et le personnel charg? de sa mise en œuvre, en particulier les fournisseurs des TIC, sont-ils soucieux d'?quit? entre les sexes? S'ils ne le sont pas, pourraient-ils b?n?ficier d'une formation les sensibilisant ? l'?quit? entre les sexes?

•????????????? Des efforts ont-ils ?t? faits en vue d'un recrutement paritaire du personnel et des consultants?

•????????????? Y a-t-il un expert en questions sexosp?cifiques dans l'?quipe du projet?

#### *Mise en œuvre du projet*

•????????????? Le projet comporte-t-il des mesures visant ? assurer aux hommes et aux femmes les m?mes opportunit?s et acc?s?

•????????????? S'il appara?t que les femmes seraient sous-repr?sentes dans les activit?s du projet, existe-t-il des mesures sp?cifiques pour les cibler?

•????????????? Les institutions qui fournissent des services dans le cadre du projet sont-elles soucieuses d'?quit? entre les sexes?

•????????????? Les hommes et les femmes ont-ils un acc?s ?quitable aux ressources TIC du projet, notamment le cr?dit, la formation et les services?

•????????????? Des partenariats peuvent-ils ?tre ?tablis pour renforcer la communication et am?liorer l'acc?s afin de garantir l'?galit? des sexes?

•????????????? Des consultations r?guli?res sont-elles tenues avec l'ensemble des principales parties int?ress?es?

*Suivi et ?valuation du projet*

- ????????????? Quelles sont les mesures pr?vues pour recueillir les r?actions des hommes et des femmes en tant qu'usagers?
- ????????????? Les donn?es de suivi du projet seront-elles ventil?es selon le sexe?
- ????????????? Des indicateurs pouvant ?tre mesur?s ? l'aide de donn?es ventil?es selon le sexe ont-ils ?t? identifi?s?
- ????????????? L'analyse de la probl?matique hommes-femmes fait-elle partie du mandat de l'?quipe d'?valuation?
- ????????????? La participation des hommes et des femmes est-elle ?quilibr?e au sein de l'?quipe d'?valuation?
- ????????????? Des donn?es et des indicateurs ventil?s selon le sexe seront-ils recueillis et analys?s?

*Mesure des r?sultats*

- ????????????? Des r?sultats positifs en mati?re de sexosp?cificit? sont-ils escompt?s? Parmi ceux qui pourraient ?ventuellement d?couler des projets TIC, on peut citer:
  - ????? l'am?lioration des possibilit?s pour les hommes et les femmes d'acc?der aux TIC, de les utiliser et d'en tirer profit;
  - ????? l'encouragement du contr?le partag? des prises de d?cision et sur des ressources li?es aux TIC;
  - ????? l'am?lioration du revenu des femmes r?sultant de l'emploi des TIC dans le projet;
  - ????? l'augmentation gr?ce au projet du nombre de femmes employant les TIC;
  - ? ? le renforcement de l'acc?s aux informations pertinentes pour les femmes et les hommes.

## 5.2 Lignes directrices à l'intention des autorités chargées de la réglementation

?

### *Libéralisation du secteur*

- ????????????? La libéralisation du secteur est-elle encouragée en vue d'attirer les investissements et de réduire les prix pour l'utilisateur final, rendant ainsi les télécommunications et les TIC plus abordables pour les hommes et les femmes?
- ????????????? Est-il envisagé de réduire les droits de douane levés sur les téléphones portables et sur l'équipement informatique, qui dissuadent les femmes utilisatrices, susceptibles d'avoir moins de revenus disponibles que les hommes?
- ????????????? L'autorité nationale chargée de la réglementation incite-t-elle les acteurs du secteur privé à traduire dans les faits les objectifs sociaux et sexospécifiques, tels que l'accès universel?
- ????????????? En échange de la délivrance des licences, l'autorité chargée de la réglementation oblige-t-elle les fournisseurs de services à fournir des services dans les zones mal desservies où les femmes sont les plus nombreuses?
- ????????????? L'autorité chargée de la réglementation finance-t-elle la recherche, le développement et les essais de la technologie qui sera mise au service des femmes?
- ????????????? Le traitement équitable des sexes fait-il partie des obligations auxquelles sont soumis les opérateurs de téléphonie mobile assurant des services communautaires?

### *Cadres réglementaires*

- ????????????? Les autorités chargées de la réglementation autorisent-elles la revente des services de téléphonie mobile, que les femmes pourraient transformer en activités commerciales rentables?
- ????????????? Dans le cadre réglementaire, a-t-il été envisagé de réduire les redevances pour les licences, les divers prix et les taxes d'interconnexion de manière à rendre les TIC plus accessibles aux femmes?

*Licence*

- ????????????? A-t-il ?t? envisag? de r?duire la redevance pour les t?l?communications, la fourniture de services Internet et les licences pour les services mobiles de mani?re ? rendre les co?ts plus abordables aux femmes et aux pauvres?
- ????????????? A-t-il ?t? envisag? de d?livrer des licences sp?ciales aux op?rateurs en zones rurales ou aux op?rateurs des centres communautaires TIC, en particulier ceux qui sont exploit?s par et pour les femmes?
- ????????????? L'attribution des licences est-elle soumise ? des conditions visant ? encourager l'analyse et la prise en compte syst?matique de la probl?matique hommes-femmes au sein de la soci?t? b?n?ficiant de la licence?

*Acc?s universel*

- ????????????? Les politiques concernant l'acc?s universel insistent-elles sur les points d'acc?s public en tant qu'alternatives aux choix plus on?reux (une ligne par foyer), et garantissent-elles que l'emplacement des points d'acc?s public tient compte de la probl?matique des femmes (par exemple que les points d'acc?s ne sont pas seulement situ?s dans des bars ou des magasins d'?quipement automobile mais aussi dans des ?coles, des dispensaires et dans des march?s couverts)?
- ????????????? Lorsque l'acc?s aux TIC est examin?, on doit se demander si les femmes y ont acc?s. Dans la n?gative, quelles sont les mesures pouvant ?tre prises afin qu'elles aient acc?s?

*Obligations en mati?re de service universel*

- ????????????? Lorsque les autorit?s charg?es de la r?glementation demandent l'?tablissement de t?l?centres dans des zones mal desservies, dans le cadre des obligations de service universel du d?tenteur de licence, les diff?rents besoins des hommes et des femmes dans les communaut?s concern?es ont-ils ?t? examin?s?
- ????????????? La fourniture de services propos?e dans les zones mal desservies tient-elle compte de la r?partition g?ographique hommes-femmes au sein de la population?

•????????????? Les femmes d?favoris?es et/ou rurales, telles que les m?res c?libataires, les veuves ou les femmes handicap?es b?n?ficiant-elles d'une quelconque priorit? en ce qui concerne le service, les subventions ou une tarification sp?ciale??

?

### **Facteurs responsables du co?t trop ?lev? des t?l?phones portables pour les femmes<sup>45</sup>**

Outre le co?t d'achat ?lev? des combin?s, les utilisatrices pauvres sont susceptibles de gaspiller de l'argent en tentant de se connecter dans des zones o? la couverture de signal est mauvaise. Elles risquent d'?tre factur?es m?me quand elles n'ont pas r?ussi ? se connecter. Par ailleurs, lorsque les cartes de t?l?phone expirent rapidement (par exemple dans les 15?jours), elles doivent souvent payer un compl?ment apr?s l'expiration de cette p?riode. De m?me, lorsqu'une femme doit utiliser le seul argent qui lui reste pour appeler des membres de sa famille et leur demander de lui faire un versement, mais que son message ne passe pas ? cause d'une mauvaise couverture, elle peut n?anmoins ?tre oblig?e de payer cet appel. La tarification de certains fournisseurs de services ne tient pas compte du fait que certains appels n'aboutissent pas.

?

<sup>45</sup>Rural women's use of cell phones to meet their communication needs: a study from northern Nigeria, Kazanka Comfort and John Dada in Buskins and Webb 2009 (ibid)

## **5.3 Liste de v?rification ? l'intention des fournisseurs de contenus et des formateurs**

Cours et formation concernant les TIC

•????????????????? Y a-t-il des femmes instructrices ou formatrices?

•????????????????? Le mat?riel de formation est-il accessible aux populations analphab?tes et aux personnes parlant un dialecte local?

- ????????????? Lorsque les populations analphabètes cherchent à acquérir des compétences en TIC, leur analphabétisme est-il aussi pris en compte, par exemple au moyen d'une formation en ligne?
- ????????????? Est-ce qu'un soutien ou un aménagement supplémentaire est nécessaire pour les femmes, par exemple un service d'accueil pour les enfants?
- ????????????? Les activités de formation, les heures d'accès et les lieux sont-ils compatibles avec les emplois du temps quotidiens des femmes et les éventuelles restrictions de déplacement?

#### Projets TIC et projets éducatifs

- ????????????? Des efforts ont-ils été consentis pour garantir que les femmes et les jeunes filles aient un accès équitable aux TIC dans des écoles et dans d'autres établissements d'enseignement?
- ????????????? La programmation de l'accès et de la formation tient-elle compte des tâches ménagères qui incombent aux jeunes filles et aux femmes?
- ????????????? Existe-t-il des problèmes d'ordre culturel ou social qui exigent que l'instruction sur les TIC soit dispensée séparément aux femmes et aux hommes?

#### Systèmes d'apprentissage et de formation

- ????????????? Les femmes ont-elles un accès égal à la formation technique?
- ????????????? Des efforts ont-ils été faits pour que des femmes soient présentes parmi les bénéficiaires de la formation, lorsque sont introduits le matériel informatique et les systèmes informatiques?
- ????????????? La participation des femmes et des jeunes filles a-t-elle été facilitée par des aménagements tenant compte de leurs rôles multiples et des contraintes culturelles?
- ????????????? Existe-t-il des schémas permettant aux femmes d'accéder à ces domaines et à ces programmes de formation ou d'être des modèles pour les jeunes filles?
- ????????????? Existe-t-il des possibilités de formation sur l'emploi des TIC, destinées non seulement aux techniciens mais aussi aux non-techniciens?



•????????????? Des tentatives ont-elles ?t? faites pour trouver et s?lectionner des femmes participantes?

Projets d'apprentissage ? distance

•????????????? Les donn?es sur les apprenants/utilisateurs sont-elles ventil?es par sexe (en vue de montrer les ?ventuelles diff?rences de participation entre les sexes des utilisateurs)?

•????????????? Les besoins d'information et d'apprentissage tant des hommes que des femmes sont-ils pris en compte dans l'?laboration des programmes?

•????????????? Le contenu des programmes convient-il aux hommes comme aux femmes?

•????????????? Les femmes participant aux cours sont-elles soumises ? des contraintes (les cours destin?s aux fonctionnaires sont-ils par exemple dispens?s ? des moments qui conviennent aux femmes)?

•????????????? L'apprentissage ? distance permet-il une certaine souplesse dans la programmation et le lieu, pour r?pondre aux besoins tant des hommes que des femmes?

•????????????? Les sujets et les comp?tences techniques diff?rent-ils selon les sexes, exigeant des mesures visant ? y rem?dier ou ? en tenir compte?

•????????????? Existe-t-il, parmi les b?n?ficiaires cibl?s, des diff?rences en fonction des sexes pour ce qui est des aptitudes pour les langues? Par exemple, si les cours sont donn?s en anglais, les femmes sont-elles moins susceptibles de ma?triser cette langue?

•????????????? Le texte du contenu du cours tient-il compte de la sexosp?cificit? (par exemple dans l'administration publique)?

Projets de mise au point de contenu TIC

•????????????? Les informations ou le contenu sont-ils dispens?s de mani?re ? ?tre facilement accessibles aux femmes et aux hommes ? des niveaux variables d'alphab?tisation, d'?ducation et de statut ?conomique?

•????????????? Les informations sont-elles mises ? disposition de tous les utilisateurs, ind?pendamment de leur classe, de leur race ou de leur sexe?

•???????????? Des occasions sont-elles donn?es aux femmes de d?battre des informations re?ues et des fa?ons de surmonter les obstacles socio-?conomiques auxquels elles se heurtent?

•???????????? Quelles ont ?t? les mesures prises pour prot?ger les connaissances traditionnelles des femmes, en particulier celles qui concernent les cultures et les plantes, de mani?re ? les pr?server, ? les utiliser sans les exploiter, et ? les breveter le cas ?ch?ant?

Mise au point des syst?mes d'information (notamment dans le secteur de la sant?, dans le secteur juridique et dans le secteur financier)

•???????????? Les femmes disposent-elles d'un acc?s ?quitable aux informations du syst?me?

•???????????? Les informations r?pondent-elles ? leurs besoins?

•???????????? Les hommes et les femmes ont-ils un acc?s ?quitable ? la formation n?cessaire pour employer le syst?me?

•???????????? Des tentatives ont-elles ?t? faites, le cas ?ch?ant, pour incorporer les connaissances autochtones des femmes?

Le Guide de la Commission ?conomique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), fond? sur l'exp?rience malaisienne, pr?sente un ensemble de facteurs de r?ussite qui peuvent guider la mise en place de centres communautaires TIC. Ils sont ?num?r?s ci-apr?s.

**Pour information: Facteurs de r?ussite pour les centres informatiques communautaires (CIC) en Malaisie**

•???????????? Se concentrer sur la population, l'organisation, le contenu et les processus plut?t que sur les technologies

•???????????? Rechercher les besoins r?els et les objectifs socio-?conomiques de la communaut?;

•???????????? Fournir les TIC et les services, r?pondant aux besoins de la communaut?, par le biais des CIC

•???????????? Rep?rer les personnalit?s locales qui peuvent motiver et mobiliser la communaut?

- ????????????? Tirer parti des forces et des ressources locales au cours du d?veloppement (planification, mise en œuvre, exploitation, ?valuation et suivi) des CIC
- ????????????? Mettre au point des plans d'action et des mod?les viables garantissant la persistance et la croissance des CIC
- ????????????? Assurer l'?valuation et le suivi permanents de la performance des CIC
- ????????????? Encourager et d?velopper des partenariats avis?s (gouvernement, industrie, ONG et communaut?) en vue d'?laborer des strat?gies et de mettre en application les objectifs des CIC
- ????????????? Continuer ? former et ? ?duquer le personnel des CIC et la communaut?

?

Source: *Guidebook on Developing Community E-Centers in Rural Areas: Based on the Malaysian experience*, CESAP, 2006

## 5.4 Liens avec les documents de référence, les outils en ligne et les guides

Connecting the first mile: investigating best practice for ICTs and information sharing for development<sup>46</sup>

Guidebook on Developing Community eCenters in Rural Areas (Based on Malaysian experience, UNESCAP, NY 2006) <http://www.ictregulationtoolkit.org/en/Publication.3372.html>

Telecottage handbook: How to establish and run a successful telecenter (June 2006, UNDP Europe and the CIS) <http://www.is-watch.net/node/758>

Training telecenter managers, staff and users (2001, Commonwealth of Learning, Bill Murray and Cathy Murray Small World Connections, UK Simon Brooks Staffordshire County Council and Training Director, UK Telework, Telecottage and Telecenter Association (TCA) ) <http://www.col.org/SiteCollectionDocuments/chapter%2018.pdf>

Sustainable Telecenters: Public policy for the Private Sector. (2003, World Bank)

<http://rru.worldbank.org/Documents/PublicPolicyJournal/251Welle-121302.pdf>

ITU/InfoDev ICT Regulation Toolkit (2004) <http://www.ictregulationtoolkit.org/en/index.html>

?

<sup>46</sup>Surmaya Talyarkhan, David J. Grimshaw, Lucky Lowe (*Intermediate Technology Development Group – ITDG*)

<sup>47</sup>Ce rapport, qui est un guide pratique pour le travail électronique à domicile, ainsi qu'une source utile d'expériences acquises et d'enseignements tirés, a été établi par des membres du mouvement téléz. L'expérience hongroise est utilisée comme référence tout au long du rapport. La publication vise des professionnels des TIC, des professionnels du développement communautaire et des administrateurs publics qui souhaitent améliorer la fourniture des services sociaux à l'échelle locale et qui sont conscients que les télécentres peuvent être mis au service de la réduction de la pauvreté au niveau individuel, local et communautaire.

?

## 6 Cadres politiques sexospécifiques internationaux et régionaux

?

En appelant "les jeunes filles et les femmes ? participer et ? s'int?resser activement aux prises de d?cisions li?es ? l'?dification de la soci?t? de l'information", le Sommet mondial sur la soci?t? de l'information (SMSI) a reconnu l'importance d'une plus grande pr?sence des femmes. Le lien est fort entre les femmes, les TIC et les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement (OMD). Les TIC peuvent par exemple faciliter la r?alisation de l'OMD 3, visant ? promouvoir l'?galit? des sexes et l'autonomisation des femmes.

Plusieurs exemples montrent que les TIC sont des outils de plus en plus importants pour l'autonomisation des femmes, les femmes ?tant les principales ? utiliser les TIC ? des fins de d?veloppement. Malgr? les probl?mes sexosp?cifiques importants qui peuvent se poser aux femmes en tant qu'utilisatrices et employ?es, notamment le grand nombre de femmes qui travaillent dans les centres d'appel et comme entrepreneuses, la recherche sur les probl?mes sexosp?cifiques li?s aux TIC reste minimale. Cela n?cessite une attention renouvel?e. Il est essentiel pour la r?alisation d'un certain nombre de trait?s et d'objectifs internationaux d'œuvrer ? renforcer l'acc?s des femmes aux TIC. Bien que la liste ci-apr?s ne soit pas exhaustive, elle mentionne quelques-uns des cadres les plus importants.

### 6.1 Cadres politiques internationaux

La pr?sente section d?crit les principaux accords et conventions au niveau international, qui concernent le traitement ?quitable des sexes et portent sur la r?glementation, les politiques et les services TIC.

#### ***Convention sur l'?limination de toutes les formes de discrimination ? l'?gard des femmes (CEDAW)***

La Convention d?finit la discrimination ? l'?gard des femmes comme "toute distinction, exclusion ou restriction fond?e sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de d?truire la

reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes ... des droits de l'homme et des libert?s fondamentales dans les domaines politique, ?conomique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine". Les TIC sont un ?l?ment essentiel qui permet aux femmes de b?n?ficier de leurs droits fondamentaux dans ces sph?res et elles sont donc essentielles pour une application concr?te de la Convention.

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw>

### **Les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement**

Les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement (OMD) sont un ensemble, accept? par tous, d'objectifs cl?s qui doivent permettre de relever les principaux d?fis en mati?re de d?veloppement dans le monde. Ils ont ?t? adopt?s par l'Assembl?e g?n?rale des Nations Unies en 2000. Ils sont au nombre de huit et se d?composent en 21 objectifs quantifiables qui peuvent ?tre mesur?s ? l'aide de 60 indicateurs. L'ONU recommande que tous les indicateurs soient ventil?s selon le sexe. Mais en fait, l'UIT et les autres institutions de l'ONU charg?es des indicateurs OMD ont beaucoup de mal ? recueillir des donn?es fiables ventil?es selon le?sexe, en particulier dans les pays en d?veloppement. M?me si tous les OMD tiennent compte syst?matiquement de la probl?matique hommes-femmes, l'OMD 3 concerne plus particuli?rement l'autonomisation des femmes:

#### **OMD 3: Promouvoir l'?galit? des sexes et l'autonomisation des femmes**

Les TIC sont un excellent moyen pour cr?er des opportunit?s dans les secteurs de l'?ducation, de l'emploi et de l'acc?s aux informations, et elles ont le pouvoir de neutraliser en majeure partie la discrimination ? laquelle les femmes doivent traditionnellement faire face. La souplesse d'emploi des TIC dans les secteurs de l'?ducation et du travail permet aux femmes d'assurer ?quitablement leurs responsabilit?s familiales et sociales et peut aider ? surmonter les probl?mes de d?placement. Pour l'essentiel, les TIC augmentent la capacit? des femmes ? agir de mani?re autonome et leur permettent de mieux b?n?ficier de leurs droits. Les TIC peuvent en particulier contribuer ? atteindre la cible de l'OMD 3 qui est de: "??liminer les disparit?s entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire ... et ? tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard." Elles peuvent aussi jouer un r?le important dans l'am?lioration des trois indicateurs de l'OMD 3:

3.1??????? La proportion des filles par rapport aux gar?ons dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire

3.2??????? La proportion des femmes employées dans le secteur non agricole

3.3??????? La proportion des femmes parlementaires

Les TIC sont directement concernées par ces objectifs, aussi bien comme cause que comme effet. C'est-à-dire que le renforcement de l'accès des femmes aux TIC contribuera à atteindre ces objectifs, et que la réalisation de ces objectifs permettra aussi de renforcer l'accès des femmes aux TIC. L'UIT est l'institution d'exécution de l'ONU, chargée des indicateurs liés aux TIC.

### **OMD 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Les TIC sont aussi directement concernées par l'OMD 8f: "En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous." Les TIC contribueront à améliorer les trois indicateurs de l'OMD 8, notamment:

8.14????? Accroître le nombre de lignes téléphoniques fixes

8.15????? Accroître le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile

8.16????? Accroître le nombre d'utilisateurs de l'Internet

La date cible pour la réalisation des OMD est 2015. L'amélioration de l'accès des femmes aux TIC est mentionnée dans sept OMD spécifiques, et figure elle-même comme un objectif au sein du huitième objectif.

<http://www.un.org/millenniumgoals/>

### ***Cibles du Sommet mondial sur la société de l'information***

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) est une initiative de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Son objectif est d'"élaborer le cadre d'une société de l'information ouverte à tous et équitable" et de rechercher des manières d'employer les TIC pour atteindre les objectifs de développement, tels que ceux qui sont contenus dans la Déclaration du Millénaire.

<http://www.itu.int/wsis/index.html>

### **Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté**

Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont des schémas devant permettre de réduire la pauvreté dans les pays en développement, établis par les gouvernements en collaboration avec la société civile et bénéficiant d'apports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ils mettent l'accent sur les indicateurs sociaux et sur le renforcement de la capacité des agents de l'Etat à réguler l'économie. Dans les 29 DSRP analysés en 2003, 12 pays (Albanie, Azerbaïdjan, Cambodge, Cameroun, Gambie, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sri Lanka et Tchad) ont défini et classé les TIC comme étant un élément stratégique dans la réduction de la pauvreté et les ont examinés de façon indépendante dans leurs DSRP.

<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/prsp.htm>

## 6.2 Cadres politiques régionaux

L'infrastructure des TIC tend à être régionale, en raison des frontières imposées par les technologies hertziennes et les technologies à fibres optiques, ce qui explique pourquoi les cadres politiques des TIC ont souvent les mêmes frontières régionales.

### ***Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)***

La stratégie en matière de TIC de la CARICOM est un instrument permettant de renforcer la connectivité et le développement en vue de promouvoir une plus grande prospérité et une plus forte évolution sociale entre les États membres et en leur sein, et le reste du monde. Dans la CARICOM, on continue à privilégier la prise en compte des activités et du développement des TIC en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux qui concernent la réduction de la pauvreté, l'éducation et la santé, l'environnement et le traitement équitable des sexes.

[http://www.caricom.org/jsp/projects/projects\\_ict.jsp?menu=projects](http://www.caricom.org/jsp/projects/projects_ict.jsp?menu=projects)

### ***Association des nations de l'Asie du Sud-Est***

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est régie par le Cadre e-ASEAN 2000 et par la réunion annuelle des ministres des télécommunications, d'où naît le TELMIN. L'ASEAN a fait un certain nombre de déclarations et a établi des plans d'action sur les TIC. Concernant les télécentres pour femmes, il faut mentionner la Déclaration de Siem Reap sur le renforcement de l'accès universel aux services TIC dans l'ASEAN (2007), où sont pris des engagements visant à renforcer l'accès aux



services TIC de manière que les communautés rurales et les zones reculées de la région de l'ASEAN puissent disposer d'une connectivité et d'un accès à un prix abordable.

<http://www.aseansec.org/6267.htm>

### ***Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique***

La Commission e-Africa du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est la branche TIC du NEPAD. Elle travaille sur des solutions à long terme pour le développement du secteur des TIC en Afrique. Elle crée des partenariats et collabore avec les gouvernements, les sociétés et les populations locales en vue de faire évoluer positivement le secteur des TIC.

<http://www.eafricacommission.org/>

### ***Union africaine***

Le Plan d'action de l'Union africaine sur l'économie du savoir vise à construire une région bénéficiant pleinement des services TIC d'ici à 2015. Il invite l'Union africaine et les pays de la région à adopter une démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes afin de permettre aux femmes de disposer d'un meilleur accès aux TIC.

<http://www.commit4africa.org/declaration/african-regional-action-plan-knowledge-economy-arapke-framework-action>

<http://www.uneca.org/aisi/docs/ARAPKE%20version%20of%20September%202005.pdf>

### **Organisation des Etats américains et la Déclaration de Saint-Domingue**

La Déclaration de Saint-Domingue est un engagement, pris par 34 ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains, à appliquer toutes les mesures nécessaires pour développer les TIC dans leurs pays. La déclaration reconnaît l'importance de la sexospécificité et la nécessité de renforcer l'accès équitable des femmes aux bénéfices des TIC. Elle vise aussi à assurer que les TIC deviennent un outil essentiel pour l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes. Les politiques, les programmes et les projets doivent tenir compte des inégalités entre les sexes, s'agissant de l'accès aux TIC et de leur emploi.

<http://www.realinstitutoelcano.org/materiales/docs/997/DECSANTODOMe04.pdf>

## 7 Observations finales

?

En fait, les TIC ne sont plus une technique en option pour d'autres services. L'emploi de l'Internet, de la téléphonie mobile et des sites de réseaux sociaux deviennent aussi courants que la télévision, les journaux et la radiodiffusion. En conséquence, ne pas avoir accès à ces technologies est une forme d'analphabétisme en soi. Pratiquement toutes les institutions internationales et tous les gouvernements sont d'accord sur ce fait. L'Objectif du Millénaire pour le développement 8 contient des cibles spécifiques concernant les TIC, et la prochaine série de cibles, qui seront établies à partir de 2015, insistera encore plus sur le rôle central des technologies de la communication et de l'informatique pour le développement international.

En parallèle, un nombre croissant de gouvernements et d'organisations internationales reconnaissent qu'il est important de rendre les femmes et les jeunes filles autonomes. L'autonomisation des femmes est, et doit être à l'avenir, principalement un objectif qui vise à faire respecter les droits. Les femmes et les jeunes filles représentent la moitié de l'humanité, et toutes les stratégies politiques et économiques doivent reconnaître explicitement ce fait. L'importance de l'autonomisation des femmes pour le développement social et économique est également plus largement reconnue.

Les programmes visant à employer les TIC comme outils afin de rendre les femmes autonomes sont donc directement liés à deux des défis majeurs en matière de développement du début du XXI<sup>e</sup> siècle : renforcer l'accès aux TIC et rendre les femmes autonomes. Ces deux objectifs sont aussi liés à de multiples autres objectifs en matière de développement. Les recherches concrètes menées dans tous les coins du globe montrent que l'autonomisation des femmes contribue à réduire la pauvreté, la morbidité et la mortalité infantile, et à favoriser la scolarisation des enfants. Comme l'a déclaré M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies : "Investir dans les femmes n'est pas simplement l'attitude correcte à prendre, c'est l'attitude intelligente à avoir."<sup>48</sup>

Ainsi que le montre la sélection d'études de cas contenus dans le présent module, l'établissement de centres communautaires TIC peut contribuer de façon importante à ce que les femmes disposent d'un accès aux TIC et à ce que cet accès se généralise. Mais, établir simplement le centre et supposer que les femmes vont y venir et l'utiliser n'est pas suffisant. Comme pour tout projet de développement, les

bénéficiaires eux-mêmes (dans ce cas les femmes ? l'échelle locale) doivent être impliqués, dès la phase de conception. En outre, le centre doit correspondre aux besoins quotidiens des femmes qu'il dessert. Il doit être entretenu sur le plan technique et doit être conforme aux normes socioculturelles de la société au sein de laquelle il est exploité.

Amartya Sen<sup>49</sup> défend la thèse selon laquelle le rôle des femmes est central dans la société du savoir. Selon lui, le savoir n'est pas destiné uniquement ? la croissance économique, mais devrait avant toute chose être exploité pour rendre autonome et développer toutes les couches de la société, afin que celles-ci puissent comprendre et utiliser leurs connaissances pour améliorer leur qualité de vie et promouvoir le développement social. Il ajoute qu'une société du savoir solidaire rend autonome l'ensemble de ses membres et leur permet de produire, de recevoir, de partager et d'utiliser leurs informations et leurs connaissances pour leur développement économique, social, culturel et politique. Il est en conséquence impératif du point de vue des femmes et des TIC que l'accent soit prioritairement mis sur les relations entre les sexes dans les secteurs de la communication et de l'apprentissage. Si nous procédons ainsi, nous verrons que la société de l'information n'est pas une fin en soi mais constitue un progrès pour tout le monde.

?  
?  
?

<sup>48</sup>Secretary General speaking on women's day, March 8th 2008, at UN Headquarters, New York.  
<http://www.un.org/News/Press/docs/2008/obv684.doc.htm>

<sup>49</sup>Sen, Amartya. (1999). Development as Freedom. New York: Anchor Books.

?

## Credits

The Module on Community ICT Centres for the Social and Economic Empowerment of Women was drafted by Ms. Nidhi Tandon, Director, Gender Consultant & Trainer, Networked Intelligence for Development (NID), Toronto, Canada, an independent development consultancy that provides policy advice and adult-training and know-how on a wide range of human, social and economic development concerns offering a first-hand understanding of grassroots, small business and government-level policy planning. NID can be found at [www.networkedintelligence.com](http://www.networkedintelligence.com)

Clara-Luz Alvarez, a partner in the law firm of Villanueva Álvarez y Asociados in Mexico City, Mexico; Dr. Ghinwa Jalloul, CEO of Technology sarl, Lebanon and former member of the Lebanese Parliament; and Ned Lawton, Development Consultant, Ned Lawton Ltd., London, were also contributors to the module.

?

## References

- Ali, Mohammad (2003), 'ASPBAE Research on Information and Communication Technology', Bangladesh ICT Case Study, Dhaka Ahsania Mission, Asian South Pacific Bureau of Adult Education, sourced at [http://portal.unesco.org/education/en/file\\_download.php/1bb1630e3ed7c4a90ca0eec2f15c7a77cICT+EDUCATION+CASE+STUDY.pdf](http://portal.unesco.org/education/en/file_download.php/1bb1630e3ed7c4a90ca0eec2f15c7a77cICT+EDUCATION+CASE+STUDY.pdf)
- AMREF/NCK/Accenture (2005), 'The Kenya Nurse Upgrading Programme Using eLearning', AMREF, Kenya, sourced at <http://www.amref.org/info-center/amref-courses--training-programmes/elearning-programme>
- Arid Lands Information Network (2007), Maarifa Centers, sourced at [http://www.alin.net/?about\\_us](http://www.alin.net/?about_us)
- Association for Progressive Communications (2002), Gender Evaluation Methodology Women's Networking Support Programme, Association for Progressive Communications, sourced at [http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding\\_gem/index.htm](http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/index.htm)
- Bindé Jérôme (2005), 'Towards knowledge societies' UNESCO: France sourced at <http://unesdoc.unesco.org/Ulis/cgi-bin/ulis.pl?catno=141843&gp=0&lin=1?=1>
- Boyd Stacey, Herring Louise (2005), IT Access for Everyone – Global Benchmarking Study, ITAFE Initiative, World Economic Forum, sourced at [http://www.weforum.org/pdf/Initiatives/Global\\_Digital\\_Inclusion\\_Benchmarking\\_Study\\_Jan05.pdf](http://www.weforum.org/pdf/Initiatives/Global_Digital_Inclusion_Benchmarking_Study_Jan05.pdf)
- Buskins, Ineke and Webb Anne eds (2009), African Women and ICTs Investigating Technology, Gender and Empowerment, sourced at [http://www.idrc.ca/en/ev-135944-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/en/ev-135944-201-1-DO_TOPIC.html)
- Chen, Derek H.C (2004), 'Gender equality and economic development: the role for information and communication technologies', Policy Research Working Paper Series, World Bank, sourced at <http://pdfcast.org/pdf/gender-equality-and-economic-development-the-role-for-information-and-communication-technologies>
- Cho Jung Ah, Eun Huh Jung (2006), 'Socio- Economic Empowerment of Women and IT: The Practices & Lessons from the Provincial Government', Republic of Korea, sourced at

<http://wgc.womensglobalconnection.org/conf06proceedings/Cho,%20Ah.Socio%20economic%20Empowerment.pdf>

Commonwealth of Learning 2004: ICT and Literacy: Who Benefits? <http://www.col.org/resources/publications/consultancies/Pages/2004-09-ICT.aspx>

Dighe Anita, Reddi Usha Vyasulu (2006), 'Commonwealth of Learning. Women's Literacy and Information and Communication Technologies: lessons that Experience has Taught Us', The Commonwealth of Learning, sourced at [http://www.cemca.org/cemca\\_womens\\_literacy.pdf](http://www.cemca.org/cemca_womens_literacy.pdf)

Dutton, William H (2004), *Social Transformation in an Information Society: Rethinking Access to You and the World*, UNESCO, Paris.

Echeverria Cuchie (2010), Blog Post on 'Philippine Commission on ICT unveils online courses for telecenter managers', Commission on ICT, Telecenter.org, sourced at <http://www.telecenter.org/profiles/blogs/philippine-commission-on-ict-1>

European Commission (2009), 'Code for Best Practices for Women and ICT', Information Society and Media, European Commission, sourced at [http://ec.europa.eu/information\\_society/activities/itgirls/doc/code.pdf](http://ec.europa.eu/information_society/activities/itgirls/doc/code.pdf)

GenARDIS (2009), 'Women in the Democratic republic of Congo: Confidence and a competitive edge through ICTs', sourced at <http://genardis.apcwomen.org/en/node/135>

Goyal Rakhee, Marquardt Marion, Venkatachallam Usha (2008), 'Making IT Our Own: Information & Communication Technology Training of Trainers Manual', Women's Learning Partnership for rights, development and peace, sourced <http://www.learningpartnership.org/ictmanual>

Green Lindsay (2009), 'Gender-based Issues and Trends in ICT Applications in Education in Asia and the Pacific', sourced at [http://www.unescobkk.org/fileadmin/user\\_upload/ict/Metasurvey/2Regional29.pdf](http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/ict/Metasurvey/2Regional29.pdf)

GSMA and Cherie Blair Foundation for women (2010), *Women & Mobile: A Global Opportunity a study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries*, sourced at [http://www.cherieblairfoundation.org/uploads/pdf/women\\_and\\_mobile\\_a\\_global\\_opportunity.pdf](http://www.cherieblairfoundation.org/uploads/pdf/women_and_mobile_a_global_opportunity.pdf)

Gurumurthy Anita (2004), *Gender and ICTs*, BRIDGE Development – Gender sourced at <http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/CEP-ICTs-OR.doc>

Heyze Noeleen (2007), Foreword in 'Gender and ICT', by Angela M. Kuga Thas, Chat Garcia Ramilo, Cheekay Cinco, UNDP-APDIP and Elsevier, source at [http://en.wikibooks.org/wiki/Gender\\_and\\_ICT/Foreward](http://en.wikibooks.org/wiki/Gender_and_ICT/Foreward)  
<http://www.apdip.net/publications/iespprimers/eprimer-gender.pdf>

Hidalgo Anna, Thas Angela M.Khuga (2004), 'Gender and ICT Policy Advocacy: Implications for the Women`s movement' Association for Progressive Communications, Women`s Networking Support Program, sourced at [http://www.apcwomen.org/news/gender\\_and\\_ict\\_policy\\_advocacy%3A\\_implications\\_women%2526%2523039%3Bs\\_movement](http://www.apcwomen.org/news/gender_and_ict_policy_advocacy%3A_implications_women%2526%2523039%3Bs_movement)

International Commission on Workforce Development (2010), sourced at <http://www.icwfd.org>

ILO (2009), 'Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and Gender Divide', Digital Learning: Learning through ICT, sourced at <http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT>

International Labour Organization (2008), 'From Veil to Camera: Empowering Women through Skills Training', Communication and Public Information, sourced at [http://www.ilo.org/global/About\\_the\\_ILO/Media\\_and\\_public\\_information/Feature\\_stories/lang--en/WCMS\\_100390/index.htm](http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Feature_stories/lang--en/WCMS_100390/index.htm)

International Telecommunication Union (2003), 'Trends in Telecommunication Reform 2003 promoting universal access to ICTs-Practical tools for regulators', 5th Ed, sourced at <http://www.itu.int/publ/D-REG-TTR.6-2003/en>

International Telecommunication Union (2010), 'Measuring the Information Society', sourced at <http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/index.html>

International Telecommunication Union (2009), 'The World in 2009: ICT Facts and Figures', sourced at [http://www.itu.int/ITU-D/ict/material/Telecom09\\_flyer.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/ict/material/Telecom09_flyer.pdf)

International Telecommunication Union (2007), 'Trends in Telecommunication Reform 2007: The road to next-generation networks' (NGN), 8th Ed, sourced at <http://www.itu.int/publ/D-REG-TTR.9-2007/en>

Jain Suman (2007), 'ICTs and Women's Empowerment: Some Case Studies from India', IFUW Conference, Manchester, International Federation of University Women-Empowering Women and Girls through lifelong Education, sourced at <http://www.ifuw.org/seminars/2007/jain.pdf>

Jalali Ali L (2006), 'Socio- Economic Impacts of Rural Telecenters in Iran', Women's Economic Empowerment and the Role of ICT, World Bank seminar, sourced at <http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/AliJalali.pdf>

Juma Calestous, Cheong Lee Yee (2005), *Innovation: applying knowledge in development*, Task Force on Science, Technology and Innovation, Earthscan Publishing: London.

Kayode Olaoye Ismail (no date), 'Globalization, ICT and the Economic Empowerment of Women in Nigeria', Department of Economics and Financial Studies, Fountain University-Osogbo, sourced at <http://globalization.icaap.org/content/v8.1/Kayode.pdf>

Litho Patricia (2010), 'Do women's access to ICTs lead to empowerment? Looking at the CEEWA ICT project in rural Uganda', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at <http://www.genderit.org/content/do-women%E2%80%99s-access-icts-lead-empowerment-looking-ceewa-ict-project-rural-uganda>

Mayanja Meddie (2002), Uganda School-Based Telecenters: An Approach to Rural Access to ICTs, *TechKnowLogia-International Journal of Technologies for the Advancement of Knowledge and Learning*, July –September sourced at [http://www.techknowlogia.org/TKL\\_active\\_pages2/CurrentArticles/main.asp?FileType=PDF&ArticleID=415](http://www.techknowlogia.org/TKL_active_pages2/CurrentArticles/main.asp?FileType=PDF&ArticleID=415)

McConnell Scott (2001) 'Telecenters around the World: Issues to be Considered and Lessons Learned', CIDA's Canada –Thai Telecenter project sourced at [http://portal.unesco.org/ci/en/file\\_download.php/053c2bb713f94903fc72a2a910a4e495Telecenters+around+the+world.pdf](http://portal.unesco.org/ci/en/file_download.php/053c2bb713f94903fc72a2a910a4e495Telecenters+around+the+world.pdf)

Ministry of Works, Housing and Communication (2003), National Information and Communication Technology Policy, sourced at [http://elearning-zambia.com/index2.php?option=com\\_docman&task=doc\\_view&gid=2&Itemid=29](http://elearning-zambia.com/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=2&Itemid=29)

Mobile Telecenters (2009), 'MobileTelecenters Philippines – etrike', sourced at <http://www.mobiletelecenters.com>



Moon Ban K (2008), Speech on the observance of International Women's Day, Department of Public Information, United Nations: New York, sourced at <http://www.un.org/News/Press/docs/2008/obv684.doc.htm>

Morgan Sharon, Heeks Richard, Arun Shoba (2004), 'Researching ICT-Based Enterprise for Women in Developing Countries: *A Livelihoods Perspective*', IDPM, University of Manchester, UK.

M S Swaminathan Research Foundation, <http://www.mssrf.org>

Nassali Sandra (2010), 'Kigali to Become a Wireless City', sourced at <http://www.telecenter.org/profiles/blogs/kigali-to-become-a-wireless>

Nyarko Emily (2010), 'Revolution in ICT infrastructure: Hope for the Ghanaian woman', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at <http://www.genderit.org/content/revolution-ict-infrastructure-hope-ghanaian-woman>

O'Hara Kieron, Stevens David (2006), *Inequality.com: power, poverty and the digital divide*, One World: Oxford.

Plan International (2009), 'Because I am a Girl: The state of the world's girls 2009', sourced at [http://www.ungei.org/resources/files/BIAAG\\_Summary\\_ENGLISH\\_lo\\_resolution.pdf](http://www.ungei.org/resources/files/BIAAG_Summary_ENGLISH_lo_resolution.pdf)

PLAN International (2010), 'Because I am a Girl: Digital and Urban Frontiers.

Proliteracy Worldwide, 'Literacy and Women's Health', sourced at <http://www.proliteracy.org/NetCommunity/Document.Doc?id=36>

Ramilo Chat Gracia, Cinco Cheekay (2006), *Gender Evaluation Methodology for Internet and ICTs: A learning tool for change and empowerment*, Women's networking support, Association for Progressive Communications, sourced at <http://www.apc.org/en/pubs/books/gender-evaluation-methodology-internet-and-icts-le>

Republic of Ghana (2003), 'The Ghana ICT for Accelerated Development ICT4AD', A policy statement for the realization of the vision to transform Ghana into an information – rich knowledge – based society and economy through the development, deployment and exploitation of ICTs within the Economy and Society, sourced at <http://www.ict.gov.gh/pdf/Ghana%20ICT4AD%20Policy.pdf>

Shahkoo's Women Organization (2002), Shahkoo is the First Internet Village in Iran, Details sourced at [http://www.shahkoo.com/zan\\_organization/women.html#education](http://www.shahkoo.com/zan_organization/women.html#education)

SIL International (2010), Women and Literacy, sourced at [http://www.sil.org/literacy/wom\\_lit.htm](http://www.sil.org/literacy/wom_lit.htm)

The Global Knowledge Partnership (2006), 'ICT for Development Success Stories: Youth, Poverty and Gender', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at <http://www.genderit.org/content/ict-development-success-stories-youth-poverty-and-gender>

UNDAW (2002), 'Information and Communication Technologies and their impact on and use as an instrument for advancement and empowerment of women', Seoul, Republic of Korea, sourced at <http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/ict2002/reports/EGMFinalReport.pdf>

UNDP (2001), *Human Development Report 2001: Making new technologies work for human development*, Oxford University Press: New York

UNESCAP (2002), 'ICT for the social empowerment of the rural poor', Chapter VI in Sustainable Social Development in a Period of Rapid Globalization: Challenges, Opportunities and Policy Options, Social Policy and Population Section, sourced at <http://www.unescap.org/esid/psis/publications/theme2002/SUSTN-C6.pdf>

UNESCAP (2006), *Guidebook on Developing Community E-Centers in Rural Areas: Based on the Malaysian Experience*, sourced at <http://www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/ICT/guidebook.pdf>

UNESCO (2000), 'Education World Forum', Dakar, sourced at <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001211/121117E.pdf>

UNESCO (2002), 'Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication', Medium-Term Strategy 2002-2007: UNESCO Paris, sourced at <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001254/125434e.pdf>

UNESCO Bangkok (2005), 'Mother Tongue-based Teaching and Education for Girls', sourced at <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001420/142079e.pdf>

UNESCO (2006), 'Using ICT to Develop Literacy': Bangkok, sourced at [http://www.unescobkk.org/fileadmin/user\\_upload/ict/ebooks/Literacy/Using\\_ICT\\_to\\_Develop\\_Literacy.pdf](http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/ict/ebooks/Literacy/Using_ICT_to_Develop_Literacy.pdf)

UNESCO (2007), 'Mother Tongue-based Literacy Programmes: Case Studies of Good Practice in Asia', UNESCO Asia and Pacific Regional Bureau for Education Bangkok, sourced at <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001517/151793e.pdf>

UNESCO (2007), 'Literacy Initiative for Empowerment' Institute for Lifelong learning (2006-2015), Vision and Strategy Paper 3rd ed: UNESCO France, sourced at <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921e.pdf>

UNESCO (2007), 'ICT and Literacy', ICT in Education: Bangkok sourced at <http://www.unescobkk.org/education/ict/online-resources/features/ict-and-literacy>

UNESCO Communication and Information (2007), 'Open Training Platform', sourced at <http://opentraining.unesco-ci.org/cgi-bin/page.cgi?d=1>

United Nations (2005), 'Gender Equality and Empowerment of Women through ICT', Women 2000 and Beyond, Division for the Advancement of Women, United Nations, sourced at <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf>

United Nations (2005), 'Women 2000 and beyond: Gender equality and empowerment of women through ICT', sourced at <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf>

United Nations (2009), *The Millennium Development Goals Report* sourced at [http://unstats.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2009/MDG\\_Report\\_2009\\_En.pdf](http://unstats.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2009/MDG_Report_2009_En.pdf)

USAID (2005), 'Supporting Gender and ICTs: Opportunities for Women in Bangladesh', Greater Access to Trade Expansion Project, US Agency for International Development, sourced at <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/apcity/unpan038249.pdf>

Wikibooks module (2007), 'Gender and ICT/Taking a Closer Look at Women's Realities' - Wikibooks, Collection of Open-content Textbooks, Wikibooks, sourced at [http://en.wikibooks.org/wiki/Gender\\_and\\_ICT](http://en.wikibooks.org/wiki/Gender_and_ICT)

World Congress on ICT for Development (2009), 'ICT4D and the United Nations Millennium Development Goals': Beijing.

World Bank Group (2009), *Information and Communication Technologies for Women's Socio-economic Empowerment*, Working paper, The World Bank: Washington D.C.

Yitamben Gisele, Tchinda Elise (2009), 'Internet use among entrepreneurs in the textile sector in Douala, Cameroon: self-taught and independent' in Buskens and Webb, *African Women and ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment*, Zed Books, London, UK.

?

## Annex I: Données chiffrées concernant l'usage de la technologie

?

**TABLEAU I: Nombre de personnes employant l'Internet (en un lieu quelconque) au cours des 12 derniers mois, selon le sexe (en %), au cours de l'année 2009 ou de la dernière année disponible**

Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin	F?minin	
Australie	2009	75,1	? 73,4	?
Autriche	2009	78,8	? 68,3	?
Azerba?djan	2009	32	? 23	?
Belgique	2009	79,5	? 72,9	?
Br?sil	2009	40,6	? 37,9	?
Bulgarie	2009	47	? 43,1	?
Canada	2007	74,1	? 72,3	?
Chili	2006	36,5	? 32,6	?

Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin	F?minin	?
Costa Rica	2008	33,8	30,8	?
Croatie	2009	55,4	46,1	?
Chypre	2009	53,3	46,6	?
R?publique tch?que	2009	66,4	62,5	?
Danemark	2009	87,9	85,8	?
Equateur	2008	26,6	24,9	?
El Salvador	2008	11	9,3	?
Estonie	2009	72	72,7	?
Finlande	2009	82,2	82,7	?
France	2009	70,8	72,3	?
Allemagne	2009	83,2	75,3	?
Gr?ce	2009	49,2	40	?

Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin	Féminin	?
Honduras	2008	9,4	9,8	?
Hong Kong, Chine	2009	72,9	66,1	?
Hongrie	2009	63,3	60,5	?
Islande	2009	94,7	92,2	?
Irlande	2009	65,9	68,8	?
Israël	2008	62,7	56,2	?
Italie	2009	54,1	43,6	?
Japon	2009	81,2	74,8	?
Corée (R?p. de)	2009	85,9	77,1	?
Lettonie	2009	67,8	66	?
Liban	2005	12,5	7,9	?
Lituanie	2009	60,8	58,8	?

Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin ?	Féminin ?	?
Luxembourg	2009	92,1	82,5	?
Macao, Chine	2008	51,5	47,1	?
Malte	2009	61	56,7	?
Maurice	2008	23,5	20,2	?
Mexique	2009	29,8	27	?
Pays-Bas	2009	92,4	86,9	?
Nouvelle-Zélande	2009	79,8	79,6	?
Nicaragua	2006	9,6	10	?
Norvège	2009	94,8	89,3	?
Oman	2007	18,8	13,7	?
Autorité palestinienne	2009	38,1	26,2	?
Paraguay	2008	15	13,5	?



Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin ?	Féminin ?	?
Pérou	2008	34,5	26,8	?
Pologne	2009	61,1	57,1	?
Portugal	2009	52,8	43,9	?
Qatar	2009	80	78,3	?
Roumanie	2009	38,4	34,8	?
Serbie	2009	47,3	36,3	?
Slovaquie	2009	77,1	73,3	?
Slovénie	2009	65,7	62,9	?
Espagne	2009	65,7	59,5	?
Suède	2009	91,2	90,4	?
Suisse	2008	82,9	71,8	?
ex-République yougoslave de Macédoine	2009	54	49,5	?

Nombre de pays	Dernière année	Sexe		?
		Masculin ?	F?minin ?	
Tha?lande	2009	19,8	? 20,4	?
Turquie	2009	46,8	? 26,3	?
Ukraine	2008	12,2	? 9,1	?
Royaume-Uni	2009	84,5	? 81,2	?
Etats-Unis	2009	67,9	? 68,8	?

Notes: Les tranches d'âge varient selon les pays.  
 1) Au cours des 3 derniers mois. 3) Echantillons. 5) Au cours du dernier mois. 7) Au cours des 6 derniers mois.

Source: Union internationale des t?l?communications, World Telecommunication/ICT Indicators database <sup>50</sup>

?

**TABLEAU II: Possession et usage des t?l?phones portables en fonction de l'âge des femmes dans les pays ? faible revenu et ? revenu interm?diaire <sup>51</sup>**

Age	Personnel	Emprunt?	Sans

14 – 20	61	29	10
21 – 27	65	27	8
28 – 36	65	20	15
37 – 49	60	20	20
50 – 74	50	25	25

?

Il ressort d'une enquête de la Cherie Blair Foundation de 2010 que, parmi les femmes, c'étaient les jeunes filles et les jeunes femmes âgées de 14 à 27 ans dont le taux de possession d'un téléphone portable était le plus élevé.

?

<sup>50</sup>International Telecommunication Union. (2010). Measuring the Information Society.

(<http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/index.html>) [http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS\\_2010\\_without%20annex%204-e.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS_2010_without%20annex%204-e.pdf)

<sup>51</sup>Women & Mobile: A Global Opportunity A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries, Cherie Blair Foundation 2010

## **Annex II: Case Studies: Community ICT centers and ICT applications that cater to women's needs**

### List of Case Studies

- I. Advancing Learning and Employability for a Better Future (ALEF) in Morocco
- II. CISCO Systems Networking Academy
- III. Datamation Gender Resource Center, India
- IV. Guanabonet – The Taigüey Foundation in the Dominican Republic
- V. IKRAA - Computer Based Software for Illiteracy Eradication in Lebanon and Egypt
- VI. Rural Knowledge Centers in India
- VII. School-Net Uganda - Inspiring Science for Girls Using ICTs in Uganda
- VIII. Thai Telecenter Movement
- IX. The Women's Technology Empowerment Center (W.TEC) – Nigeria
- X. Modemmujer - ICT literacy and women's citizen participation in Mexico

## Case Studies

- Case Study I. Education et formation pour l'emploi (ALEF) au Maroc
- Case Study II. Cisco Systems Networking Academy
- Case Study III. Datamation Gender Resource Center en Inde
- Case Study IV. Guanabonet – La Fundación Taigüey en République dominicaine
- Case Study IX. Women's Technology Empowerment Center (W.TEC) au Nigéria
- Case Study V. IKRAA – Logiciel informatique destiné à l'élimination de l'analphabétisme au Liban et en Egypte
- Case Study VI. Centres ruraux de savoir en Inde
- Case Study VII. SchoolNet Uganda – Sciences attrayantes pour les jeunes filles grâce aux TIC en Ouganda
- Case Study VIII. Mouvement Thai telecentre
- Case Study X. Modemmujer – Connaissances sur les TIC et participation citoyenne des femmes au Mexique